

N°82

à babord !

REVUE SOCIALE ET POLITIQUE

LE POPULISME DE GAUCHE

À TORT OU À RAISON ?



11128 10.95\$

Messageries Dynamiques



REGARDS FÉMINISTES

- Les chiens** 6
Martine Delvaux

POLITIQUE

- Une campagne postféministe ?** 8
Diane Lamoureux

SYNDICALISME

- Premières négociations
sous un gouvernement caquiste** 10
Philippe Boudreau

ENVIRONNEMENT

- Retomber en amour
avec la grève** 12
La Planète s'invite au Parlement

CHRONIQUE ÉDUCATION

- Montrer l'exemple ou éveiller
les esprits ?** 14
Wilfried Cordeau

COUP D'ŒIL

- États de crise** 16

MÉMOIRE DES LUTTES

- La marche « Du pain et des roses »** 18
Françoise David et François Saillant

ENVIRONNEMENT

- Saguenay-Lac-Saint-Jean
Les freins d'une résistance** 22
Isabel Brochu

SOCIÉTÉ

- La voix d'un journal régional** 24
Mariane Ménard

INTERNATIONAL

- Catalogne : La rue prend
l'initiative** 50
Alain Ambrosi et Nancy Thede
- Danemark : Vivre en commun** 53
Philippe de Grosbois
- Chili : Rébellions populaires
contre le néolibéralisme** 54
Pierre Mouterde
- Bangladesh : La misère
des travailleuses du textile** 58
Par Amélie Nguyen

FIGURES MARQUANTES

- Toni Morrison, terrible vivante** 62
Ariane Gibeau

CULTURE

- Haro sur les plagiaires** 64
Claude Vaillancourt
- La disparition :
deux variations sur un thème** 66
Jacques Pelletier
- Recensions** 69
- À tout prendre !** 71
Ramon Vitesse

26

DOSSIER

LE POPULISME DE GAUCHE, À TORT OU À RAISON ?

Dossier coordonné par Anne-Marie Le Saux, Ricardo Peñafiel
et Claude Vaillancourt
Illustrations par Sébastien Marchal



- Le cri du peuple** 28
Benoit Coutu
- Maladie ou salut de la démocratie ?**
Fausse question, mauvaises réponses 31
Federico Tarragoni
- Le peuple de Chartrand** 34
Marc-André Cyr
- Entretien avec Catherine Dorion**
Comment dire les choses autrement en politique ? 36
Claude Vaillancourt
- Le prêt-à-penser n'est pas
de gauche** 39
Dominique Payette
- Bernie Sanders,
populiste de gauche ?** 42
Élisabeth Vallet et Frédérique Verreault
- L'ère Morales et les défis de la
stabilité politique en Bolivie** 44
Roxana Paniagua Humeres
- Difficile populisme de gauche** 46
Jean-Pierre Couture
- Ce que n'est pas le populisme
de gauche** 48
Ludvic Moquin-Beaudry

UNE DÉCENNIE DE COLÈRE

Nous avons commencé la décennie 2010 par de grandes mobilisations donnant l'impression de mettre à mal les pouvoirs en place. Sans être tout à fait remplis d'espoir, il nous semblait possible de voir l'avenir des luttes sociales avec une note d'optimisme.

À la suite de la crise de 2008, il s'est développé une prise de conscience populaire concernant l'aberration d'un système économique et politique qui accentue les inégalités et méprise les processus démocratiques. Cela s'est traduit par divers soulèvements populaires qui tentaient de combattre la mainmise néolibérale sur nos sociétés, qui bien sûr se met en forme de multiples manières selon les régions du monde. L'occupation de places publiques marqua le début de la décennie, comme manière de donner un ancrage physique élémentaire à une démocratie réelle. On l'a vu lors des printemps arabes, chez les *indignados* du 15-M en Espagne et au Portugal, au sein du mouvement Occupy, et plus tard à Nuit Debout en France. Au Québec, c'est une certaine grève étudiante, avec son déluge de manifestations et son subversif vacarme casserolesque, qui a véritablement marqué notre entrée dans cette décennie.

Ces soulèvements populaires ont souvent réclamés une autonomie à l'égard des partis politiques, mais aussi des syndicats et des mouvements institutionnalisés. Ce rejet radical du monde politique établi (« *Ils ne nous représentent pas* », disaient les *indignados*) leur a valu un lot de critiques, d'autant plus que les avancées concrètes furent souvent difficiles à percevoir.

De fait, l'optimisme ne dura pas longtemps... On a cru un temps dépasser le néolibéralisme alors qu'on assistait plutôt à sa mutation autoritaire, à laquelle s'est ajoutée la montée d'un nationalisme chauvin, du racisme, de la haine et de l'extrême droite. Des chefs d'État autocrates se maintiennent en Russie, Turquie, Indonésie, Hongrie et ailleurs. L'extrême droite parvient à se faire élire dans des pays aussi puissants que les États-Unis, le Japon, le Brésil. Au Québec, nous nous souviendrons longtemps de tristes et longues années d'austérité budgétaire et on peut parier que la CAQ n'opérera pas par elle-même de virage majeur sur ce plan.

Alors que la décennie tire à sa fin, deux phénomènes importants nous inspirent pour la suite des choses.

D'abord, les dernières années ont vu la montée de voix peu audibles jusque-là à gauche. Les mouvements autochtones, dans la foulée

d'Idle No More, ont forcé une réflexion sur l'héritage du colonialisme dans nos institutions et dans notre culture. Le mouvement antiraciste persiste et signe malgré la haine montante et interpelle vivement une gauche qui a trop longtemps négligé cette bataille. Des per-

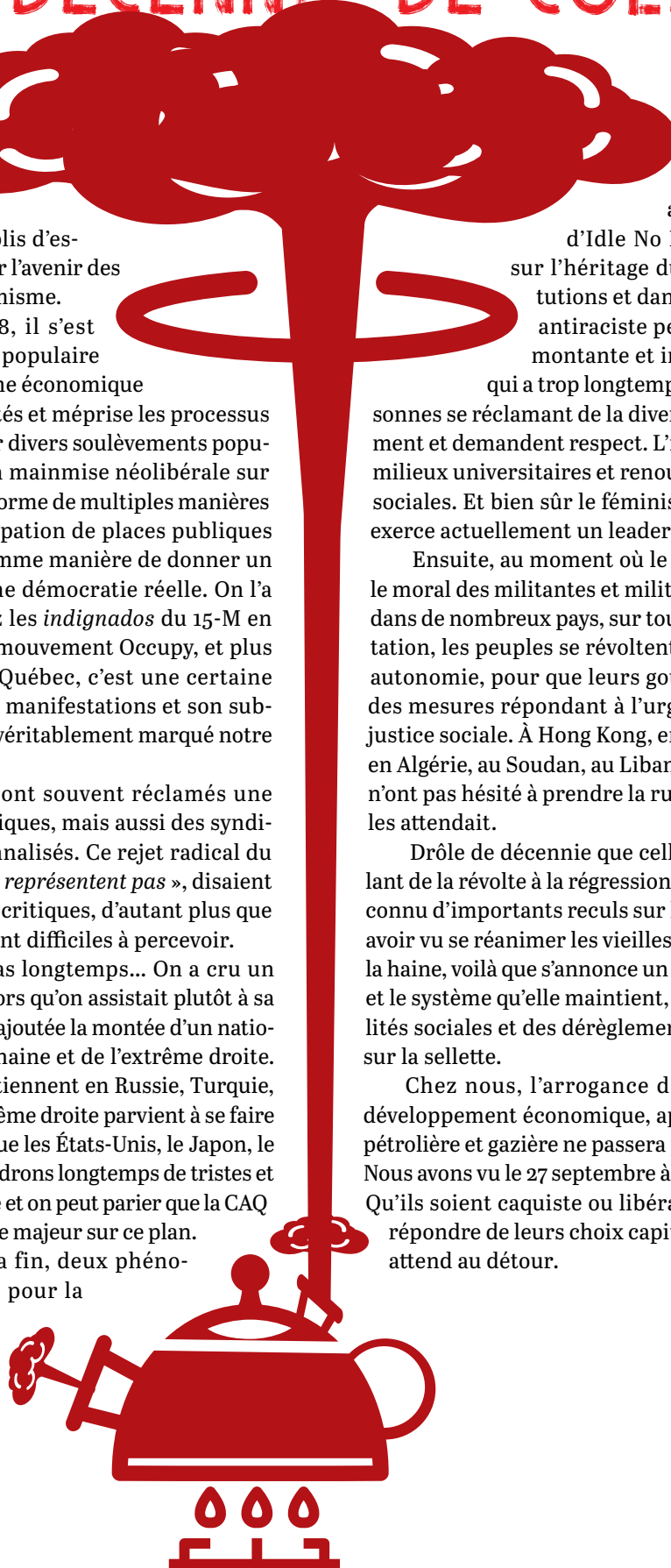
sonnes se réclamant de la diversité sexuelle et de genre s'affirment et demandent respect. L'intersectionnalité est sortie des milieux universitaires et renouvelle notre approche des luttes sociales. Et bien sûr le féminisme, plutôt discret il y a 10 ans, exerce actuellement un leadership remarquable.

Ensuite, au moment où le découragement pourrait saper le moral des militantes et militants les plus aguerris, voilà que dans de nombreux pays, sur tous les continents et sans concertation, les peuples se révoltent. Ils le font pour réclamer leur autonomie, pour que leurs gouvernements mettent en place des mesures répondant à l'urgence climatique, pour plus de justice sociale. À Hong Kong, en Catalogne, en France, en Irak, en Algérie, au Soudan, au Liban, au Chili, en Équateur, les gens n'ont pas hésité à prendre la rue malgré la dure répression qui les attendait.

Drôle de décennie que celle qui vient de s'écouler, basculant de la révolte à la régression, à la révolte encore. Après avoir connu d'importants reculs sur le plan social et politique, après avoir vu se réanimer les vieilles flammes du ressentiment et de la haine, voilà que s'annonce un grand réveil. L'élite économique et le système qu'elle maintient, grands responsables des inégalités sociales et des dérèglements climatiques, sont à nouveau sur la sellette.

Chez nous, l'arrogance des oligarques qui, au nom du développement économique, appuient les projets d'expansion pétrolière et gazière ne passera pas comme une lettre à la poste. Nous avons vu le 27 septembre à quel point la résistance couvait. Qu'ils soient caquiste ou libéral, nos gouvernements devront répondre de leurs choix capitalistes destructeurs. La rue les attend au détour.

Le collectif de rédaction



à bâbord !

REVUE SOCIALE ET POLITIQUE

Un espace ouvert pour le débat
politique et l'intervention sociale

info@ababord.org
www.ababord.org



La revue *À bâbord!* est une publication indépendante, sans but lucratif, paraissant cinq fois par année depuis sa fondation en 2003. Elle est éditée par des militantes et des militants de toutes origines, proposant une révolution dans l'organisation de notre société, dans les rapports entre hommes et femmes et dans nos liens avec la nature. La revue a pour but d'informer, de formuler des analyses et des critiques sociales et d'offrir un espace ouvert pour débattre et favoriser le renforcement des mouvements sociaux d'origine populaire. *À bâbord!* veut appuyer les efforts de celles et ceux qui dénoncent les injustices et organisent la rébellion. Les articles de la revue peuvent être reproduits à condition d'en citer la source.

Suivez-nous aussi sur Facebook: [revueababord](https://www.facebook.com/revueababord)
et sur Twitter: [@revueababord](https://twitter.com/revueababord)

COLLECTIF DE RÉDACTION ◀

Suzanne Audette, Marie-Jo Bard,
Valérie Beauchamp, Myriam Boivin-Comtois,
Isabelle Bouchard, Philippe Boudreau,
Jean-Pierre Couture, Yannick Delbecq,ue,
Marianne Di Croce, Léa Fontaine (coordonnatrice),
Frédérique Godefroid, Philippe de Grosbois,
Miriam Hatabi, Mostafa Henaway,
Catherine Huart, Anne-Marie Le Saux,
Michel Nareau, Amélie Nguyen, Jacques Pelletier,
Xavier P.- Laberge, Ricardo Peñafiel,
Jean-Marc Piotte, Jean-Patrick Reyssset,
Camille Robert, Karine Rosso,
Claude Vaillancourt, Marc-Olivier Vallée

COMITÉ D'ÉDITION

Valérie Beauchamp, Jean-Pierre Couture
(secrétaire de rédaction), Miriam Hatabi,
Anne-Marie Le Saux, Michel Nareau,
Jacques Pelletier, Marc-Olivier Vallée

PRODUCTION ET INFOGRAPHIE

Anne-Laure Jean

ILLUSTRATIONS ET PHOTOS

Maike und Björn Bröskamp, Coastal Elite,
Marc Comby, Philippe de Grosbois,
Normand Gaudreault, Sébastien Marchal
(couverture et dossier), Bill Mill, Fabián Muñoz,
Amélie Nguyen, Òmnium Cultural,
Québec solidaire, Dale Robertson,
Yann Robitaille, Shareheads

COLLABORATIONS SPÉCIALES

Alain Ambrosi, Isabel Brochu, Wilfried Cordeau,
Benoit Coutu, Marc-André Cyr, Françoise David,
Martine Delvaux, Catherine Dorion,
Ariane Gibeau, Diane Lamoureux,
Mariane Ménard, Ludvic Moquin-Beaudry,
Pierre Mouterde, Roxana Paniagua Humeres,
Dominique Payette, La Planète s'invite
au Parlement, Chantal Poulin, Yvan Robitaille,
François Saillant, Federico Tarragoni,
Nancy Thède, Élisabeth Vallet,
Frédérique Verreault, Julien Villeneuve,
Ramon Vitesse

La revue *À bâbord!* est imprimée par
Héon & Nadeau Ld

Le site de la revue est hébergé par **Koumbit.org**

Montréal.

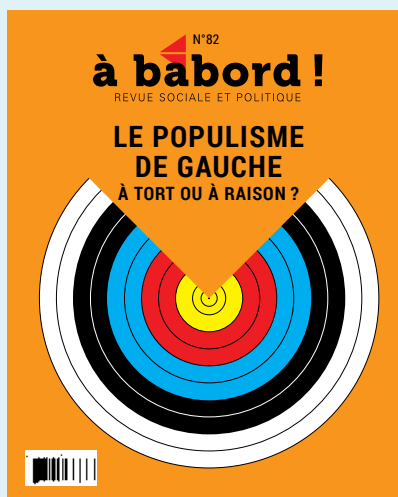
Dépôt légal bibliothèque nationale du Québec. ISSN 1710-2091

Nous reconnaissons l'appui financier du gouvernement du Canada.

Canada

LES BRÈVES

**LANCEMENT
DU NUMÉRO 82**



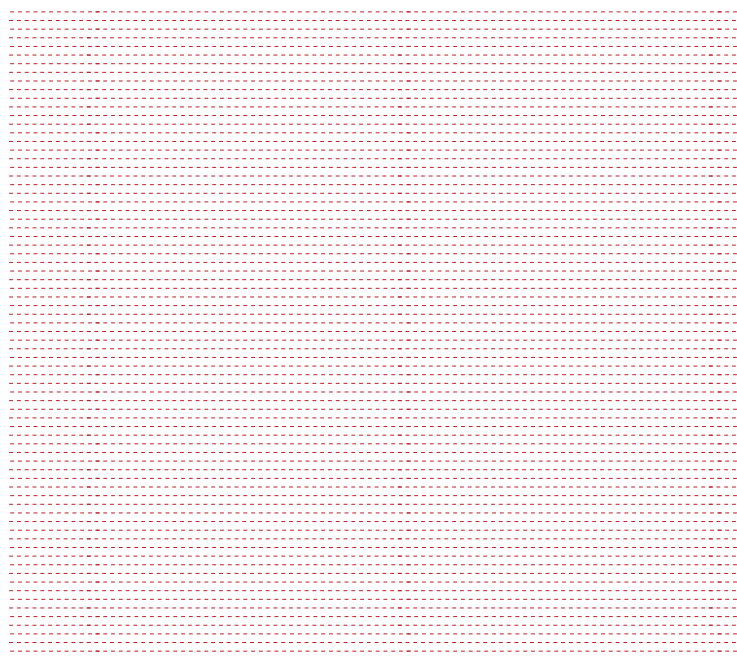
Mardi 17 décembre à la **Station Ho.st**,
à partir de 20h.

PASSEZ NOUS VOIR !

Retrouvez toutes les informations sur notre site Web et notre
page Facebook!
ababord.org / [revueababord](https://www.facebook.com/revueababord)

À LA PAGE

Depuis le dernier numéro, votre revue est imprimée sur un nouveau papier plus épais et plus opaque, ce qui permet une meilleure qualité d'impression. Il est surtout plus écologique, raison première du changement. On ne vous encourage pas pour autant à recycler vos anciens numéros; passez-les aux suivant·e·s plutôt !





LES CHIENS

Martine Delvaux

Deux ans après #MoiAussi, trente ans après la tuerie de Polytechnique, quelques lignes sous forme d'allégorie. Pour ne jamais baisser les bras, et pour ne jamais oublier.

On m'avait commandé un texte sur la violence sexuelle. Je l'avais recommencé une dizaine de fois sans jamais y arriver. On aurait dit les prises d'une scène de cinéma, mais je ne savais plus quel décor installer, quel costume enfiler, où placer la caméra. Je ne savais plus quel rôle m'avait été attribué, quelles étaient mes répliques et à quel moment je devais les prononcer. J'ai recommencé ce texte une dizaine de fois parce que je n'en pouvais plus de raconter. Je n'avais pas dénoncé, pas encore, jamais, je n'avais jamais mis les pieds dans un poste de police, sauf la fois où mon petit chien avait été tué par un autre chien, un grand chien qui n'était pas en laisse, un de ces chiens dont on se demande s'il faut s'en défaire ou le garder, et ce soir-là, à minuit, il avait été laissé en liberté par sa maîtresse, clac, sur le trottoir devant chez moi, une soirée mauve d'automne, l'épine dorsale de mon petit chien, sectionnée. C'était un vendredi. Le lundi suivant, je me suis présentée au poste de police et j'ai raconté ce qui était arrivé, j'ai rempli un rapport de façon à ce que des moyens soient pris pour empêcher le chien assassin d'attaquer d'autres animaux ou peut-être même des humains, un petit enfant, un bébé à qui il aurait pu arracher un morceau de jambe ou de bras, une partie du visage, un grand chien aussi grand que des petits enfants, une mâchoire si forte qu'il était impossible de lui faire lâcher prise même si lui ne voulait sans doute pas mal faire, comment savoir, comment savoir si pour lui c'était un geste instinctif, ludique ou haineux, une marque d'affection ou l'exercice d'un pouvoir? Le poste de police de quartier est un drôle d'endroit. J'y suis allée en fin de journée, le soleil était parti, il faisait froid. Bientôt,

on commencerait à décorer les arbres en vue des célébrations de Noël. Dans le poste de police, à l'entrée, des guirlandes avaient déjà été installées. Derrière le comptoir et la vitre, des agents s'affairaient. Celui qui m'a parlé était tout jeune, on aurait dit un cadet. Il m'a présenté un document à remplir. Je me suis assise sur une des chaises de plastique installées devant la fenêtre et j'ai rempli le formulaire de plainte du mieux que je pouvais. Il fallait raconter. Ça s'était passé l'avant-veille, j'avais l'impression d'un cauchemar, quelque chose d'irréel, de presque surnaturel. Mon chien attaqué, je m'étais effondrée sur le trottoir en hurlant, paralysée, incapable de me lever et de prendre le chien, il avait fallu m'aider, le ramasser du sol pour moi, le rentrer dans le logement, et après, pendant les heures qui ont suivi, en boule dans mon lit, les larmes coulaient sans arrêt, tout ce que je voulais c'était qu'on ressuscite mon chien, que je retrouve la vie comme elle avait été, lui lové sous la couette contre ma jambe, attendant ses croquettes le matin, aboyant contre le rayon de soleil, à la lune, dans le vent. Quand j'ai rendu le formulaire de plainte, le jeune policier m'a demandé si j'avais appelé, dans la nuit mauve, tout de suite après que ce soit arrivé, si j'avais fait le numéro d'urgence pour qu'on m'envoie une voiture et des agents, mais je n'avais pas pensé que les agents venaient aussi quand il s'agissait d'un chien, et si j'avais appelé il aurait fallu que je dise que j'avais laissé mon chien jouer avec un chien étranger, et il aurait fallu que j'attende, chez moi, avec le chien dans mes bras, mon chien qui était mort mais je ne le savais pas encore, je ne voulais pas le savoir, je voulais traverser la ville et tendre mon chien à l'équipe vétérinaire

pour qu'on l'allonge sur une civière, qu'on fasse avec lui ce qu'on fait avec les humains au cas où il y avait encore un peu d'espoir, au cas où on n'ait pas besoin de me confirmer qu'il était trop tard, son cœur ne battait plus, il était temps de le laisser aller, l'incinérer avec la couverture verte dans laquelle je l'avais enveloppé, sa préférée. J'ai quitté le poste de police avec l'impression d'avoir mal fait, j'étais responsable, j'étais coupable, ça ne serait pas arrivé si je n'étais pas sortie ce soir-là avec lui, si je ne l'avais pas laissé descendre les marches en courant, en laissant dérouler sa laisse devant moi, heureuse de le voir si joyeux, si vivant, et si j'avais raccourci la laisse à la vue du grand chien, si j'avais empêché que les deux chiens jouent ensemble, si je m'étais retenue dans mon propre emportement, il serait encore vivant aujourd'hui. Des semaines plus tard, des fonctionnaires municipaux, escouade canine, sont venus me rencontrer. J'ai raconté encore une fois, en détail, la même histoire, le souffle coupé, les mains moites, avec la même impression d'être prise au piège. Ça a duré une heure, et à la fin, quand ils étaient sur le pas de la porte, les fonctionnaires m'ont dit qu'ils ne pourraient fort probablement rien faire, le chien assassin continuerait à vivre dans un appartement tout près du mien, avec le risque, oui, d'une récidive, mais il n'y a pas de règlement obligeant les propriétaires de suivre des cours dans une école de dressage de chiens. Je les écoutais à moitié absente. De mon côté, le pire était déjà arrivé, ce que je craignais, c'était qu'une autre bête fasse les frais de la nonchalance ambiante, j'avais l'impression d'avoir parlé pour rien. J'ai fermé la porte derrière eux. Mon appartement était vide mais je continuais à voir

mon chien partout, derrière un meuble, au détour d'un coin, une ombre fuyante, un fantôme que j'attrapais au moment même où il s'apprêtait à disparaître. Quelques mois plus tard, j'ai eu un autre chien, un nouveau chiot. J'ai eu du mal à l'aimer, j'avais du mal à me laisser aller avec lui, le caresser, le laisser se lover contre moi, me suivre partout où j'allais. Dans mon lit, la nuit, dès que je fermais les yeux, je revivais l'attaque en boucle. Le jour, le chiot sautait autour de moi, courait chercher la balle, s'installait à mes pieds pour gruger un os, trouvait une chaussette et la lançait pour jouer. Au fil des mois, il a grandi, je ne l'aimais pas vraiment, mon estomac se serrait quand je le regardais, je lui en voulais d'être là tout près, mais je l'ai gardé. Ce soir, il dort à côté de moi pendant que j'écris, pendant que j'essaie d'écrire ce texte impossible à écrire parce que les histoires que je porte en moi sont impossibles à raconter, je n'y arrive pas, le détail, l'enchaînement des gestes, les mots mauvais, la couleur de ma honte. Je n'ai pas dénoncé, je ne pourrais pas dénoncer parce que je ne peux que me rejouer les scènes en boucle, dans le huis clos de mon imaginaire, des scènes que je suis incapable d'oublier mais dont je refuse l'autorité, leur ascendant sur moi, elles ne peuvent pas m'empêcher de vivre, de respirer, d'aimer. Un jour, quand mon cœur a fini par s'ouvrir, je suis allée voir le chiot qui dormait près de la fenêtre, au soleil, j'ai pris doucement sa tête entre mes mains, je l'ai regardé tendrement dans les yeux, et je l'ai supplié de ne pas mourir. **ab**

Photo : Bill Mill (CC BY-SA 2.0).



ÉLECTIONS FÉDÉRALES 2019

UNE CAMPAGNE POSTFÉMINISTE ?

Diane Lamoureux, professeure associée au Département de science politique de l'Université Laval

La dernière campagne électorale fédérale a fait l'impasse sur les enjeux féministes. Les principaux partis politiques ont multiplié les micropolitiques ciblant des groupes précis dans des circonscriptions présumées gagnables plutôt que de nous présenter un projet de société. En ce qui concerne les femmes et le féminisme, le silence a été assourdissant et ces enjeux n'ont même pas figuré au menu des débats des chefs.

Fait nouveau, pour la première fois depuis que les femmes ont obtenu le droit de vote et d'éligibilité, la plupart des partis qui ont communiqué des statistiques de candidatures en fonction de leur sexe (le Parti populaire ne l'a pas fait) se situaient dans la zone de parité avec au moins 40 % de femmes candidates. La palme revient au Nouveau Parti démocratique (NPD) qui a présenté 49,1 % de femmes, suivis du Parti vert à 46,2 % et du Bloc québécois à 44,9 %. Le Parti libéral du Canada (PLC) frôle la zone paritaire à 39,4 % tandis que, malgré une forte progression depuis la dernière élection, le Parti conservateur du Canada (PCC) tire de l'arrière avec 31,1 %.

Si un plus grand nombre de candidatures rend possible un plus grand nombre d'élues, la chose n'est cependant pas automatique, d'autant plus qu'un faible pourcentage de femmes sont candidates dans des circonscriptions considérées comme sûres par leur parti. Dans le Parlement sortant, les femmes représentaient 26 % des parlementaires, ce qui plaçait le Canada au 61^e rang de la compilation de l'Union interparlementaire à cet égard. Pas de quoi pavoiser ! À titre de comparaison, mentionnons que les femmes représentent 43,2 % des membres de l'Assemblée nationale du Québec.

La nouvelle législature ne comptera que 29 % de femmes. Une si faible progression s'explique par le fait que les conservateurs (doit-on s'en surprendre ?) n'ont que 20 élues alors que le PLC fait un peu mieux, tout en se situant hors de la zone paritaire, avec 51 députées, ce qui ne devrait pas empêcher la formation d'un conseil des ministres paritaire. La palme en la matière

revient aux verts, mais il est vrai qu'avec une députation constituée de trois personnes, les pourcentages sont trompeurs.

En outre, même si le premier ministre sortant se proclame féministe, une plus grande présence des femmes chez les candidates n'implique pas nécessairement une plus grande importance accordée aux préoccupations féministes dans la campagne électorale. Une coalition de groupes de femmes demandait à ce que la thématique soit abordée au débat des chefs, en vain. Le World Young Women's Christian Association (YWCA) rappelait à cet égard que la dernière fois où la question des femmes a figuré à l'ordre du jour du débat des chefs, c'est en 1984. Bilan : il faut plutôt parler de non-débat. Pourtant, ce ne sont pas les enjeux qui manquent.

L'AVORTEMENT, UNE FOIS DE PLUS

Trente ans après la décision de la Cour suprême dans l'affaire Daigle entérinant le fait que c'est aux femmes et à elles seules de décider d'avoir recours ou non à l'avortement, la question a refait surface un peu avant la campagne électorale et durant celle-ci, mais plutôt sur le mode d'un élément non contrôlé perturbant les plans de match des partis. Ce qui a dominé dans les médias, ce sont les positions anti-choix de plusieurs candidates et candidats conservateurs, y compris le chef du parti qui a patiné en affirmant qu'il ne présenterait aucun projet de loi pour limiter la liberté d'avortement, mais qu'il ne pouvait imposer cette discipline à ses député-e-s. Ce qui laisse présager que, en cas de victoire conservatrice, nous aurions pu revenir aux années Harper pendant lesquelles

le gouvernement n'a présenté aucun projet de loi, mais plusieurs députés l'ont fait, obligeant ainsi les féministes à se remobiliser périodiquement pour maintenir cette avancée majeure dans les droits des femmes. Et pendant que nous cherchons à préserver les acquis, il est difficile de se mobiliser pour élargir nos droits.

Durant la campagne électorale, la fermeture de la seule clinique privée offrant des services d'avortement au Nouveau-Brunswick a été annoncée. Silence radio des chefs et des partis politiques sur cet enjeu, sauf une brève allusion de Trudeau, une semaine plus tard, où il affirmait que cela pourrait avoir des effets négatifs sur les transferts fédéraux en matière de santé à cette province. Seul le Parti vert propose d'élargir l'accès à l'avortement. Pourtant, il ne s'agit pas là d'un simple enjeu d'organisation des services de santé dans cette province. Cela pose également la question des droits des femmes et de la loi canadienne sur la santé.

SILENCE SUR LES FEMMES AUTOCHTONES

En juin dernier, la Commission d'enquête sur les femmes autochtones disparues ou assassinées déposait son rapport. Dans les jours qui ont suivi, l'essentiel du débat a porté sur l'utilisation du terme « génocide ». Depuis, plus rien. Durant la campagne, le commissaire Viens déposait son rapport à la suite de la dénonciation par des femmes autochtones de comportements sexistes et racistes d'agents de la Sûreté du Québec de Val-d'Or. Pourtant, la question des conditions de vie et des risques de mort des femmes autochtones

n'a pas donné lieu à des débats au cours de la campagne électorale.

Ce rapport va-t-il rejoindre d'autres rapports sur les Autochtones qui prennent la poussière sur une tablette gouvernementale? La nature coloniale du système politique canadien ne semble être remise en cause par aucun des partis fédéraux, et des programmes éducatifs et sociaux adéquats se font toujours attendre, de même que des logements décents dans les réserves et hors de celles-ci, ce qui relève pourtant des responsabilités du gouvernement fédéral à l'égard des Autochtones. Reste à espérer que la réélection de Jody Wilson-Raybould comme candidate indépendante permettra de rappeler l'importance de cet enjeu.

Cette enquête a également soulevé des problèmes importants concernant les dysfonctionnements du système de justice et de ses difficultés à répondre adéquatement aux besoins et aux attentes des femmes en matière de violence conjugale et de harcèlement ou autres agressions sexistes, en mettant en lumière que pour les femmes autochtones, des enjeux racistes et colonialistes se greffent au sexisme. Deux ans après le début du mouvement #MoiAussi, il semble que les politiciennes et politiciens fédéraux font encore la sourde oreille.

FEMMES ET CLASSE MOYENNE

La classe moyenne a été le public cible de la plupart des annonces électorales et de la cour mené par les divers partis politiques. Si cette classe moyenne a été quelque peu «colorée» dans les publicités électorales, par souci de diversité, que penser du caractère féministe de l'insistance sur les familles dans cette campagne électorale?

Si on ne sait pas trop ce qu'est la classe moyenne et que celle-ci regroupe des personnes dont le niveau de vie n'est pas vraiment comparable (la fourchette se situe entre 29 000 \$ et 79 000 \$ pour une personne seule et entre 80 000 \$ et 160 000 \$ pour un couple avec deux enfants), on sait par contre qui ne se qualifie pas pour en faire partie, c'est-à-dire les personnes qui disposent d'un revenu inférieur au minimum de la fourchette: les femmes âgées qui vivent seules, une grande partie des familles matriparentales, beaucoup de

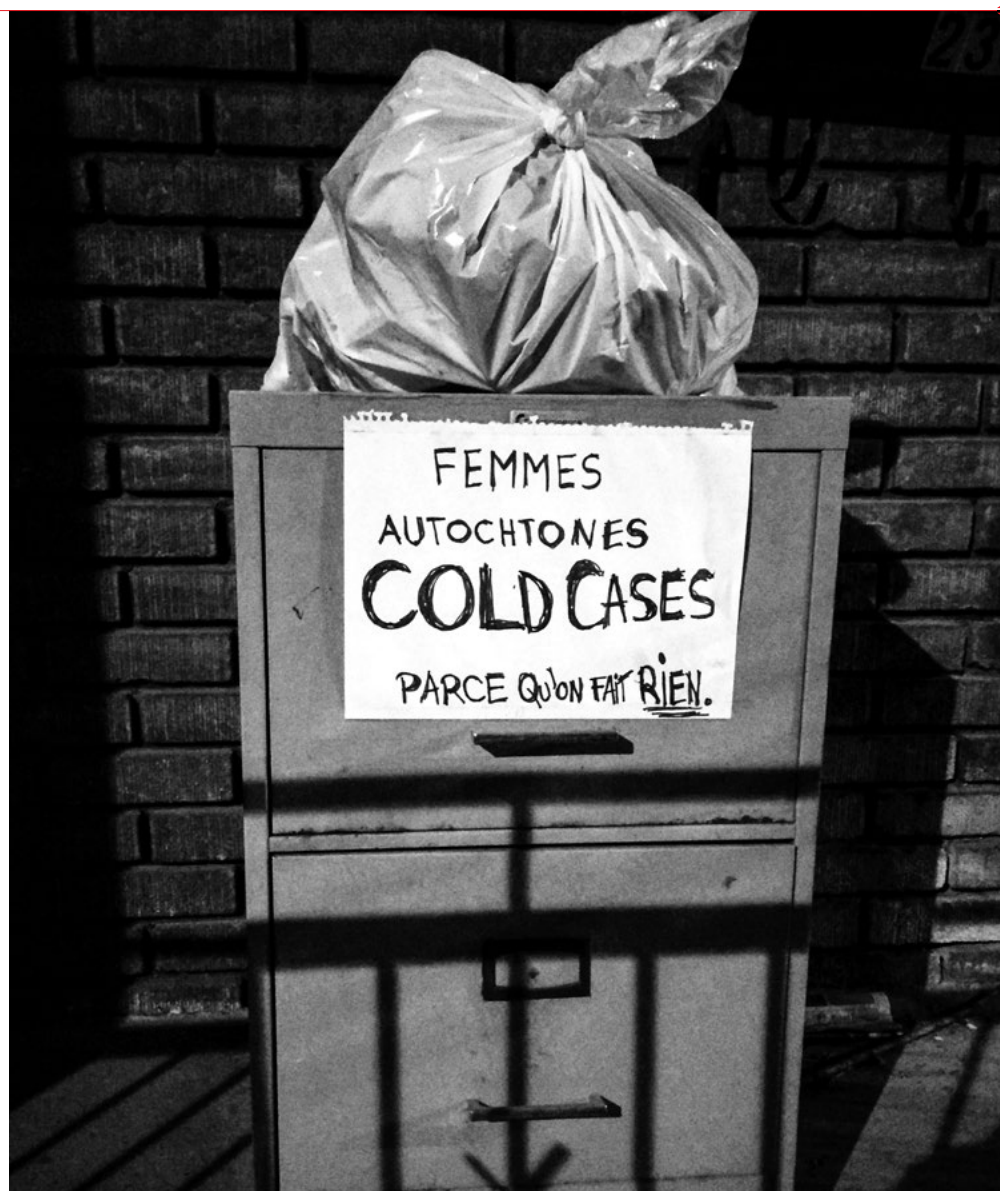


Photo: Coastal Elite (CC BY-SA 2.0).

lesbiennes vivant seules ou en couple, les femmes qui occupent un emploi précaire ou à temps partiel ou encore celles qui sont payées au salaire minimum, les étudiant-e-s qui s'endettent ou doivent composer avec de lourdes dettes d'études. Une coalition a également mis en lumière les discriminations sexistes quant à l'accès à l'assurance-emploi au Canada.

Manifestement la lutte à la pauvreté ne semble plus faire partie du programme des deux principaux partis politiques fédéraux, sauf par le biais de l'allocation pour les enfants en ce qui concerne le PLC. Seuls le NPD et le Parti vert proposaient de revoir et d'élargir notre filet de sécurité sociale. Les autres partis préfèrent s'en remettre à des crédits d'impôt.

Par ailleurs, même si les modèles familiaux se sont diversifiés au cours des ans, parler des familles au lieu de parler des femmes, c'est aussi faire l'impasse sur les rapports de pouvoir et sur les violences qui sont encore présentes dans trop de familles, de même que sur les hiérarchies sexuelles.

Cette campagne laisse donc une impression de «postféminisme». Pas que nous vivions dans une situation de parfaite égalité entre les femmes et les hommes au Canada, ce qui rendrait le féminisme moins utile, mais parce que le sujet semble passé de mode et peu payant électoralement. Progrès ou régression?

SECTEUR PUBLIC

PREMIÈRES NÉGOCIATIONS SOUS UN GOUVERNEMENT CAQUISTE

Philippe Boudreau ◀

En publiant sa mise à jour économique en novembre dernier, le gouvernement de François Legault a défini le terrain sur lequel il veut que se tiennent les négociations du secteur public. Avec ce décor qui se précise, comment analyser la posture dans laquelle se trouvent les organisations syndicales à la ligne de départ ? Les sombres années d'austérité libérale sont-elles terminées ? Le camp syndical pourra-t-il enfin sortir vainqueur d'un bras de fer avec l'État ?

Pour saisir ce qui se dessine dans le secteur public, il faut avoir un portrait clair des orientations budgétaires caquistes en vigueur depuis maintenant 14 mois. S'il y a une chose qu'on peut retenir de la Coalition avenir Québec (CAQ), c'est qu'elle inscrit son œuvre dans le prolongement d'une gestion néolibérale de l'État, moyennant quelques adaptations spécifiques.

LE PARADIGME CONSERVATEUR

Le 7 novembre, le bouquet de mesures dévoilées par le ministre des Finances Éric Girard «*pour remettre de l'argent dans les poches des contribuables*» agit comme un écran de fumée, en dissimulant la poursuite de la rigueur budgétaire. Derrière le vocable de «*gestion responsable*» des finances publiques, le gouvernement caquiste donne priorité au remboursement de la dette, puis relance quelques dogmes du credo néolibéral désormais familier : contrôle serré des dépenses, équilibre budgétaire, investissements significatifs dans le Fonds des générations et réduction de taxes.

D'abord, notons cet empressement à rembourser la dette. Le gouvernement déclare fièrement avoir atteint «*six ans plus tôt que prévu*» sa cible consistant à ramener sous la barre des 45 % le ratio dette/PIB. Non contente de cela, la CAQ annonce du même souffle que la nouvelle cible à atteindre désormais consiste à ramener ce ratio à 41 % d'ici 2025. Une pareille urgence à s'attaquer à la dette est inédite et n'a jamais été soumise au débat

public durant la campagne électorale de 2018.

Des ressources colossales sont ainsi affectées en priorité à rembourser les créanciers de l'État québécois, et ce, de deux façons. D'abord par remboursement direct de la dette (10 milliards au cours de la dernière année), ensuite via le Fonds des générations. Il s'agit d'un fonds spéculatif et opaque censé générer des intérêts élevés. Ici, c'est la bagatelle de 21,3 milliards de dollars qui est canalisée vers ce Fonds durant les 7 années budgétaires allant de 2017-2018 à 2023-2024.

En affectant à un rythme aussi soutenu des ressources à la dette, les caquistes prolongent à leur manière le cycle austéritaire. Ainsi, le sévère régime minceur imposé par le PLQ depuis 2014 est globalement maintenu ; la CAQ n'entend pas réparer le filet de sécurité sociale lourdement amoché par les libéraux. Tout au plus, elle accepte de consacrer des centaines de millions de dollars à des initiatives très ciblées, comme les maternelles 4 ans, les maisons des aîné·e·s et le tarif perçu pour les enfants en CPE. Les ravages de l'austérité¹ ne disparaissent pas pour autant.

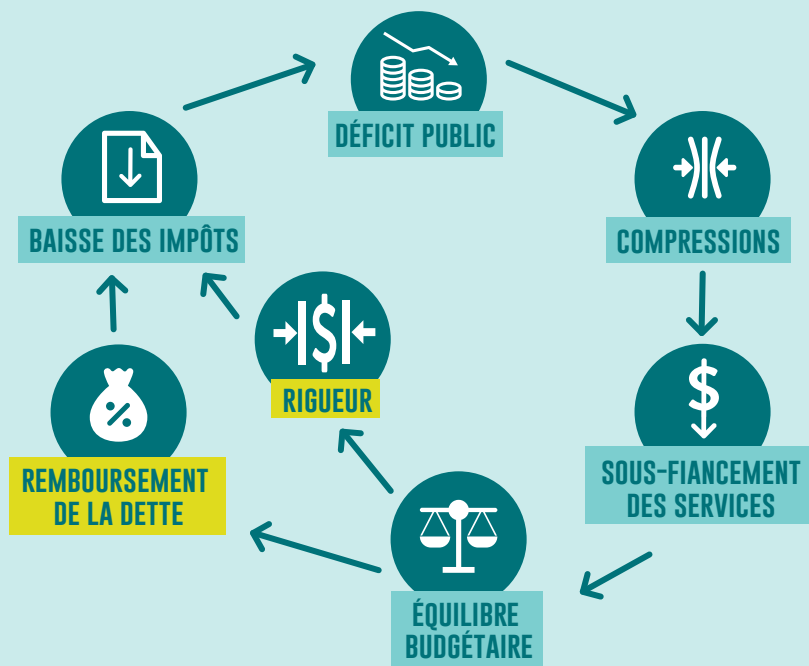
Pire, l'approche budgétaire conservatrice est maintenue dans son ensemble, car le gouvernement fait tout en son pouvoir pour suggérer qu'il n'a à peu près pas de marge de manœuvre. Il est hors de question de restaurer les missions de l'État mises à mal durant l'ère Leita-Coiteux-Couillard. La priorité absolue donnée au remboursement de la dette devient le moyen par

excellence de juguler les dépenses. De la sorte, la boucle austéritaire connaît un nouveau souffle et qui sait si, juste avant les élections de 2022, la CAQ ne mettra pas en sourdine momentanément son obsession pour la dette afin d'octroyer des baisses d'impôts.

Notons aussi cet entêtement à ne pas partager les fruits de la croissance avec les salarié·e·s. Les ténors de la CAQ le répètent à satiété : au Québec, la croissance économique des dernières années est remarquable. Le PIB a beau avoir connu une croissance robuste en 2017, 2018 et 2019, il est hors de question pour le gouvernement de revoir la rémunération ayant été accordée aux salarié·e·s de l'État durant cette période. On leur promet plutôt le taux d'inflation pour les années à venir, donc à partir de 2020.

Dans ses documents budgétaires, le gouvernement caquiste adore comparer le Québec au Canada : croissance économique, création d'emplois, productivité, endettement de l'État, etc. Or, il refuse obstinément de se livrer à une telle comparaison s'agissant d'évaluer la rémunération des salarié·e·s du secteur public. Quand la comparaison avec le Canada sert une vision néolibérale de l'économie et des finances publiques, la CAQ veut bien la faire. Si elle montre éventuellement l'appauvrissement de la fonction publique québécoise, il vaut mieux ne pas la mettre en évidence.

CYCLE DE L'AUSTÉRITÉ MODIFIÉ PAR LA CAQ



Modification de la vignette « Le cycle de l'austérité » produit par l'Institut de recherche et d'informations socioéconomiques (IRIS). Schéma original : cdn.iris-recherche.qc.ca/uploads/pop/image/69/VignetteCycle.png.

EN FACE, LA PARTIE SYNDICALE

Comment se présentent les troupes syndicales dans ce contexte bien particulier? Constatons d'abord l'éclatement du mouvement syndical du secteur public, qui s'exprime de deux façons: l'absence de front commun et le morcellement des forces en une kyrielle d'organisations. Celles-ci se définissent de plus en plus en fonction de corps d'emplois précis, ayant chacun des intérêts spécifiques. Les nombreuses périodes de maraudage ont contribué à sculpter des organisations qui se méfient les unes des autres, qui sont très jalouses de leur autonomie et très éprises de leur culture institutionnelle propre.

Le repli sur les demandes spécifiques de chaque groupe, demandes qui sont certes légitimes, nuit à une compréhension globale des intérêts des services publics, tant du point de vue de ses usagers et usagères que de celui de ses salarié-e-s. Les syndicats préfèrent centrer leur

message sur les conditions de travail bien précises de leurs membres, plutôt que de mettre de l'avant une conception large de l'État-Providence, ce qui impliquerait une réflexion – et un débat de société – sur la dette, la fiscalité, le bien commun et le partage des richesses collectives.

En somme, la partie syndicale n'a pas élaboré un discours contre-offensif à même de saper les fondements de la rigueur budgétaire caquiste, puis éventuellement de défoncer le cadre financier imposé par le Conseil du Trésor. En outre, il n'est surtout pas question de restaurer le niveau de services qui prévalait avant l'instauration des mesures draconiennes de l'austérité libérale.

Il est étonnant que la partie syndicale ne prépare pas ce type de contre-offensive quand on connaît l'ampleur des augmentations salariales formulées (ex.: les enseignant-e-s de la CSQ réclament 8% dès le 1^{er} avril 2020, en sus des augmentations qui seront accordées à l'ensemble du secteur public). Les moyens de pression déployés

seront-ils proportionnels à l'appétit affiché par les organisations?

Il y a un risque à reprendre de zéro le dialogue avec l'État-patron en tournant la page de la médecine de cheval libérale, sans exiger que soient réparés les pots cassés. Dans les rangs syndicaux, nombreuses sont les personnes qui croient qu'avec la CAQ, la relation avec l'État-patron sera fondamentalement différente, que les années difficiles sont maintenant derrière nous, voire que la CAQ entend corriger les injustices faites historiquement aux salarié-e-s. La magie nationaliste opère toujours et l'aura dont est nimbée la CAQ dans l'opinion publique semble tenir lieu d'horizon indéfectible.

On se retrouve devant cette situation paradoxale où, à toutes fins utiles, les grands paramètres budgétaires définis par la CAQ sont donnés pour de bon. Un peu comme si, du point de vue des syndicats, il était futile de vouloir s'attaquer à ces paramètres en vue de les redéfinir. Encore une fois, la bataille du secteur public ne servira pas à briser le cycle de l'austérité. On visera plutôt le renouvellement mutuellement agréé des conventions collectives (incluant ajustement des salaires au taux d'inflation), avec à la clé quelques avantages bien circonscrits pour des groupes précis, comme les préposé-e-s aux bénéficiaires ou les profs en tout début de carrière.

À l'image du Québec dans la fédération canadienne, les syndicats semblent avoir opté pour la logique de la survivance du minoritaire. Les chancelleries syndicales s'apprêtent à reproduire le rituel de la négociation, sans ébranler le gouvernement ou la paix sociale, ce qui leur permettra à la fois de préserver les appareils syndicaux et de donner aux membres l'impression que le syndicalisme parvient à remplir sa mission, ne serait-ce que marginalement. **ab**

1. Voir l'étude de l'IRIS, *Détournement d'État. Bilan de 15 ans de gouvernement libéral*, Montréal, Lux, 2018, p. 49-89.



Manifestation du 27 septembre 2019, Montréal. Photo : Dale Robertson.

MOBILISATION CLIMATIQUE

RETOMBER EN AMOUR AVEC LA GRÈVE

Collectif La Planète s'invite au Parlement

Le 27 septembre dernier, le Québec a été secoué par sa première grève générale pour dénoncer l'inaction gouvernementale face aux changements climatiques. L'appel à l'interruption des activités quotidiennes a été entendu par des centaines de milliers de Québécois-es. Près d'un demi-million de personnes ont défilé dans les rues de Montréal dans le cadre de la plus grande manifestation de cette journée mondiale pour le climat.

Évidemment, le contexte international, l'appui populaire à la cause climatique et la présence de Greta Thunberg à Montréal ont permis de donner une forte résonance à la mobilisation du 27 septembre. Mais tout cela ne suffit pas à expliquer pourquoi cette manifestation a été la plus grande de l'histoire du Québec. Un important travail de coalition de la quasi-totalité des grandes institutions de gauche de la province ainsi qu'un appel à une grève sociale pour le climat semblent avoir permis à cette manifestation d'atteindre l'ampleur qu'elle a eue.

UN MOYEN QUI N'A PAS PRIS UNE RIDE

Le 27 septembre dernier, c'est plus de 550 000 personnes qui ont été touchées par les grèves climatiques au Québec. Cette grève sociale a pris la forme de grèves syndicales, étudiantes et communautaires, ainsi que de nombreuses fermetures de commerces et annulations de cours à tous les cycles d'études. En plus d'avoir directement libéré les étudiant-e-s et employé-e-s syndiqué-e-s qui ont voté pour la grève, le mouvement a exercé une pression plus large sur d'autres établissements (écoles,

cégeps, universités, organismes communautaires et commerces). En effet, dans un geste sans précédent, la CSDM, plus des deux tiers des cégeps et la majorité des universités ont décidé de suspendre leurs cours en réponse à des pressions de leur communauté dans le but de faciliter la participation des membres de leur communauté aux manifestations.

Après l'adoption de mandats de grève par certains syndicats et la reprise de nos revendications par plusieurs autres, des directions de cégep ont par la suite décidé

de lever les cours. S'il est possible que certaines directions aient réellement jugé important de participer à cette journée, quelques-unes d'entre elles pressentaient sûrement l'élargissement du mouvement de grève et ont cherché à minimiser l'impact logistique de cette journée en levant les cours.

Autrement dit, c'est en *réaction* à la grève – et dans certains cas à son éventualité – que le 27 septembre s'est imposé comme une «journée pour l'environnement» et que des employeurs et des directions d'école ont suspendu leurs activités quotidiennes, libérant ainsi autant de personnes pour aller manifester.

Si ces réponses institutionnelles ont contribué positivement à la mobilisation massive, la création d'un mouvement combatif et autonome ne peut pas dépendre de ces appuis. Devant l'ampleur des défis sociaux et climatiques auxquels nous faisons face, nous ne pourrions pas toujours compter sur l'approbation de notre patron pour revendiquer des solutions à la hauteur de la crise.

GRÈVE CLIMATIQUE

La réussite du 27 septembre a rappelé avec succès le pouvoir de mobilisation d'une grève sociale. Étant donné que l'adversaire politique dans le cadre d'une grève climatique n'est pas directement l'employeur, les relations avec celui-ci dans la lutte contre les changements climatiques ont été inédites et pour le moins ambiguës. Les directions de cégep, par exemple, peuvent-elles être considérées comme des alliées temporaires dans cette lutte? Comment repenser la relation entre salariés et employeurs dans ce contexte?

Considérant le fort appui populaire que la cause reçoit dans l'espace public, on peut s'attendre à ce que l'employeur cherche à s'arroger une forme de capital de sympathie environnemental et à dissimuler l'opposition traditionnelle entre patrons et salariés. Il n'est pas étonnant d'ailleurs que les personnes en situation de pouvoir cherchent à nier l'existence de ces mêmes rapports de pouvoir qui les avantagent. Ce n'est pas tous les jours qu'un premier ministre participe à une

manifestation contre l'inaction de... son propre gouvernement!

Dans la «gestion» du 27 septembre, les employeurs se sont cependant montrés relativement conciliants. Ils ont reconnu la grève de leur syndicat même si celle-ci n'était pas prévue dans le Code du travail, ont collaboré dans certains cas à la planification d'activités locales qui ont précédé la manifestation, et aucune sanction n'a encore été concrétisée à l'égard des syndicats qui ont voté pour la grève. D'ailleurs, il importe de noter que même si la grève du 27 septembre ne s'inscrivait pas dans le Code du travail, elle n'a donné lieu à aucune poursuite juridique, et conséquemment, n'a pas été déclarée illégale.

Rappelons que la lutte
contre les changements
climatiques est avant
tout une lutte contre
l'inaction en la matière.

À cet égard, il aurait été pour le moins contradictoire pour les employeurs de sanctionner leurs employé·e·s pour préjudice ou service non rendu, alors que ce qui était attendu d'eux et elles dans le cadre d'une «journée institutionnelle» pour le climat était de participer aux mêmes activités prévues dans le cadre de la... grève! Cette position inédite dans laquelle se sont retrouvés plusieurs syndicats témoigne des défis à venir dans les relations entre employeurs et employé·e·s dans le cadre de la lutte contre les changements climatiques.

Si les employeurs se sont montrés relativement accommodants dans la «gestion» du 27 septembre, rien ne nous indique cependant que ce sera toujours le cas. Par exemple, certaines directions de cégep se sont fait une joie d'accoler une jolie petite planète Terre sur le calendrier scolaire en date du 27 septembre, mais les menaces de coupes dans les salaires en cas de grève ne pesaient pas moins lourdement sur les épaules de leurs enseignant·e·s.

Après tout, c'est ce même patron qui a le pouvoir de sanctionner le syndicat en cas de grève sociale.

Ils ont bien voulu que nous soyons «tous ensemble pour le climat» pour reconnaître l'urgence climatique et organiser des activités de sensibilisation sur nos lieux de travail, mais en sera-t-il de même si nous osons revendiquer des choses aussi «dangereuses» qu'un revenu maximum? Un revenu minimum garanti couplé à des mesures agressives d'écofiscalité progressive? Qu'en serait-il si nous options pour la désobéissance civile?

Ce sera bien là un des principaux défis des prochaines mobilisations: rallier le plus grand nombre d'organisations et de personnes à notre cause, tout en rappelant l'existence d'adversaires politiques qui ont des intérêts la plupart du temps opposés aux nôtres. Si nous devons chercher à être «tous ensemble pour le climat», rappelons tout de même que la lutte contre les changements climatiques est avant tout une lutte contre *l'inaction* en la matière.

POUR UNE CONTESTATION EN BONNE SANTÉ

Pour que la lutte contre les changements climatiques soit victorieuse, nous aurons besoin d'infrastructures de contestation en bonne santé, notamment des organisations réellement démocratiques, le respect de l'expérience et de la tradition militante, une coordination formelle entre les organisations afin de faire front commun, une reconnaissance des rapports de pouvoir en place et, inévitablement, un réel droit de grève syndical au Québec.

Le 27 septembre n'était pas une parade, un *show*, et encore moins une fin en soi. C'était le début d'une nouvelle phase de la lutte contre l'inaction en matière de changements climatiques au Québec et à travers le monde, durant laquelle on constate l'inévitable nécessité de retomber en amour avec la grève pour rappeler une évidence à nos pollueurs en chef: vous êtes du mauvais côté de l'histoire. 

ENSEIGNEMENT

MONTREZ L'EXEMPLE OU ÉVEILLER LES ESPRITS ?

Wilfried Cordeau

L'enseignante au primaire Chantal Poulin et l'enseignant d'arts plastiques Yann Robitaille¹ étaient du groupe de trois grimpeurs d'Extinction Rebellion qui se sont fait arrêter après avoir escaladé le pont Jacques-Cartier à Montréal, le 8 octobre dernier. Je les ai rencontrés pour discuter de la relation entre enseignement, urgence climatique et désobéissance civile.

À bâbord !: Quel était l'objectif de cette action ?

Chantal Poulin : L'idée, au départ, c'était d'essayer d'obtenir de la visibilité et d'accéder à des tribunes pour parler de l'urgence climatique et mettre l'environnement au cœur de la campagne électorale fédérale. On a proposé à Extinction Rebellion de grimper au sommet du pont et d'y étendre une grande bannière pour poser un geste de visibilité. L'objectif n'a jamais été de bloquer le pont ; pendant l'heure où on y était, il n'était pas bloqué. C'est la police qui a arrêté la circulation pour venir nous chercher. On nous a mis chacun dans une voiture individuelle, puis on a passé huit heures dans des cellules séparées. On était tous persuadé-e-s d'avoir complètement manqué notre coup : on n'avait pas atteint le sommet, on n'avait pas déployé la bannière. Mais, finalement, l'objectif médiatique était atteint. On ne se serait jamais attendus à une telle visibilité...

À B !: Quel cheminement vous a conduit à choisir ce type d'action ?

Yann Robitaille : On s'implique depuis longtemps dans beaucoup de causes sociales, mais la lutte actuelle qui est rendue primordiale, qui est la lutte maîtresse, je dirais, pour moi, c'est l'environnement. Si on ne fait rien pour l'environnement, si la planète brûle, quelle justice sociale on va pouvoir gagner ? Pour nous, c'était clair qu'on était prêts à aller plus loin dans nos actions parce qu'on n'a plus le choix,

comme société. On ne peut plus attendre que le gouvernement ou la société changent et agissent. On ne peut pas attendre que l'école fasse en sorte que nos jeunes, dans 20 ans, quand ils formeront la génération au pouvoir, seront assez éduqués pour faire des changements : il va être trop tard ! Il est là, le problème : il y a vraiment une urgence. Donc, il faut des vecteurs, il faut des gens qui sont prêts à aller plus loin pour créer le mouvement, pour faire bouger les choses. Qui vont « taper la *trail* », en quelque sorte...

À B !: Si je comprends bien, la désobéissance civile s'inscrit dans une approche stratégique plus large ?

Y.R. : Si on veut provoquer des réflexions, si on veut faire bouger des choses ou provoquer un mouvement social, eh bien ça passe par la désobéissance civile non violente. Historiquement, c'est un vecteur qui permet de grands changements sociaux. Et on pense qu'on est rendus là, face à l'urgence climatique.

C.P. : La désobéissance civile, c'est quelque chose qui n'est jamais agréable dans le présent. C'est toujours quelque chose qui est glorieux dans le passé. C'est sûr que c'est dérangeant, par nature. Mais c'est le but. Ça se pratique quand l'espace du contrat social est rompu. Et, pour moi, le contrat social est brisé parce que l'État ne nous assure pas un environnement viable à long terme. Dans ces moments-là, il faut évaluer si c'est la loi qui doit primer ou si c'est la morale. Moralement, suivre la loi n'est plus

acceptable, parce qu'il faut convaincre le gouvernement d'agir au plus vite, de toutes les façons possibles.

À B !: Quand votre profession a été révélée, cela a créé un malaise. Pourquoi ? Est-ce qu'on ne peut pas à la fois enseigner et militer en 2019 ?

C.P. : On s'est fait demander si on était des bons modèles, quel message on envoyait aux jeunes.

Y.R. : En fait, c'est vraiment la question du modèle, là-dedans, qui est soulevée. Ce qu'on s'attend d'un enseignant, dans le fond, c'est que de 8h à 17h, il se donne 100 % aux élèves puis, en dehors de ça, c'est un citoyen modèle. Et même, à partir du moment où tu deviens enseignant, t'es un enseignant 100 % du temps. Moi, de 17h à 8h du matin, je suis un individu, je ne suis plus un enseignant, mais c'est comme si on me fait porter un poids social énorme d'être un enseignant en tout temps qui n'a pas le droit de transgresser la norme sociale, qui doit avoir une moralité irréprochable.

C.P. : L'enjeu du modèle, c'est qu'on a fait quelque chose d'illégal. Tu ne peux pas contester la loi. La loi, elle a raison. Le problème, c'est vraiment que tu ne peux pas sortir du cadre. Être un bon modèle c'est rester dans la norme ! Un bon modèle, c'est quelqu'un qui gère les devoirs et qui passe sa matière en faisant le moins de bruit possible, en ne dérangeant pas la conscience des parents. Tu fais ce que tu as à faire, entre les murs de l'école, et surtout tu ne



Afin de recueillir des fonds pour soutenir la cause des grimpeurs devant les tribunaux, ainsi que le mouvement Extinction Rebellion, Yann Robitaille a peint une œuvre originale, *Pigeon d'octobre*, en clin d'œil au coup d'éclat du 8 octobre 2019.

déranges personne! À la limite, on dirait que c'est encore l'image de l'ancienne maîtresse d'école qui n'a pas de fréquentations, qui se dévoue totalement et qui ne bouscule pas les mœurs de la communauté...

AB! : Cette pression de l'enseignant modèle en tout temps, est-ce qu'elle vous force à séparer votre conscience citoyenne et votre obligation professionnelle? À la limite, est-ce qu'enseigner peut être un acte militant?

C.P. : Pour moi, ce n'est pas séparé du tout. Pour moi, l'enseignant-e est un éveillé en tout temps. J'ai décidé de devenir enseignante, justement, pour essayer de faire en sorte de former des citoyen-ne-s.

C'est très important dans mon enseignement de faire en sorte d'éveiller les élèves, qu'ils comprennent, qu'ils décodent notre société. Mais présentement, les profs ont de la difficulté à juste avoir le temps d'enseigner. Souvent, il n'y a plus d'orthopédagogue, de psychologue, de travailleur social dans les écoles et les élèves ont des défis et des besoins vraiment très grands. Dans ce contexte, éveiller et nourrir une citoyenneté, ce n'est plus juste de l'enseignement, c'est de la militance au quotidien.

Y.R. : Pour moi, la différence est dans les moyens utilisés. Quand j'enseigne, je ne suis pas qu'un transmetteur de matière. Je veux former des citoyens critiques, des gens qui ont une vision différente

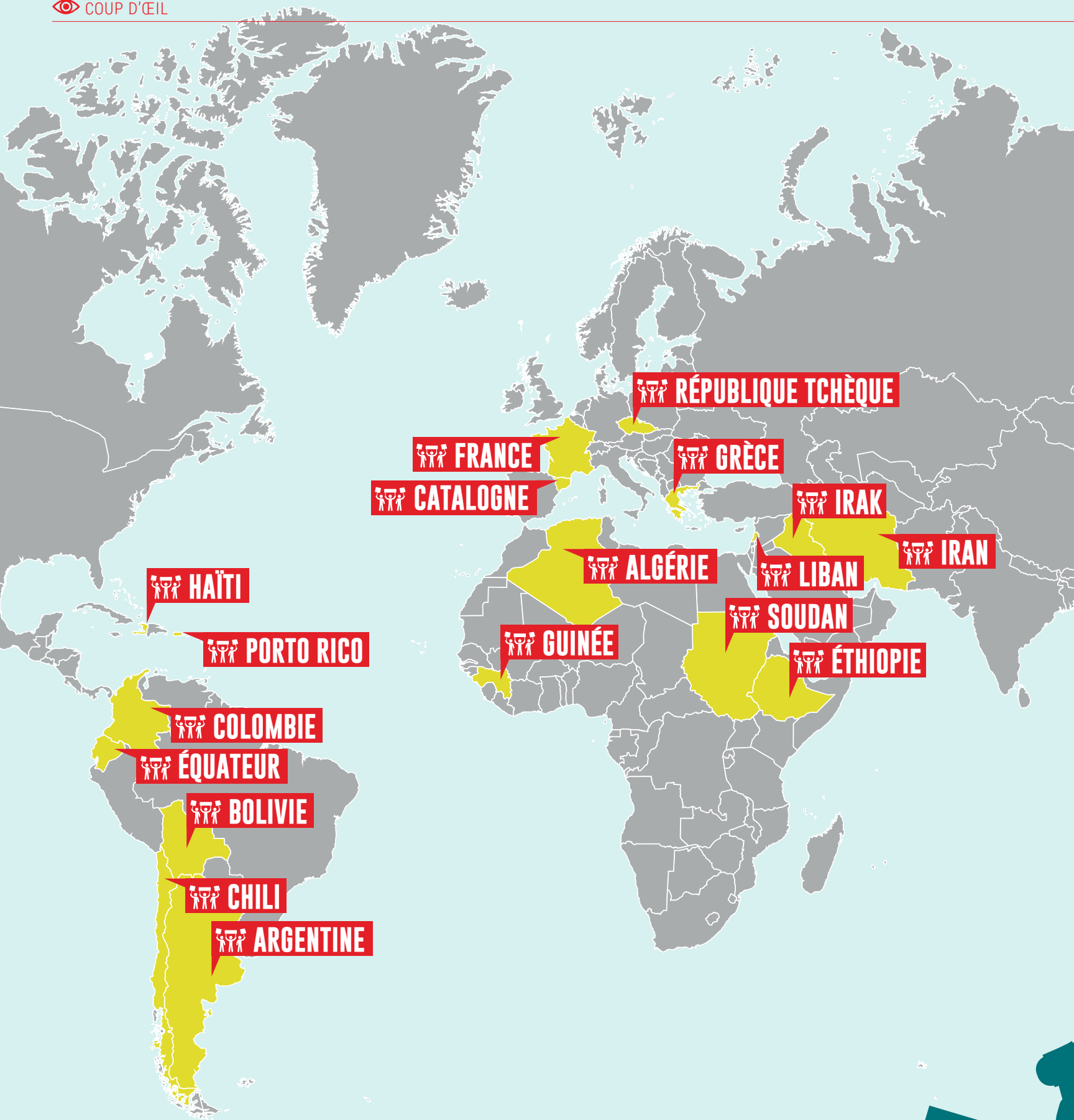
également, surtout en arts: je veux leur permettre de vivre des expériences artistiques pour leur apprendre à voir les choses de façon différente, avec une certaine sensibilité, pour qu'ils aient un sens critique. À l'école, j'utilise la parole, les projets, je discute avec les élèves, je leur présente des artistes, des mouvements artistiques. C'est mon rôle d'enseignant, puis, à la limite, une forme de devoir citoyen, ou de devoir moral, aussi. Il y a un certain militantisme social là-dedans, parce que l'art est, par définition, une forme de révolte ou de rébellion contre la société ou l'ordre établi. Mais, en dehors de mon métier, par contre, je peux décider d'utiliser des moyens différents pour faire avancer la société. Pour moi, il y a là une distinction importante. Je ne suis pas juste un prof: je suis un citoyen, je suis un artiste.

AB! : Et à l'inverse, est-ce que monter sur un pont, poser un acte de désobéissance civile, c'est une forme de pédagogie ou d'enseignement?

C.P. : Ce n'est pas un geste enseignant, mais c'est un geste pédagogique. On a voulu montrer quelque chose. Et puis, on n'a pas fait un geste d'éclat anonyme où on s'est cachés. On l'a fait pour avoir une tribune. On avait un message à passer, c'était pédagogique. On ne s'est pas prétendus scientifiques, on ne faisait pas la morale, mais on demandait d'écouter la science. On n'aura pas fait changer d'idée tout le monde et on ne le fera jamais, c'est évident. Mais combien de familles, à l'heure du souper, ont été obligées de se poser ces questions-là? Combien d'ados ont dû débattre avec leurs parents? C'est incalculable, mais c'est géant!

AB! : Vous avez peut-être réussi à provoquer une réflexion, à obliger les gens à prendre position.

C.P. : Et ça, c'est de la pédagogie! 





ÉTATS DE CRISE

Illustration et texte : *À Bâbord !*

La décennie 2010 se termine comme elle a commencé. Des mouvements de contestation se propagent comme une traînée de poudre aux quatre coins de la planète. Certes, l'étincelle qui provoque l'embrasement est toujours propre au contexte sociopolitique de chaque pays ou région. Ici, une hausse du prix des tickets de métro ; là, la condamnation à des peines de prison de dirigeant-e-s politiques coupables d'avoir organisé... un référendum ; ailleurs encore, un projet de loi qui aurait brimé l'indépendance judiciaire. N'empêche, on retrouve au cœur de tous ces soulèvements populaires une attaque frontale envers une classe dirigeante discréditée et corrompue, incapable d'aplanir les inégalités sociales et de faire face à la crise environnementale qui s'amorce. Le coût de la contestation est cependant élevé alors que les morts, les éborgnés et les amputés se multiplient. Ainsi, si les causes sont connues et rebattues, le dénouement est moins clair, alors que les appareils répressifs d'État s'enfoncent toujours plus dans l'autoritarisme et la violence sauvage. 

UNE LUTTE INACHEVÉE

L'AIDE SOCIALE ET LA PAUVRETÉ

Françoise David, ex-présidente de la FFQ, et François Saillant, ex-coordonnateur du FRAPRU

La marche « Du pain et des roses » s'ébranle le 26 mai 1995 en trois contingents. De Montréal, de Longueuil et de Rivière-du-Loup, des centaines de femmes marcheront durant 10 jours pour se rendre devant l'Assemblée nationale. Le thème central de cette longue caravane est la lutte à la pauvreté.



Marche « Du pain et des roses », départ du contingent de Montréal le 26 mai 1995.

À cette époque, près de 20% de la population québécoise vit sous le seuil de faible revenu: des bénéficiaires de l'aide sociale, des aînés·e·s, des jeunes sans emploi, et dans cette foule de gens pauvres, on compte beaucoup de femmes.

La question du logement est au cœur des revendications de la marche. Le Front d'action population en réaménagement urbain (FRAPRU) devient donc un allié proche, un partenaire actif de la Fédération des femmes du Québec (FFQ). Françoise et François font la paire! Et cela nous amènera à militer ensemble durant de nombreuses années.

Le 4 juin 1995, Jacques Parizeau vient lui-même devant une foule estimée à 18000 personnes annoncer que, oui, il construira des logements sociaux avec soutien communautaire. Oui, il augmentera le salaire minimum de 45¢ de l'heure. Oui, nous aurons une loi sur l'équité salariale. Nous sommes alors à quelques mois d'un référendum crucial. Cela a-t-il contribué à ses réponses satisfaisantes aux revendications des femmes? Bien sûr que oui. Sans oublier que le gouvernement péquiste de l'époque comprenait des féministes convaincues. La suite accordée à ces engagements du premier ministre sera cependant moins rose.

Le référendum a lieu le 30 octobre suivant. C'est non au pays. Et nous assistons en direct à un discours qui cible injustement les minorités ethniques du Québec. Jacques Parizeau démissionne et Lucien Bouchard lui succède comme premier ministre. Cela change tout. La lutte à la pauvreté ne sera plus une priorité pour un gouvernement qui met l'atteinte de l'équilibre budgétaire en tête de ses préoccupations et de ses politiques publiques et fiscales.

LA PAUVRETÉ SACRIFIÉE AU DÉFICIT ZÉRO

Nous avons un avant-goût des batailles qui nous attendent dès le 24 novembre 1995: Jeanne Blackburn, ministre de la Solidarité sociale, annonce des coupes de 186 millions à l'aide sociale. Stupeur. Le réveil est brutal. Nous ne savons pas encore que ces premières coupes seront suivies de plusieurs autres en quelques années seulement.



Marche «Du pain et des roses», présence de Jacques Parizeau au rassemblement à Québec le 4 juin 1995.

Dès la fin-janvier, Louise Harel devient ministre de la Solidarité sociale. Elle a bonne réputation dans le milieu communautaire, car elle fait partie de l'aile progressiste et féministe du PQ. Et pourtant... Comme les autres ministres du gouvernement Bouchard, madame Harel se plie à l'objectif du déficit zéro: il y aura des coupes.

Du 18 au 20 mars 1996 se tient à Québec un Sommet sur l'avenir économique du Québec. Il réunit tous les principaux acteurs – et quelques actrices – des mondes politiques, économiques, sociaux, syndicaux, municipaux, institutionnels et autres. L'objectif est de créer un consensus sur la situation économique du Québec, en particulier sur le déficit des finances publiques, et de trouver des solutions. Dès le début, nous demandons, avec les organismes communautaires, la suspension d'une coupe de 72 millions à l'aide sociale qui doit entrer en vigueur le 1^{er} avril. La demande est rejetée par le premier ministre. Et c'est dans un silence de mort que nous demandons à l'ensemble des personnalités rassemblées: quelqu'un peut-il

faire quelque chose? La salle demeure silencieuse.

D'autres coupes sont annoncées dans les mois qui suivent: allocation logement diminuée pour les familles avec enfants mineurs, perte de l'indexation des chèques pour les bénéficiaires de l'aide sociale ayant des contraintes sévères à l'emploi alors que celles qui sont censées ne pas avoir ces contraintes sont déjà privées d'indexation depuis 1993.

Nous sommes scandalisés. Mais nous réalisons aussi que nous étions fort mal préparés à ce premier Sommet qui était tout à fait nouveau pour nous. C'est tout de même déroutant de se retrouver dans une immense salle remplie de personnes habituées à naviguer dans des négociations plus ou moins secrètes, n'en dévoilant publiquement que ce qu'ils jugent utile. Nous apprenons que plusieurs participant·e·s s'étaient concerté·e·s avant le Sommet. Les décisions étaient déjà prises. Nous, nous étions les maringouins fatigués qu'il faut endurer, mais auxquels on ne donne rien.

On décide alors de s'organiser en vue du sommet suivant qui aura lieu en octobre 1996. Une dizaine d'organismes ►



Marche « Du pain et des roses », contingent de Montréal en direction de Québec.

appelés sociocommunautaires par le gouvernement se réunissent à notre initiative. Cette toute nouvelle coalition rassemble des membres aussi diversifiés que la FFQ, Solidarité populaire Québec, l'Assemblée des évêques du Québec (eh oui!), Solidarité rurale, les fédérations étudiantes, un regroupement d'ainés-e-s. Vivian Labrie, qui accompagne la FFQ, a une idée géniale: nous irons à ce Sommet réclamer une clause d'appauvrissement zéro. Ce que ça veut dire: le gouvernement s'engagerait à ne prendre aucune mesure, à n'adopter aucune politique, à n'effectuer aucune compression qui réduise encore le niveau de vie des 20% les plus pauvres de la population. Peut-on imaginer revendication plus raisonnable? Et pourtant...

Il faudra un sondage SOM dans *La Presse* du 1^{er} novembre indiquant que 69% des gens appuient cette demande pour que le premier ministre consente à y souscrire... mais seulement pour les bénéficiaires de l'aide sociale ayant des contraintes sévères à l'emploi. Il répond aussi favorablement à une demande

pressante de Nancy Neamtan à l'effet de créer un Fonds de lutte à la pauvreté.

C'est trop peu, trop tard. Forts de l'appui populaire, convaincus de la justesse de notre demande pour les 20% les plus pauvres et non seulement pour une partie d'entre elles et eux, nous quittons le sommet avec Thérèse Sainte-Marie, qui représente la Coalition des femmes contre la pauvreté. Encore une fois, dans un silence assourdissant. Il n'est pas inutile de réaffirmer aujourd'hui que nous avons eu mille fois raison de ne pas plier devant l'inacceptable: appauvrir la plus grande partie des plus pauvres au nom du déficit zéro!

LE COMBAT SE POURSUIT

À peine remis de nos émotions, nous devons faire face encore une fois à de nouvelles compressions et au dépôt d'un Livre vert sur la sécurité du revenu par Louise Harel. En gros, ce document préfigure ce que déposera le gouvernement Couillard bien des années plus tard: il faut contraindre les jeunes à l'aide sociale à accepter un parcours d'insertion sous peine de coupes

importantes dans leurs chèques. Le PQ veut aussi saisir les chèques d'aide sociale en cas de non-paiement de loyer. Même si elle est adoptée, cette mesure inique ne sera jamais mise en application, à la suite de pressions continues exercées par les groupes communautaires et d'une condamnation par un comité de l'ONU. Nous mettons immédiatement sur pied une Coalition nationale sur l'aide sociale. Nous organisons des manifestations, dont une à Westmount, qui n'y est pas vraiment habituée... Graduellement, nous remplaçons le vocable appauvrissement zéro par celui de pauvreté zéro, qui devient notre véritable objectif. Une pétition est signée par 46000 personnes et nous dénonçons le Livre vert et les coupes sur toutes les tribunes.

À l'automne 1997, le Carrefour de pastorale en monde ouvrier, animé par Vivian Labrie, présente un projet de loi pour l'élimination de la pauvreté. La Coalition Droits de Québec organise un Parlement de la rue à proximité de l'Assemblée nationale. Ce parlement parallèle dure un mois et des milliers de

personnes s'y joignent. L'idée d'une loi-cadre pour éliminer la pauvreté fait son chemin dans nos rangs. La situation n'est pas simple. Le gouvernement péquiste joue avec nos nerfs. Il annonce la construction de logements sociaux... mais coupe maintenant dans l'allocation-logement pour les personnes seules et les couples à faible revenu de 59 ans et plus. En 1998, devant des pressions répétées, il décide que la coupe pour partage de logement ne s'appliquera plus aux familles monoparentales. Notre combat est complexe et l'idée de la loi-cadre vient lui donner un nouveau souffle.

De plus en plus de groupes se joignent au Collectif pour un Québec sans pauvreté. Un travail colossal d'éducation populaire et de mobilisation est accompli. 215 000 personnes signeront ainsi une pétition appuyant le projet de loi préparé longuement par le Collectif. Cela n'empêche pas le gouvernement péquiste de refuser en octobre 2000 presque toutes les revendications des femmes regroupées au sein de la Marche mondiale des femmes. L'une de ces revendications était l'adoption d'une loi-cadre pour mettre fin à la pauvreté et à l'exclusion. Une autre portait sur la construction de logements sociaux. La ministre responsable du logement nous a plutôt parlé d'accès à la propriété!

C'est un dur coup pour le mouvement des femmes et ses alliés, le Collectif pour un Québec sans pauvreté, le FRAPRU et bien d'autres organismes communautaires et syndicaux. Cette rebuffade provoquera un effet inattendu quelques années plus tard: l'implication acharnée de plusieurs militantes et militants engagés dans les luttes sociales dans la fondation d'un parti politique féministe et de gauche.

Deux ans avant l'élection où le PQ perdra le pouvoir, le nouveau premier ministre, Bernard Landry, annonce que la lutte à la pauvreté sera une véritable obsession. Mesure-t-il enfin la colère des femmes et de leurs alliés? La ministre des Finances, Pauline Marois, annonce vers la fin de 2001 la construction de 13 000 logements sociaux en cinq ans. Et le 13 décembre 2002, le projet de loi 112 visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion

sociale est adopté à l'unanimité à l'Assemblée nationale. Cela a été rendu possible par l'extraordinaire mobilisation de tous les milieux, partout au Québec, pendant plusieurs années.

Jamais au Québec n'a-t-on autant parlé de pauvreté, de justice, d'inégalités qu'entre 1995 et 2002.

Mais, car il y a un *mais*... la loi adoptée est loin d'être satisfaisante si l'on porte le rêve d'éliminer vraiment la pauvreté. C'est une loi-cadre sans caractère contraignant. Une fois adoptée, la loi a aussi pour effet d'éteindre la mobilisation générale. Tout se passe un peu comme si plusieurs s'imaginaient que l'on pouvait désormais passer à autre chose. Ça fait sept ans qu'on parle de pauvreté, on pourrait changer de disque? La lassitude se fait sentir même chez les plus militants. Les libéraux prennent le pouvoir en 2003 et gouvernent presque sans discontinuer jusqu'en 2014. Durant toutes ces années, les groupes représentant les bénéficiaires de l'aide sociale s'affaiblissent, certains n'existent plus.

L'histoire se chargera de nous dire si nous avons eu raison d'utiliser cette stratégie: manifester, pétitionner, revendiquer haut et fort et, en même temps, négocier pied à pied le texte d'une loi-cadre. Soyons clairs cependant: jamais au Québec n'a-t-on autant parlé de pauvreté, de justice, d'inégalités qu'entre 1995 et 2002. Ce discours est bien moins présent dans l'espace public en 2019. D'autres enjeux, et pas les moindres, ont pris le dessus: environnement, droits des minorités, maintien des services publics, par exemple.

ET MAINTENANT ?

Plusieurs animateurs et animatrices des luttes anti-pauvreté ont pris leur retraite. Des dizaines d'organismes communautaires continuent d'œuvrer à l'amélioration du sort des personnes pauvres et exclues. Car malgré un taux de chômage très bas,

les banques alimentaires sont débordées et font régulièrement appel à la générosité du public. Pourquoi? Parce que les pauvres sont plus pauvres qu'auparavant. Le salaire minimum est trop bas, l'aide sociale dérisoire (surtout pour les personnes dites sans contraintes à l'emploi), les loyers sont élevés, la nourriture chère. On vit aujourd'hui dans un Québec où la plupart des gens arrivent à vivre décemment (ou en s'endettant!), mais où environ 10% des personnes ont un faible revenu. Beaucoup moins qu'en 1995. Sauf pour les personnes itinérantes – dont le nombre grossit –, on ne les voit plus.

En 2016, le gouvernement Couillard a fait adopter une loi qui oblige les jeunes bénéficiaires de l'aide sociale à entrer dans un parcours d'insertion sous peine de coupe importante dans leurs chèques. Seuls deux député-e-s ont mené bataille: Françoise David de Québec solidaire et Dave Turcotte du Parti québécois. De nombreux organismes sont venus plaider contre cette mesure en commission parlementaire. Mais force est de constater que la mobilisation populaire n'a pas été au rendez-vous. Est-ce un signe des temps? Devons-nous y voir simplement de la fatigue, un manque de ressources, ou bien devons-nous convenir que l'aide sociale n'est plus un enjeu qui mobilise?

Pour nous qui avons été de toutes les luttes pour combattre le mépris envers les personnes pauvres et le sort qui leur est fait, cette situation est un peu crève-cœur. Nous ne prétendons cependant pas avoir de recette toute faite pour remobiliser les progressistes face au scandale d'une pauvreté persistante au Québec, même si numériquement moins importante.

Pouvons-nous simplement rappeler que les personnes pauvres sont, chez nous et dans le monde, celles qui subissent le plus durement les effets des changements climatiques? Que ce sont ces personnes qui souffrent le plus des manques criants de services dans les services publics? Que les enfants pauvres, souvent racisés, sont loin d'avoir tout le soutien nécessaire à leur plein épanouissement?

Il faudra bien en reparler un jour! 

SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN

LES FREINS D'UNE RÉSISTANCE

Isabel Brochu, consultante en développement et professionnelle de recherche

Près de 3 000 personnes ont marché pour l'urgence climatique dans les rues de Chicoutimi le 27 septembre dernier. Le projet de gaz naturel liquéfié (GNL) à Saguenay était la principale cible de cette manifestation.

C'est un euphémisme d'affirmer que le projet de construction d'une usine de gaz liquéfié divise la population de Saguenay. En effet, la capacité territoriale de résistance face au projet GNL se heurte à l'inquiétude quant à l'avenir économique de la région. Une brève description de l'ensemble des projets industriels à Saguenay est nécessaire pour comprendre le niveau de complexité auquel est confrontée la population, mais aussi les groupes qui souhaitent résister à ces projets. Cet article se concentre sur la ville de Saguenay et les municipalités de la MRC du Fjord-du-Saguenay, mais ces enjeux dépassent ce territoire.

NIVEAU DE COMPLEXITÉ

GNL exige à lui seul une analyse à plusieurs niveaux notamment parce qu'il a été saucissonné en plusieurs sous-projets: gazoduc de l'Alberta à Saguenay, usine de liquéfaction au port de Grande-Anse à La Baie (Saguenay) et transport maritime avec des méthaniers (fjord du Saguenay et fleuve Saint-Laurent). Les processus impliquent directement plusieurs territoires, limites administratives, instances de consultation et niveaux de gouvernement (municipal, MRC, provincial et fédéral). Du point de vue du citoyen, il devient difficile de bien comprendre le rôle des institutions ou de savoir quand et où s'informer. Les organisations profitent de cette confusion pour nier leurs responsabilités face aux demandes citoyennes. Par exemple, toutes les interventions auprès des conseils municipaux sont restées lettre morte. Sur ce sujet, une analyse a démontré à quel point les lois et mesures actuelles, notamment celles sur l'aménagement et l'urbanisme, excluent la participation citoyenne dans

ce type de projet où se côtoient les enjeux locaux, supra-locaux et mondiaux¹. Il y a un autre élément majeur à considérer: GNL n'arrive pas seul dans l'espace public saguenéen. Il fait partie de la stratégie de développement de la zone industrialo-portuaire (ZIP) dont le dénominateur commun est Port Saguenay, l'administration portuaire de la ville.

La construction du gazoduc et de l'usine de liquéfaction de GNL ainsi que son transport par bateau s'ajoutent à trois projets d'approvisionnement pour le développement de la ZIP (gaz naturel, électricité et eau de procédé). S'additionnent aussi trois autres projets industriels: l'usine Métaux BlackRock (MBR), l'usine cryogénique (liée à MBR) et la construction d'un nouveau terminal maritime sur la rive nord du Saguenay (Arianne Phosphate). Si une personne veut comprendre les impacts liés au trafic maritime sur le fjord, elle doit considérer le trafic actuel (installations portuaires de Rio Tinto, terminal maritime de Grande-Anse, les bateaux au quai de croisières internationales à La Baie) et celui des nouveaux projets. Un casse-tête uniquement du point de vue de la disponibilité et de l'accès à l'information où se contredisent allègrement les promoteurs.

APPUI MASSIF

La classe politique locale de Saguenay et de la MRC du Fjord-du-Saguenay appuie unanimement tous les projets industriels de la ZIP, que ce soit à travers les déclarations ou résolutions officielles. Les élu·e·s qui ont des réticences sont d'une discrétion absolue, du moins dans l'espace public. Sans surprise, la Chambre de commerce et d'industrie Saguenay-Le Fjord appuie tous les projets. La position éditoriale du

journal *Le Quotidien* y est plutôt favorable de même que la populaire et très conservatrice station Radio X. Les organisations du milieu touristique sont muettes alors qu'elles risquent de subir des conséquences majeures en lien avec ces développements industriels. Sylvain Gaudreault, député de Jonquière, est le seul qui a adopté une position ferme contre le projet GNL. Tous les autres s'en remettent au dépôt des analyses environnementales. Le sujet est chaud et, mis à part le Parti vert, on préfère attendre les résultats des analyses qui arriveront après les élections fédérales. Les retombées économiques et le poids de ces projets sur l'avenir de la région dominent les discours.

La pétition «Oui aux projets Énergie Saguenay, Arianne Phosphate et Métaux BlackRock», portée par un citoyen connu pour défendre aveuglément les grandes entreprises, a recueilli 10 000 signatures. En février 2019, la Chaire de recherche en écoconseil de l'UQAC, sous la direction du biologiste Claude Villeneuve, a signé une entente avec GNL. L'objectif consiste à trouver des solutions pour que le complexe de liquéfaction de gaz naturel soit carboneutre. Pour plusieurs, l'association du «pape» régional de l'environnement au projet d'usine de liquéfaction lui apporte une caution incontestable. Pourtant, leur étude ne concerne que l'usine, sans l'extraction, le gazoduc et le transport maritime. Tous ces silences et appuis, réels ou interprétés, en amènent plus d'un à affirmer que la population entérine tous les projets industriels, dont celui de GNL.

RÉSISTANCE ÉCLATÉE

L'organisation de la résistance citoyenne est liée aux différents projets et à leur



Photo : Normand Gaudreault (CC BY-NC-ND 2.0).

territorialisation. Le premier groupe à voir le jour a été le Collectif de l'Anse-à-Pelletier, à Saint-Fulgence, qui questionne le projet d'exploitation de la mine du lac à Paul (2013) et la construction du port sur la rive nord dédié au transport du minerai². Le Collectif de la Batture, formé en 2018 à La Baie (rive sud), vise aussi ce port qui sera construit face à leurs habitations. Les autres collectifs locaux se sont ajoutés en 2018 : Bas-Saguenay, Saint-Rose-du-Nord et la secrète Cellule des Abysses. D'autres groupes existent au Lac-Saint-Jean, en Abitibi et sur la Côte-Nord. Animée par un sentiment d'urgence et une volonté de se regrouper, la Coalition Fjord³ a été formée en novembre 2018 lors d'une soirée organisée en quelques heures et qui a attiré une centaine de personnes. La Coalition Fjord a choisi de se battre contre GNL, qui constitue le symbole ultime de ce que combattent les groupes environnementaux. La résistance se fait en collaboration avec divers groupes québécois et canadiens (Pacte pour la transition, Eau secours, Fondation David Suzuki).

Malgré cette diversité des fronts, les défis liés à l'organisation d'un mouvement de résistance sont nombreux, les enjeux étant mondiaux, nationaux et locaux. Les collectifs ne visent pas tous les mêmes projets et territoires. Les militantes et militants ne partagent pas les mêmes niveaux

de connaissance ni les mêmes intérêts. L'éventail des tactiques et d'actions possibles est élevé, contrairement aux moyens financiers. Cet éclatement ne facilite pas l'élaboration d'une stratégie commune pour faire face à l'appui massif des élites locales ou pour sensibiliser la population aux impacts cumulatifs des projets.

Un des freins importants à la résistance locale, et qu'il ne faut jamais sous-estimer, réside dans les effets de proximité de la communauté. Les individus, entreprises et organisations qui appuient massivement ces projets sont aussi des parents, des employeurs actuels et potentiels, des clients et, surtout, de subventionnaires. On peut y voir une explication plausible (mais partielle) de l'absence d'un positionnement clair de certaines organisations liées de près aux enjeux environnementaux (ex. : Eurêko, organismes de bassins versants, comités ZIP). Tout au plus ont-ils réclamé une seule évaluation environnementale et un prolongement des consultations publiques sur GNL. En juin 2019, le Regroupement national des conseils régionaux s'est opposé au projet de GNL par voie de communiqué. Membre de ce regroupement, le Conseil régional de l'environnement et de développement durable (CREDD) du Saguenay-Lac-Saint-Jean n'a toutefois fait aucune déclaration dans les médias régionaux.

C'est pourtant le développement de la région périphérique du Saguenay-Lac-Saint-Jean qui se trouve au cœur de ces questions alors que les élites locales et régionales, appuyées par les gouvernements du Québec et du Canada, s'accrochent à un vieux modèle qui n'a plus d'avenir. La région du Saguenay-Lac-Saint-Jean risque en effet de devenir le dindon d'une farce où les investissements porteurs d'avenir se font ailleurs au Québec, pendant que des compagnies étrangères profitent des derniers soubresauts d'un modèle obsolète. **abf**

1. I. Brochu et J.-G. Simard, « Municipalités locales et MRC : proximité avec qui ? », *L'Action nationale*, juin 2019, p. 136-151.

2. Il y a actuellement trois infrastructures maritimes : installations portuaires industrielles de Rio Tinto à La Baie (bauxite), le quai de croisières internationales (La Baie) et le terminal de Grande-Anse à La Baie qui accueille les projets industriels, dont celui de GNL. Le port sur le versant nord serait la 4^e infrastructure portuaire dans un secteur assez restreint du fjord du Saguenay.

3. Voir Valérie Beauchamp, « Une coalition à la défense du fjord », *À bâbord !*, n° 81, novembre 2019.

DIVERSITÉ JOURNALISTIQUE

LA VOIX D'UN JOURNAL RÉGIONAL

Mariane Ménard, coordonnatrice à la rédaction de *L'Indice bohémien*

Il y a tout juste dix ans, l'Abitibi-Témiscamingue se dotait d'un journal culturel. Un projet médité longuement qui a pris forme au bout de cinq ans de réflexions, de brassage d'idées et de questionnements. Parmi ceux-ci : un tel projet est-il possible ?

C'était d'abord un besoin du milieu culturel régional : celui de faire connaître le travail des artistes de l'Abitibi-Témiscamingue. L'apparition de *L'Indice bohémien* venait aussi alimenter un dynamisme culturel florissant dans la région et incitait les citoyen-ne-s à sortir pour aller à la rencontre des arts et de la culture. Après dix ans, le journal est resté 100 % indépendant et vivant. Récemment, il s'est même offert un rajeunissement visuel. Dans les prochains mois, ce sera au tour de sa plateforme Web. Alors que les médias connaissent des difficultés sans précédent et que la diversité des voix est en péril, qu'est-ce qui permet à ce petit journal régional au mandat plutôt pointu de tirer son épingle du jeu et de conserver son indépendance ? Sa formule contient peut-être des éléments de réponse. Bien que celle-ci ne puisse pas s'appliquer à l'ensemble des médias, elle ouvre une perspective qui mérite d'être étudiée.

UN MÉDIA COMMUNAUTAIRE

Dès sa création, le journal culturel de l'Abitibi-Témiscamingue s'est inscrit dans la catégorie des médias communautaires. Cette caractéristique est au cœur du fonctionnement et de la philosophie du journal : il est un produit de la communauté et il s'adresse à la communauté. Au fil du temps, les collaborateurs-trices et les chroniqueurs-euses de *L'Indice bohémien* ont apporté leur couleur au journal.

Non seulement la communauté rédige le contenu de *L'Indice*, elle se l'approprie. Le contenu est d'ailleurs d'une richesse et d'une diversité impressionnantes. Entre la critique du roman d'une autrice témiscamienne et la nouvelle de la création d'une

œuvre écologique dans une petite localité d'Abitibi, on trouvera les textes d'opinion de nos chroniqueurs-euses, des rubriques portant sur l'environnement, le développement numérique ou l'histoire.

UNE APPROCHE SOCIALE DE LA VIE CULTURELLE

La région jouit d'une vie culturelle assez imposante pour que ce mensuel se consacre exclusivement à l'actualité culturelle. À dire vrai, *L'Indice bohémien* ne couvre jamais tout ce qui se passe sur le plan culturel dans la région, car il s'en passe beaucoup ! Le journal a pourtant souhaité, il y a quelques années, élargir son mandat et modifier légèrement son appellation. Plutôt que « journal culturel », on l'appelle maintenant « journal socio-culturel ». Une nuance qui rend d'abord compte de l'essence toute sociale du média et de l'appropriation de ce journal par les citoyen-ne-s. Mais elle traduit surtout une volonté de penser son contenu en considérant la culture comme composante d'une société. Des faits sociaux ne peuvent-ils pas être examinés à travers une approche culturelle et des faits artistiques, sous un angle politique ou social ? *L'Indice bohémien* considère que ces champs sont profondément reliés.

Concrètement, cette approche socio-culturelle se traduit d'une part dans l'apport des chroniqueurs-euses. Des chroniques thématiques permettent à des collaborateurs-trices d'aborder différents thèmes. Nous mentionnions précédemment l'environnement et l'histoire, et ajoutons à cette liste la chronique Premières Nations. On y compte également des textes d'opinion. *L'Indice bohémien* offre une rare

tribune dans la région où se confrontent les idées et où les auteur-e-s partagent leur vision de certains phénomènes sociaux ou événements d'actualité.

L'élargissement du spectre d'intérêt de *L'Indice bohémien* prend aussi la forme de dossiers thématiques. Chaque parution comporte en effet un dossier qui permet d'inclure des collaborations spéciales et de proposer aux collaboratrices et aux collaborateurs une plus grande variété de sujets. Souvent choisis de manière à souligner un événement qui se déroulera pendant le mois couvert (dossiers « Femmes » en mars, « Environnement » en avril, « Premières Nations » en juin, pour n'en nommer que quelques-uns), ces dossiers permettent d'ancrer encore davantage le média dans sa communauté ainsi que dans son contexte social et historique. Cela permet en quelque sorte de rapprocher les arts et la culture de l'actualité sociopolitique.

CÉLÉBRER LES RICHESSES DU TERRITOIRE

En Abitibi-Témiscamingue, prétendre faire un journal culturel représentatif de toute la région et de toute la communauté ne peut se faire qu'en tenant compte autant des grandes communautés que des petites, des initiatives imposantes autant que des projets émergents, et surtout en considérant les différentes communautés qui peuplent ce grand territoire. Ici, on pense particulièrement aux Premières Nations.

L'Indice bohémien offre de formidables occasions de mettre de l'avant les initiatives autochtones en matière d'art et de culture. Ainsi que l'exposait Ariane Turmel-Chénard dans les pages de cette revue¹, les artistes des Premières Nations,

en Abitibi-Témiscamingue comme dans d'autres régions, sont de plus en plus présent·e·s dans les institutions muséales et occupent, de manière générale, une place grandissante sur la scène culturelle. Pour ce petit journal, cette vitalité alimente la banque de sujets mensuelle et permet d'offrir une vitrine à ces différentes initiatives. Mais au-delà de la promotion des productions artistiques, cela permet de provoquer des rencontres et de favoriser le dialogue et l'échange dans un respect mutuel.

Non seulement la communauté rédige le contenu de *L'Indice*, elle se l'approprie.

Chaque mois de juin, pour souligner la Journée nationale des peuples autochtones, *L'Indice bohémien* consacre un dossier thématique aux Premières Nations. Bien que la rédaction du journal cherche à mettre de l'avant les manifestations culturelles anicinabek chaque fois que l'actualité culturelle le permet, l'idée d'y porter une plus grande attention dans une édition spéciale est de placer les artistes anicinabek à l'avant-scène tout en s'assurant que ces articles ressortent du lot de l'actualité culturelle régulière. Cela vient aussi d'une intention de solliciter des collaborations spéciales et de souligner des initiatives d'un point de vue qui n'est pas forcément celui des arts et de la culture. Enfin, ce dossier permet aussi de donner la parole aux Anicinabek. La rédaction de l'éditorial de juin est d'ailleurs fréquemment confiée à une personnalité autochtone de la région.

L'ÉCONOMIE SOCIALE À LA RESCOURSSE DES MÉDIAS D'INFORMATION ?

Alors que les médias d'information connaissent de profonds bouleversements et qu'une commission parlementaire a le mandat de se pencher sur leur avenir, force est de constater que des changements importants s'imposent pour le bien-être de l'information nationale, régionale et



locale. La diversité des voix en matière de journalisme doit être protégée et encouragée. Comment favoriser l'émergence et le maintien de médias indépendants à l'extérieur des conglomérats qui nuisent à la diversité plutôt qu'ils n'y contribuent ?

Alors que le quotidien *La Presse* est récemment passée des mains d'une entreprise privée au modèle d'un organisme à but non lucratif, les quotidiens du Groupe Capitales Médias préparent à leur tour leur transition vers l'économie sociale et prévoient développer des coopératives de solidarité. C'est aussi le modèle qu'a choisi le premier conseil d'administration de *L'Indice bohémien* quand est venu le temps de choisir un modèle entrepreneurial. *L'Indice* est toujours une coopérative de solidarité. Celle-ci emploie deux employées permanentes qui assurent les tâches d'administration, de coordination et de rédaction, ainsi que quelques personnes contractuelles. Pour ce journal communautaire, la formule est viable.

L'économie sociale se distingue en son essence des modèles d'affaires traditionnels en ce sens « *qu'elle vend ou échange des biens et services non pas dans le but de faire du profit, mais plutôt dans celui de répondre aux besoins de ses membres ou de la communauté qui l'accueille*². » Quand on parle d'information, cette nuance est fondamentale, puisque l'intérêt premier des propriétaires de l'entreprise est de



servir le bien commun plutôt que de s'enrichir. Ainsi, l'information est traitée non pas selon des intérêts financiers, mais bien en fonction de l'intérêt public. Cesser de voir l'information en regard de son potentiel de générer du profit est peut-être une clé pour la sauvegarde de la diversité journalistique. Encore faut-il que ces entreprises soient suffisamment rentables pour assurer leur survie, dira-t-on. En effet, et c'est pourquoi de nombreux acteurs du milieu journalistique militent pour la création d'un fonds québécois dédié au milieu des médias d'information. Tous les médias d'information ne deviendront pas des entreprises d'économie sociale. Mais le développement de coopératives de solidarité dans le milieu journalistique est certainement digne d'intérêt. **am**

1. Ariane Turmel-Chénard, « Territoire habité », *À bâbord !*, n° 80, été 2019, p. 37.

Économie et innovation Québec, « Qu'est-ce qu'une entreprise d'économie sociale ? ». En ligne : www.economie.gouv.qc.ca/bibliotheques/bref/quest-ce-quune-entreprise-deconomie-sociale.



26

A SABORD!

DOSSIER

LE POPULISME DE GAUCHE, À TORT OU À RAISON ?

Dossier coordonné par Anne-Marie Le Saux, Ricardo Peñafiel et Claude Vaillancourt
Illustrations par Sébastien Marchal

Le populisme n'a pas souvent bonne presse. Il est vu comme une façon complaisante de faire de la politique, jouant sur les plus bas instincts de la population, sur les émotions premières et irréfléchies, simplifiant les enjeux autant que possible, s'ouvrant aux grossières manipulations de l'électorat. Mais cette vision ne fait pas l'unanimité. Certain-e-s penseur-e-s et personnalités politiques considèrent que le populisme s'attaque en fait à l'élitisme, à une classe dominante qui se sert de la politique pour consolider ses privilèges.

Au Québec et dans les pays occidentaux, ce courant est surtout associé à l'extrême droite. Des radios privées de Québec à Donald Trump aux États-Unis, en passant par Jair Bolsonaro au Brésil, le Front national en France et la Ligue en Italie, le recours à un discours manichéen et très émotif, alimenté par la haine et le ressentiment, a semblé donner des résultats concrets lors d'élections.

Si bien que la gauche se pose la question : et s'il fallait emprunter un ton plus frondeur, mais avec une nette préoccupation pour la justice sociale ? Et si l'approche générale de la gauche, ces dernières années, était trop inaccessible, coupée du « vrai monde » ? Et si le populisme de gauche était tout simplement la meilleure réplique au populisme de droite ?

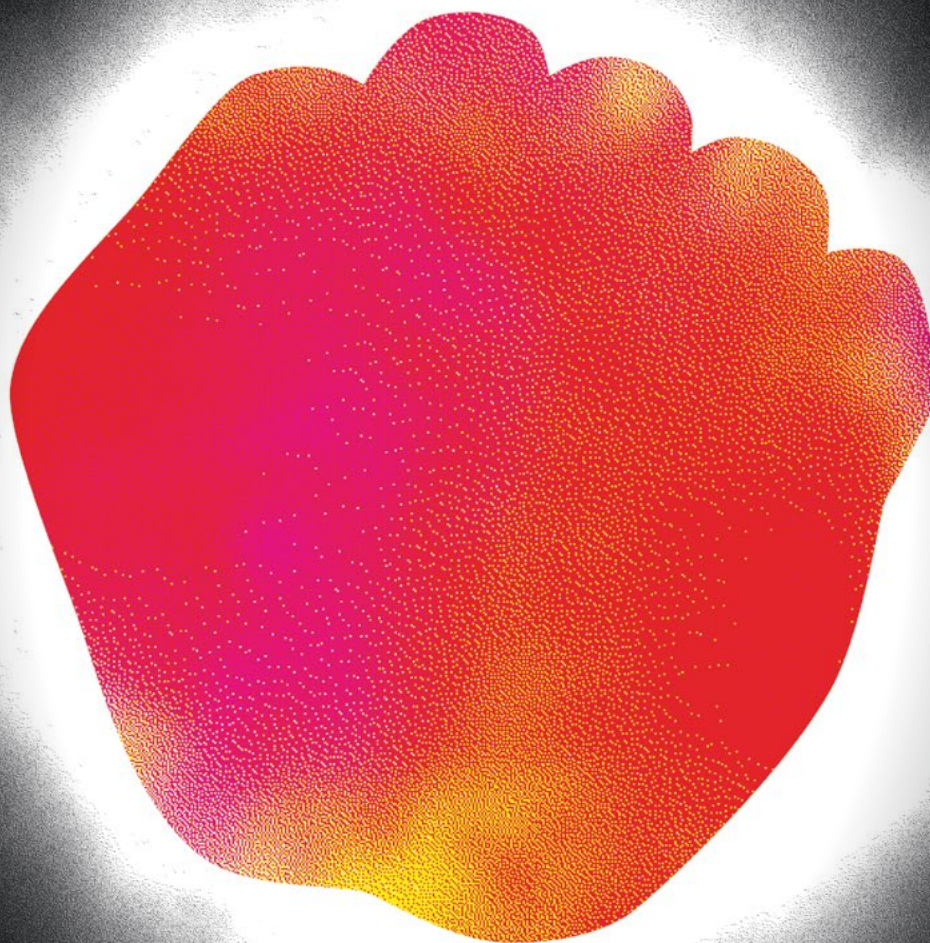
Nous n'avons certes pas l'intention de donner une réponse définitive à ces questions complexes dans ce dossier. Mais il nous semblait essentiel de bien nourrir la réflexion. Paradoxalement, le populisme a beaucoup intéressé des intellectuel-le-s qui essaient de le comprendre et de s'en approprier, quitte à ce que ce discours s'éloigne de celles et ceux qu'il concerne. Il est aussi vécu au quotidien par les personnes qui font de la politique et qui en voient les avantages et les inconvénients.

Chose certaine, il peut sembler tout aussi difficile à rejeter en bloc qu'à adopter sans réserve. Nous espérons que les textes de ce dossier puissent vous permettre de jeter un regard différent sur un phénomène parfois difficile à circonscrire en raison de la multiplicité des formes dans laquelle il se présente. 

LE CRI DU PEUPLE

Benoît Coutu, professeur associé au Département de sociologie de l'UQAM

Depuis l'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis en 2016, le mot « populisme » est sur toutes les lèvres. Loin d'être une nouveauté – nous en retrouvons des traces au 18^e siècle autour de la Révolution française –, le terme est principalement associé, dans l'univers médiatique actuel, à des idéologies de droite ou d'extrême droite.



Utilisé la plupart du temps par des chroniqueurs et chroniqueuses sous un angle négatif pour disqualifier un mouvement, un parti ou une personnalité politique qui ferait référence au peuple afin de légitimer l'existence d'un programme politique jugé controversé puisqu'allant à l'encontre de l'idéologie néolibérale dominante, il menacerait pour cette raison la démocratie libérale telle que nous la connaissons.

Preuve en est le nombre d'ouvrages ou d'articles récemment publiés qui abordent les enjeux liés à l'articulation entre populisme et démocratie¹. Il y a eu toutefois dans les dernières années l'émergence de partis politiques se revendiquant ouvertement d'un populisme de gauche, les exemples les plus cités étant Podemos en Espagne et La France insoumise en France. De ce côté de l'Atlantique, Québec solidaire s'en revendiquerait aussi et a été critiqué dans des journaux québécois notamment pour cette raison².

UN MOMENT À SAISIR

Si les populismes de droite prennent généralement source dans les mouvements fascistes du début du 20^e siècle, le populisme dit de gauche, expression hautement contestée³, aurait pour source les expériences politiques bolivariennes au Venezuela et en Bolivie, et il se serait répandu en Europe occidentale et en Amérique du Nord à travers la diffusion des ouvrages d'Ernesto Laclau et de Chantal Mouffe.

En valorisant ce type de populisme, ces deux philosophes proposent à la fois une critique, un dépassement et un renouvellement des forces de gauche. Précédé de nombreux autres ouvrages dans lesquels ces deux auteur·e·s ont progressivement construit cette proposition politique pratique, l'ouvrage phare auquel on peut référer est celui de Chantal Mouffe, *Pour un populisme de gauche* (Albin Michel, 2018).

Nous pouvons résumer les idées qui soutiennent cette hypothèse populiste de gauche en cinq points:

1. La crise financière de 2008 a débouché sur une crise de l'hégémonie néolibérale, ce qui a permis une ouverture à un «moment populiste»;
2. La gauche socialiste orthodoxe, traditionnellement fondée sur l'opposition gauche/droite, n'arrive pas à saisir ce moment en raison, premièrement, de l'essentialisation de la classe sociale inhérente à son idéologie politique, et deuxièmement par son incapacité à comprendre que la nouvelle domination s'effectue hors des processus de production économique;
3. Cette incapacité est redoublée par le fait que cette gauche traditionnelle s'est repositionnée au centre du spectre politique en acceptant nombre de prémisses de l'idéologie néolibérale. Ce faisant elle s'est fondue dans une mouvance social-démocrate «post-politique» qui l'indifférencie des autres tendances de centre-droit puisque devenue un simple réformisme economiciste.

Bref, elle s'est d'elle-même neutralisée politiquement en adoptant une posture consensualiste;

4. Le politique étant par nature agonistique et non consensuel, il est nécessaire de ramener la distinction entre amis et adversaires politiques, ce qui implique de comprendre que la nouvelle rupture politique est dynamisée par la frontière entre élites et peuples;
5. En conséquence, il est nécessaire de reformuler un projet socialiste qui repose sur une radicalisation démocratique fondée sur la création du «peuple» comme stratégie discursive intégrant la pluralité des demandes et des acteurs.

En résumé, l'argument est le suivant: nous sommes présentement dans un «moment populiste» que la gauche socialiste doit saisir afin de contrer le spectre d'une «droitisation du monde» qui plane au-dessus de nos têtes comme une épée de Damoclès. Pour ce faire, nous devons voir la crise de l'hégémonie néolibérale comme une ouverture à de nouvelles possibilités démocratiques.

Dès lors, il importe de saisir cette opportunité afin de transformer notre conception libérale et consensualiste du politique en lui réintégrant sa dimension agonistique fondée sur le rapport conflictuel entre adversaires (et non ami/ennemi), entre autres par la reconnaissance de la centralité des passions et des affects comme dynamique politique⁵, laquelle serait dorénavant fondée sur une rupture politique entre «élites» (oligarchies ou «castes») et «peuples».

Toutefois, afin de redéfinir un projet socialiste radical et de reformuler une démocratie plurielle qui sied à notre époque de crise généralisée, il est avant toute chose nécessaire de produire discursivement ce qu'est le «peuple», et ce, afin d'y inclure «la pluralité des agents sociaux et leurs combats»⁶. Cette production du peuple est une stratégie discursive qui permettrait alors de refonder la démocratie en rétablissant une nouvelle frontière politique située entre «le peuple» et «l'oligarchie»⁷.

En objectivant de cette façon le théâtre des luttes idéologiques, cette stratégie inaugurerait un «retour du politique». Ce n'est qu'ainsi qu'un nouveau projet socialiste pour le 21^e siècle réussira à réunir les «variétés démocratiques» en établissant une chaîne d'équivalence entre les demandes hétérogènes⁸.

POPULISME DE GAUCHE ET « DROITISATION » DU MONDE

Dans l'espoir de revitaliser une démocratie à bout de souffle, Laclau et Mouffe présentent une théorie politique du populisme de gauche qui a une visée pratique en ce qu'elle cherche à dépasser, dans les discours militants comme sur le terrain des luttes, les limites auxquelles fait face la gauche traditionnelle au tournant du millénaire.

Bien que les deux auteur·e·s soient critiqués d'un côté par des courants plus radicaux, car ils n'appellent pas à dépasser le capitalisme, la démocratie et l'État, et de l'autre côté par des

courants libéraux, car ils placent le conflit idéologique au cœur du politique, notre époque semble toutefois donner raison à Chantal Mouffe lorsqu'elle affirme qu'on ne doit pas laisser les partis de droite et d'extrême droite accaparer les passions et les affects politiques.

Nous en avons pour exemple les résultats électoraux dans la plupart des pays occidentaux, des gouvernements fascistes de l'Europe centrale aux partis fascisants en Europe de l'Ouest et dans les Amériques. Cet appel à entendre ce qu'il y a derrière les cacophonies de droite doit être pris au sérieux si nous voulons sauver notre commune humanité des affres de régimes génocidaires et ainsi assister passivement à l'érection de nouveaux totalitarismes. 

1. Voir Jacques Rancière, *Les Scènes du peuple*, éditions Horlieu, 2013 ; Jean-Luc Nancy, « Populisme et démocratie », *Libération*, 4 novembre 2018.

2. Voir Antonin-Xavier Fournier, « Vers un populisme de gauche au Québec ? », *Le Devoir*, 8 janvier 2019 ; Fabien Deglise, « Un populisme distinct », *Le Devoir*, 2 février 2019 ; Jocelyn Maclure, « Le pacte faustien du populisme de gauche », *La Presse+*, 2 mars 2019 ; Gérard Bouchard, « Un populisme québécois ? », *La Presse*, 31 mai 2019.

3. Édouard Delruelle, « Populisme de gauche ou contre-populisme », en ligne, blogs.ulg.ac.be/edouard-delruelle/populisme-de-gauche-contre-populisme ; Bernard Poulet, « Un populisme de gauche est-il possible », *Le Débat*, vol. 2, n° 204, 2019, p. 170-188.

4. François Cusset, *La droitisation du monde*, Paris, Textuel, 2016.

5. Chantal Mouffe, « Le politique ou la dynamique des passions », *Politique et sociétés*, vol. 22, n° 3, 2003, p. 143-154.

6. Mouffe, *op. cit.*, 2018, p. 13.

7. *Ibid.*, p. 17.

8. *Ibid.*



MALADIE OU SALUT DE LA DÉMOCRATIE ? FAUSSE QUESTION, MAUVAISES RÉPONSES

Federico Tarragoni, maître de conférences en sociologie et directeur du Centre de recherches interdisciplinaires sur le politique (CRIPOLIS)

Le populisme est d'actualité. Mieux dit : il ne cesse d'être d'actualité. Peu d'enjeux du débat public sont aussi systématiquement actuels. À tel point que le sociologue est interpellé moins par son actualité que par sa récurrence : pourquoi le populisme ne cesse-t-il de faire la une ? Peut-être est-ce l'actualité qui fait la question populiste ; et le populisme, un concept qui sert davantage qu'à l'éclairer, à la renvoyer à la déraison.

Mot-insulte, pathologie de l'extrême droite et de l'extrême gauche, fièvre de démagogues aux penchants autoritaires, dérive de nos démocraties par excès de souveraineté populaire : tout peut être désormais potentiellement taxé de populisme. Davantage qu'un concept, ce terme sert aujourd'hui à juger de la « bonne » présence du peuple en démocratie, c'est-à-dire de la dose de contestation populaire dont la démocratie, tel un système homéostatique, peut s'accommoder sans péril.

Cependant, au-delà de ses usages polémiques, le populisme définit-il véritablement quelque chose ? Et s'il désigne une manière spécifique de faire de la politique, quelles sont ses logiques d'action ? Depuis les travaux d'Ernest Gellner et Ghita Ionescu, de Gino Germani et Margaret Canovan, les *populist studies* n'ont cessé de chercher des réponses à ces questions.

Mais ils ont succombé, bien souvent, à la tentation de juger le phénomène avant de le comprendre. Cet écueil a donné lieu à deux modes d'analyse bien connus aujourd'hui : l'un, hégémonique, considère le populisme comme une maladie de la démocratie ; l'autre, minoritaire, le juge comme le salut à venir de nos démocraties malades. L'un est bien représenté, parmi une multitude de publications récentes, par l'ouvrage *Qu'est-ce que le populisme ? Définir enfin la menace* de Jan-Werner Müller (Premier Parallèle, 2016). L'autre puise ses racines dans la théorie politique d'Ernesto Laclau et est aujourd'hui bien représenté par Chantal Mouffe, auteure de *Pour un populisme de gauche* (Albin Michel, 2018).

Maladie ou salut ? D'un point de vue politique, la question est centrale, mais d'un point de vue sociologique, elle est mal posée. Là où la sociologie invite à déduire les enjeux politiques d'un phénomène d'une analyse scientifique de ses manifestations passées et présentes, l'opposition « maladie vs salut » conduit à faire l'inverse. Avec un double effet pervers : le débat public tourne à vide et devient lassant, et les sciences sociales, en cherchant à l'imiter, deviennent incapables d'y contribuer et perdent leur originalité.

QUE CROIT-ON SAVOIR DU POPULISME ?

Il faut procéder de toute urgence à une reconstruction intégrale de ce concept, à l'écart des voies balisées. Comment faire ? En suivant les consignes d'Émile Durkheim dans *Les règles de la méthode sociologique* : on critique les prénotions de sens commun touchant un phénomène social donné ; on construit ensuite, à l'aide d'une enquête scientifique, un concept sociologique permettant de l'appréhender.

Première étape, donc, la déconstruction des prénotions. Elles se déclinent en quatre axiomes largement partagés : 1) le populisme serait essentiellement démagogique, se réduisant à une rhétorique électorale caractérisée par une interpellation directe du peuple ; 2) le populisme serait trans-idéologique ou post-idéologique : seul parmi tous les phénomènes politiques de notre présent, il pourrait se décliner à l'extrême droite et à l'extrême gauche ; 3) le populisme caractériserait des démocraties « illibérales », alchimie perverse de démocratie et d'autoritarisme ; 4) le populisme serait fondamentalement pathologique : même s'il met en jeu une légitimité démocratique, il enterre toujours les démocraties. Chacune de ces propositions est aporétique – autrement dit, elle conduit à des problèmes logiques sans issue.

Le populisme est démagogique : pourquoi ne pas utiliser alors le concept de démagogie à sa place ? Et même à supposer que le populisme, en tant que manifestation essentiellement démagogique, commence toujours lorsqu'un leader appelle le peuple, pouvons-nous mettre sur le même plan analytique des appels idéologiquement différents comme ceux de Jules César, Jean Jaurès, Georges Boulanger, Charles de Gaulle, Pierre Poujade, Staline, Hitler, Mussolini, Le Pen, Berlusconi, Trump, Sanders... ? C'est difficile à croire. Comment amalgamer sous un même concept les différents sens politiques de chaque appel, et par conséquent les différents « peuples » invoqués ? De même, le libéralisme n'est pas la politique des dirigeants qui invoquent le mot « liberté » en politique. Sinon, il serait pratiquement consensuel !

Le populisme est trans-idéologique ou post-idéologique : comment un même phénomène politique, défini par le même concept, pourrait-il décrire des formations idéologiquement opposées comme les partis néonazis FPÖ, AfD et Aube dorée, et les mouvements d'extrême gauche Podemos, Syriza et La France insoumise ? L'amalgame que sous-tend le concept de populisme conduit de facto à confondre toutes les alternatives, démocratiques et autoritaires, progressistes et réactionnaires, à la politique néolibérale.

Le populisme est une alchimie de démocratie et d'autoritarisme. Aussi toutes les démocraties illibérales de notre temps, légitimées par l'idée d'un « peuple homogène » rangé derrière son chef, seraient des régimes populistes. Populistes ou fascistes ? Populistes ou autoritaires ? Que reste-t-il de « démocratique » dans des gouvernements substantiellement autoritaires, comme la Russie de Poutine, la Hongrie d'Orbán ou le Venezuela de Maduro, qui ne conservent de la démocratie que le principe formel de l'élection ?

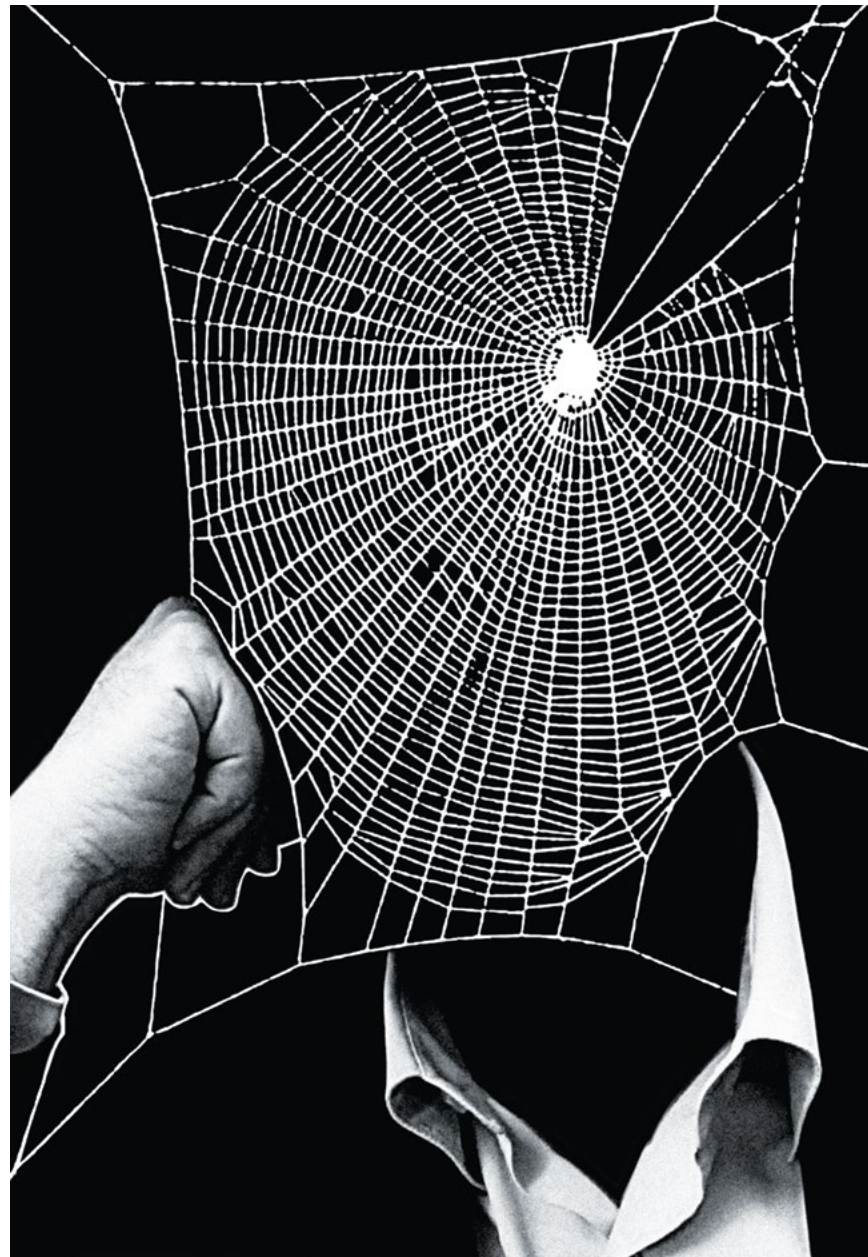
Le populisme est une pathologie de la démocratie représentative. Quand bien même nous pourrions analyser scientifiquement un phénomène par la menace qu'il est censé engendrer, que recouvre-t-elle exactement ? Récemment, tous les mouvements sociaux qui ont critiqué le néolibéralisme au nom du « peuple démocratique » ont été traités de populistes et assimilés à une menace : les mouvements contre la Constitution européenne de 2005, le mouvement référendaire en Italie de 2012, les mouvements des places (Indignados, Occupy Wall Street, Nuit debout), les Gilets jaunes en France... Mais que serait-ce une démocratie sans conflits sociaux ?

PETITE HISTOIRE DU POPULISME

Autant de questions sans issue. Afin de comprendre ce qu'est le populisme, il faut s'y prendre autrement. Comme tout phénomène social et politique, le populisme est défini, tout d'abord, par son historicité. Il faut donc revenir à son passé et en tirer une compréhension sociologique. Or, il y a trois « moments historiques » du populisme qui font consensus parmi les spécialistes : ce sont eux que le sociologue doit comparer scientifiquement.

Le premier est le *narodnichestvo* (1840-1880), mouvement d'intellectuels russes souhaitant mieux connaître la paysannerie opprimée, pour la persuader de se soulever contre le tsar et de bâtir une démocratie sociale. Les *narodniki* insistent sur le fait que la paysannerie russe, malgré sa condition politiquement dominée, dispose d'une organisation sociale démocratique, le « mir » (la coopérative rurale), qui la prédispose au socialisme.

Le People's Party états-unien constitue, à la fin du 19^e siècle, le deuxième moment historique du populisme. Ce mouvement politique éphémère, dominé par des fermiers endettés qui protestent contre la libéralisation et la financiarisation croissante de l'économie américaine, cherche à créer de nouveaux droits civiques (le droit de vote pour les femmes, l'élection directe du Sénat), économiques et sociaux (résumés dans le programme de « socialisation de la monnaie »).



Le troisième moment est le populisme latino-américain, qui constitue la consolidation politique et institutionnelle du phénomène. Entre les années 1940 et 1960, tous les pays d'Amérique latine connaissent une expérience populiste de gouvernement : le péronisme argentin, le gétulisme brésilien, le cardénisme mexicain, le vélasquisme équatorien, l'adécisme vénézuélien, etc. Tous ces gouvernements essaient, à l'image du People's Party, d'élargir les droits sociaux pour les masses populaires.

Ils créent la première législation sociale sur le travail et les premiers systèmes de sécurité et de protection sociales, en donnant un pouvoir de négociation considérable aux syndicats ouvriers. Revers de la médaille, ils cherchent à garder, sous une forme semi-corporative, une forte emprise sur ces organisations. S'en dégage une tension entre, d'un côté, un renforcement objectif

des dynamiques émancipatrices dans les masses subalternes et, de l'autre, une plus grande présence de l'État dans la vie sociale. Le populisme en Amérique latine fut ce champ de contradictions entre une radicalisation de l'horizontalité démocratique et de la verticalité étatique.

LE PEUPLE CONTRE L'ÉLITE

Quelle définition du populisme tirer de la comparaison de ces expériences historiques? Il apparaît comme un mode d'action politique inspiré par l'utopie d'une démocratie radicale. Son idéologie vise à radicaliser la démocratie, à la rendre plus égalitaire, plus juste, plus inclusive: il s'agit de revenir à une démocratie «à la racine». Cela infirme la thèse de la «maladie populiste»: le populisme fut historiquement tout le contraire, et ne peut être que le contraire.

C'est en ce sens d'ailleurs qu'il faut comprendre l'opposition du populisme au libéralisme. Les acteurs populistes critiquent ce dernier non seulement en tant que politique du laisser-faire économique, mais également en raison de la place strictement marginale qu'il laisse au peuple. Dans la démocratie libérale, le demos est subsumé dans la relation de représentation, assumée dans son caractère essentiellement aristocratique: la démocratie libérale se réduit à un gouvernement représentatif des «meilleurs». Le populisme critique cette tendance aristocratique du libéralisme pour lui opposer un demos constituant, pensé à partir de la situation de la plèbe paupérisée par la politique du laisser-faire.

D'où l'opposition peuple-élite: dans le populisme, la plèbe est censée former un demos constituant qui s'oppose à une élite considérée comme l'émanation d'une démocratie purement formelle. Cette acception spécifique de l'opposition «peuple vs élite» différencie le populisme d'autres idéologies où cette même opposition est présente. Ainsi en est-il du nationalisme, où l'ethnos, jugé au fondement de la nation, s'oppose à une élite pensée avant tout dans ses velléités cosmopolitiques. Ainsi du socialisme, où la plèbe est censée former un demos constituant, mais celui-ci s'oppose à un ordre propriétaire assimilé au capitalisme.

Là où le socialisme et le communisme réduisent la démocratie «formelle» à l'ordre propriétaire capitaliste (la «démocratie bourgeoise») et ambitionnent de rendre la démocratie «réelle» par l'abolition de l'exploitation de classe, le populisme fait l'inverse: son idéologie est indifférente à la question capitaliste et est toute tournée vers la radicalisation de la «démocratie formelle». Ainsi de l'anarchisme enfin, où la plèbe est censée former un demos constituant mais, différemment du populisme et du socialisme, celui-ci s'oppose à toute forme de domination, assimilée à la raison gouvernementale et étatique.

Par contre, l'aspiration démocratique du populisme s'avère difficilement compatible avec la raison étatique: le corporatisme des gouvernements latino-américains est là pour le prouver. S'il n'est assurément pas une maladie de la démocratie, le populisme n'en est pas non plus son salut. Quels enjeux tirer de cette comparaison historique pour le présent? Une conclusion radicale: tous les mouvements politiques qui sont aujourd'hui indifférents, voire opposés

à la démocratie radicale, ne peuvent pas, en tout état de cause, être définis comme populistes.

Deux grandes polarités caractérisent, en ce sens, notre politique contemporaine: d'un côté, celle entre les extrêmes et le centre néolibéral concernant les politiques économiques; de l'autre, celle entre les extrêmes eux-mêmes concernant la politique démocratique. Ainsi, d'un côté, les extrêmes se rejoignent dans leur critique de la politique néolibérale du centre droit et du centre gauche, comme le montrent, en France par exemple, certaines affinités entre le Rassemblement national (ancien Front national) et La France insoumise. De l'autre, ils sont en lutte sur les «peuples» qu'ils défendent et sur l'alternative à la politique néolibérale qu'ils prônent: un peuple ethno-national et une alternative souverainiste ou un peuple plébéen et une alternative radicalement démocratique. 

Federico Tarragoni
*L'esprit démocratique
du populisme*



POUR ALLER PLUS LOIN

Publié le 7 novembre 2019 aux éditions La Découverte, le livre de Federico Tarragoni, *L'esprit démocratique du populisme*. Une nouvelle analyse sociologique

LE PEUPLE DE CHARTRAND

Marc-André Cyr, historien des mouvements sociaux

« *Mes très chers frères, mes très chères sœurs...* »

C'est ainsi que Michel Chartrand commençait la grande majorité de ses discours. Dès ses premiers mots, on ne pouvait qu'être impressionné par le charisme et l'énergie de cet homme. Le peuple de Chartrand, c'était en fait toute l'humanité.

Et pour être certain qu'on comprenne bien la portée de ses propos, Chartrand enchaînait généralement ses discours avec un extrait de la Déclaration universelle des droits de l'Homme: « *Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits.* » Il déclarait ces lignes d'une telle manière qu'on avait l'impression de les entendre pour la première fois de l'histoire.

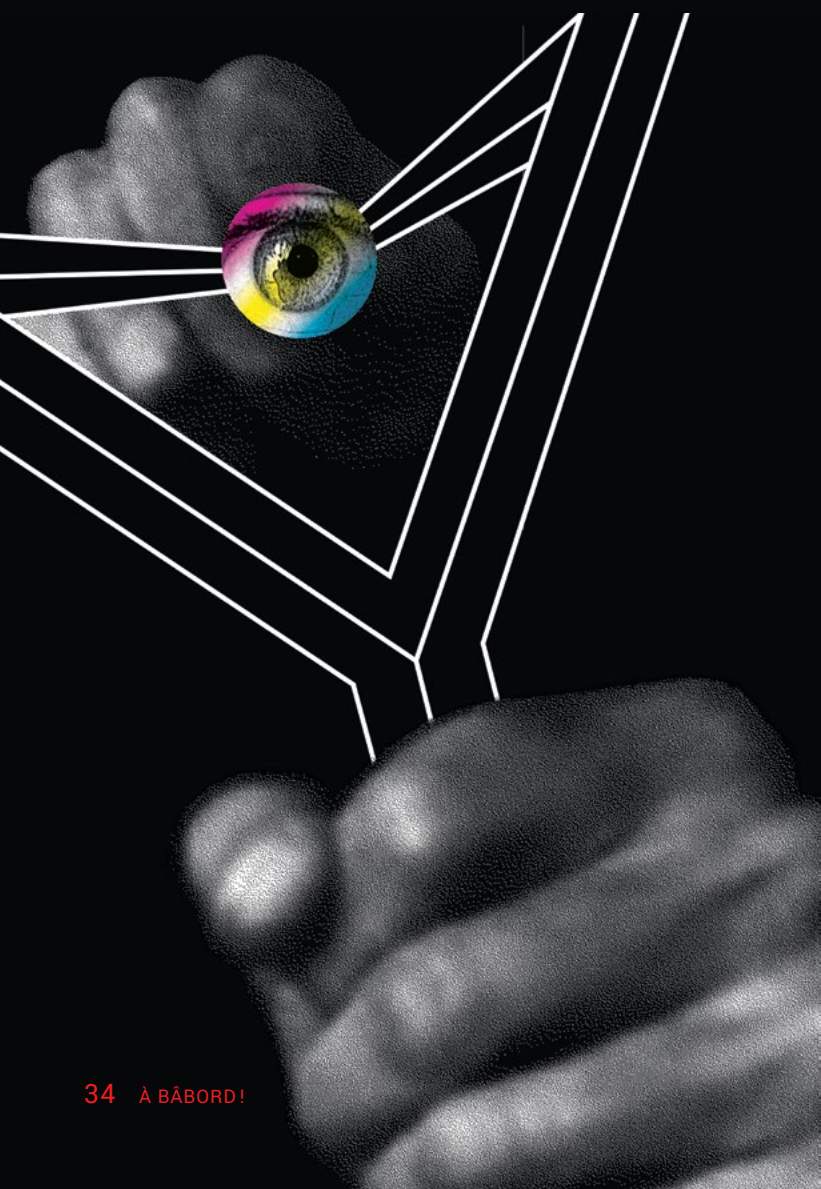
Si ce n'était du ton fulminant et du regard enflammé l'accompagnant, cette ouverture pourrait laisser croire que Chartrand était un libéral « de gauche » tout aussi banal que les autres, un de ceux qui, comme il le dénonçait, « *collaborent avec le pouvoir* ». Tout progressiste conséquent soutient effectivement les droits de la personne, quitte à en faire une simple question de principe.

LE PEUPLE HUMAIN

Pour Chartrand, les droits de la personne et l'égalité doivent s'incarner dans la réalité de tous les jours. Chartrand était chrétien – il trouvait le Christ « *sympathique* » – et n'aimait pas que les marxistes veuillent en finir avec la religion. Mais l'humanité, même unie sous la gouverne de Dieu, se divise en classes sociales. Ainsi, Chartrand s'opposait tout autant à l'universalisme abstrait des chrétiens qu'à celui des bourgeois libéraux: « *Comme si l'exploiteur et l'exploité avaient tous deux le même cœur.* »

C'est pourquoi il a été des luttes syndicales, populaires, internationales, humanitaires, féministes, autochtones, indépendantistes tout au long de sa vie. Il voyait le capitalisme comme un « *marché des esclaves* » et un système « *amoral, asocial et apatride* ». Il faut se battre, disait-il, chaque jour et en permanence afin de préserver le peu de dignité et de liberté qui nous restent. Et s'il faut à l'occasion « *étamper* » ou « *botter le cul* » de ses adversaires, braver la loi, passer à l'action directe, voire, dans le contexte des régimes dictatoriaux, prendre le maquis, Chartrand ne s'y opposera pas, bien au contraire: « *Jamais on ne me fera cracher sur les gars qui posent des bombes. Ils ont le droit de ne pas être contents, ces gens-là. Le système capitaliste est fondé sur la violence et il engendre nécessairement la violence.* »

Le peuple est dominé par la classe politique et les élites financières. Le peuple « *réellement existant* » (pour paraphraser



la formule consacrée) doit s'émanciper du système capitaliste, mais aussi de lui-même. Il n'est pas une entité à protéger ou à conserver telle quelle parce qu'elle aurait une quelconque valeur « en soi ». Il est en devenir...

PAR ET POUR LE PEUPLE

Contrairement aux populistes de droite, Chartrand n'instrumentalise donc pas la culture ou le sens commun populaire afin de se donner raison. Cette culture populaire est aussi celle de la servitude, et le « gros bon sens » est corrompu par la pensée égoïste et compétitive. Le sophisme de l'*argumentum ad populum* lui est étranger (ou presque). Il n'appelle pas la majorité pour soutenir ses raisonnements. En fait, c'est plutôt l'inverse qui est vrai. Chartrand détestait les consensus. La démocratie, c'est le débat. Il a dénoncé toute sa vie le peuple québécois « *peureux et colonisé* », lui reprochant son individualisme, son manque de courage, son mauvais traitement des minorités, son machisme, son manque de solidarité et de conscience internationale.

Ce qui l'intéresse dans le peuple, c'est la possibilité d'y trouver l'outil du changement : la classe ouvrière. Chartrand ne s'identifie donc pas à l'ensemble de la nation québécoise, de bas en haut sans plus de nuance. Il s'inscrit, comme dirait Walter Benjamin, dans la mémoire des vaincus : les Autochtones spoliés, les colons exploités, les travailleurs en grève, les déserteurs, les pauvres, les femmes et les immigrants. Il s'identifie à cette partie du peuple qui est victime de la hiérarchie et qui refuse sa condition. Le passé qui l'inspire, ce n'est pas celui des « grands ». Le Québec a d'ailleurs selon lui une part d'ombre dans son passé : *« C'est cela notre civilisation, c'est cela la base de notre civilisation. Ce n'est pas une civilisation chrétienne mais une civilisation de barbares blancs qui ont conquis des peuples plus faibles et qui les ont volés par la force d'arme, avec une façade de christianisme comme on a encore une façade de démocratie. »*

Le peuple « *tel-qu'il-est* » doit se renier puis se transformer afin de devenir « *tel-qu'il-devrait-être* ». Il doit s'arracher à lui-même par une libération économique, sociale et politique qui le transformera radicalement. Ce changement ne viendra pas d'en haut : *« L'émancipation des travailleurs, comme disait Marx, sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. »* Chartrand ne désire pas seulement l'élection d'un parti de gauche qui ferait quelques changements le temps de son mandat, il aspire à un réel changement social et politique : *« Pas surveiller le pouvoir, exercer le pouvoir »,* car *« on ne s'en sortirait même pas avec un parti socialiste »*. Il faut que ce soit le peuple lui-même qui « *brasse ça* ». La démocratie radicale semble être ici l'avenue pour le futur – *« toute vraie démocratie est socialiste; tout vrai socialisme est démocratique »*. La classe ouvrière doit mettre en place une « *machine électorale* » permettant aux travailleurs et travailleuses de prendre le pouvoir via différents comités



Michel Chartrand, président du Conseil central de Montréal en 1973. Photo : Marc Comby (CC BY-SA 4.0).

(chômeurs, locataires, populaires, communautaires, syndicats) et de reprendre possession des entreprises via les comités de travailleurs-euses et l'autogestion généralisée de la société.

UNE ÉMANCIPATION SANS FRONTIÈRES

Chartrand est bien sûr particulièrement concerné par le sort du peuple québécois. Celui-ci doit s'émanciper du colonialisme canadien. Le nationalisme de Chartrand n'est toutefois pas bourgeois. Pendant toute sa vie, il va critiquer le Parti québécois et son souverainisme sans réelle émancipation économique et sociale. Le pays de Chartrand est concret, matériel et vivant. Il est, pour reprendre les mots d'Élisée Reclus, la « *terre qui nous a nour-*

ris » et le langage « *qui nous a bercés* ». Il ne s'agit donc pas de se donner un État « comme les autres », comme le disent les nationalistes, mais d'arracher le pays réel aux colonisateurs et aux exploiters pour le mettre entre les mains du peuple qui l'habite. Les exploiters – les « *pourris* » et les « *fascistes* » – sont aussi québécois. L'émancipation du peuple repose donc sur le prolétariat, elle est une division à dépasser au sein même de la nation.

La libération doit se faire à la fois à l'échelle nationale et internationale. Fidèle à la pensée anticoloniale, elle est liée aux autres peuples du monde. *« Des commandos viennent de partout. J'ai dit à quelques-uns de ces volontaires : "En aidant les Palestiniens, c'est le Québec que vous aidez aussi à se libérer !" »* Chartrand va appuyer les combats des Vietnamiens, des Chiliens, des Irlandais, des Mohawks et des travailleurs et travailleuses du monde entier. Il va même affirmer que les combattants de l'opération de Munich, qui ont tué cinq athlètes olympiques israéliens en 1972, sont des « *patriotes et des héros* » qui avaient des intentions « *hautement humanitaires* ».

Derrière la nation, le peuple; derrière le peuple, la classe sociale; et par-delà la classe, l'humanité retrouvée. Et à chacune de ces étapes, Michel Chartrand nous crie à tue-tête de ne pas écouter les « *petits messieurs éduqués tout croche* », les « *pouilleux* », les « *complices* » et les « *commis de compagnie* »... Radical, anti-élite, anticapitaliste, anti-impérialiste, nationaliste : Chartrand, populiste de gauche ? Sans doute. Populaire ? Assurément. Mais il était surtout socialiste et indépendantiste. Et détestait les étiquettes. Il a constaté, de l'intérieur du peuple, que l'injustice régnait. Il a compris que la classe ouvrière organisée pouvait mettre fin à la domination des puissants. 

ENTRETIEN AVEC CATHERINE DORION

COMMENT DIRE LES CHOSES AUTREMENT EN POLITIQUE ?

Propos recueillis par Claude Vaillancourt ◀

Pour le meilleur et pour le pire, de l'intérieur ou de l'extérieur, Québec solidaire est parfois associé au populisme de gauche. Chose certaine, le défi de faire connaître et apprécier un programme politique considéré par plusieurs comme radical est toujours grand. Nous discutons de la question avec la députée Catherine Dorion qui, de son côté, a été souvent confrontée à un populisme... de droite.

À bâbord ! : Québec solidaire a un message considéré comme assez radical qui effraie une certaine partie de la population – les élites économiques plus particulièrement. Quelle a été votre stratégie pour le rendre plus digeste et accessible ?

Catherine Dorion : En ce qui nous concerne, nous les député·e·s, c'est par une division efficace du travail. Chacun·e est le porte-parole de ses dossiers. Nous sommes un parti décentralisé dans notre façon de fonctionner ; nous n'avons pas une façon unique de parler, de prendre la parole. Personne ne nous dit : voici comment nous allons livrer le message. Nous échangeons nos arguments, nous nous partageons les notes de recherche. Nous choisissons un angle particulier, nous privilégions certains aspects. Il y a autant de façon de procéder qu'il y a de porte-parole. Bien sûr, il y a les deux porte-parole officiels. Mais si je dois m'exprimer, par exemple, sur la crise des médias, personne ne me dira comment procéder. Je connais évidemment la position de QS et je consulte tout le monde – le caucus, les employé·e·s – si je dois ajouter du nouveau. La sagesse collective arrive à une prise de position. Comme j'ai beaucoup creusé le dossier, il est clair que ma position compte pour beaucoup. Quand il faut défendre le dossier, je le fais à ma façon. Pour les autres, c'est la même chose.

ÀB ! : L'accessibilité du message de QS est donc liée à une forme de souplesse dans l'application de la ligne de parti ?

C.D. : Oui, en effet.

ÀB ! : Dans plusieurs pays, c'est une droite radicale et populiste qui recueille le vote des déçus et des laissés-pour-compte de la mondialisation néolibérale. Considérez-vous que c'est aussi le cas au Québec ?

C.D. : Un intellectuel québécois dont j'ai oublié le nom disait que le Québec a l'avantage d'avoir un retard historique. Ce qui est moins



Photo : Québec Solidaire.

vrai aujourd'hui, parce que tout va plus vite, tout se diffuse plus vite, les idées politiques et ce qui alimente les grands mouvements. Mais ce décalage nous a permis de voir arriver ce qui provient de la France, des États-Unis, entre autres, notamment une droite identitaire qu'on appelle «populiste»... Au Québec, on ne sait pas trop si François Legault peut être rattaché à ces mouvements. Mais c'est le cas des chroniqueurs et des chroniqueuses de radio à Québec et de ceux et celles de Québecor. Nous avons là du vrai populisme ! Ce phénomène existe depuis longtemps. Ces gens-là font de la politique tout autant que

François Legault et Simon Jolin-Barette. Ils font accroire qu'ils sont les chiens de garde de la démocratie, qu'ils demandent au pouvoir de rendre des comptes. Mais ce sont eux qui devraient rendre des comptes, après tout le travail de modelage de l'opinion publique qu'ils ont accompli, un travail militant, constant, appuyé par des fonds généreux – tout ceci a un effet sur le public. Bien sûr, la popularité des idées de la droite radicale n'est pas liée à ce facteur unique. Il y a aussi des enjeux économiques, sociaux, il y a la présence de mouvements beaucoup plus profonds.

ÀB ! : Vous vivez justement à Québec, au royaume de la «radio-poubelle». Vous n'avez jamais eu peur d'aller confronter ces médias, de répondre à leurs invitations. Vous avez même tenu une chronique dans une de ces radios. Que retirez-vous de cette expérience ?

C.D. : C'était une expérience très intéressante ! Je ne regrette rien, je serais même prête à réessayer. Hannah Arendt parlait de la banalité du mal et de comment les gens pris dans certains systèmes, qui se trouvent à être des acteurs de mouvements politiques, deviennent néfastes, entre autres en perpétuant des discours haineux, comme celui qu'on entend dans les radios privées de Québec. Mais en même temps, les personnes qui sont dans ces structures ne sont pas de mauvaises personnes... enfin, pour la plupart. ▶



Il faut avoir un esprit très, très ouvert pour voir quelque chose de bon chez certaines d'entre elles! Prenons par exemple l'animateur Sylvain Bouchard, avec qui j'ai partagé le micro. Malgré tout ce que je pourrais lui reprocher, je dois dire que quand je l'avais devant moi, je ne pouvais pas penser qu'il était un mauvais gars. Il joue son rôle d'animateur dans une station de radio de droite, il doit bien le jouer, peut-être sans se poser de questions sur ce que ça donne. Me rendre compte de tout ça m'a beaucoup apporté. J'ai constaté que la tentation est grande de s'acharner contre ces individus, de ne faire que cela. Bien sûr, ils ont souvent besoin d'être remis à leur place, mais ça devient contre-productif de leur accorder trop d'importance. Si on y tient, il faudrait plutôt s'attaquer à ce qui permet à ces médias de répandre du mal.

AB! : QS a toujours soutenu le scrutin proportionnel. Avec la popularité de la radio de Québec, est-ce que cela ne permettrait pas de donner naissance à un parti populiste d'extrême droite ?

C.D. : Le scrutin proportionnel permet à des idées plus radicales d'émerger. Cela ne favorise pas la politique beige et centriste. C'est un risque que nous assumons pleinement. Nous faisons confiance en la démocratie. Nous faisons confiance aux Québécois-es. Quand on fait de la politique, on est scruté de près et on doit rendre des comptes.

AB! : Est-ce que vous considérez que QS a une stratégie populiste de gauche ?

C.D. : Le mot «populiste» est problématique. Il peut être pris dans plusieurs sens. Une des définitions qui me conviendrait c'est : «Faire appel aux émotions dans le but de créer un mouvement populaire». Le populisme, tel qu'on le comprend maintenant, est beaucoup associé au populisme de droite, qui désinforme, s'acharne sur des minorités, défend des opinions qui s'opposent aux faits. Tout cela est très négatif. Pour quelqu'un qui cherche la vérité, qui veut de la franchise, du réel et une vision plus profonde des choses, ce n'est pas bon. On ne veut pas s'associer à ce mot. Cela peut devenir un problème quand les journaux et les revues comme la vôtre nous demandent : êtes-vous des populistes de gauche ? Mais revenons à l'idée de faire appel aux émotions. On dit que les émotions permettent de manipuler les gens. Mais la droite ne manipule pas seulement avec des émotions. Elle y arrive aussi avec des idées, avec la raison. Moi, je ne cherche surtout pas à manipuler les gens. Ce que j'assume cependant, c'est de dire que la politique ne se fait pas seulement avec des arguments rationnels. La crise du climat en est un bon exemple : tous les arguments rationnels sont du côté des environnementalistes. Mais les gouvernements ne font rien et agissent comme s'ils étaient des climatosceptiques. Ils peuvent se le permettre parce qu'ils sont les plus forts. On a beau avoir raison, ça ne suffit pas pour eux. Il faut à notre tour être les plus fort-e-s. Comment peut-on bâtir une réponse politique plus forte ? Il est impossible d'y arriver sans avoir recours aux émotions. Il faut avoir un influx dans le corps, se sentir soulevé-e-s ! Et quand on parle de soulèvement, on parle d'un accès de colère, mais aussi de joie. Si c'est ça être populiste, je le suis ! C'est surtout être intelligent...

AB! : Partagez-vous vos réflexions avec d'autres partis qui vous ressemblent, La France insoumise, Podemos, Die Linke par exemple ?

C.D. : Oui, il y a des liens. Je suis allée à Bilbao dans un forum de la gauche européenne. J'ai été invitée au grand congrès des DSA (Democratic Socialists of America) aux États-Unis. Des militant-e-s très présent-e-s dans QS continuent de maintenir ces liens, bien humblement. Si nous avions davantage de ressources, nous pourrions développer encore plus ces relations. Mais avec dix député-e-s et une trentaine d'employé-e-s, notre tâche est énorme, nous faisons tous du travail supplémentaire ! On fait donc ces rapprochements à temps perdu... mais il y a très peu de temps perdu pour nous ! De plus, il n'y a pas de réelle équivalence entre eux et nous : ces partis sont gros par rapport à nous et ils sont nationaux, nous, nous demeurons pour le moment pris dans un État fédéral et nous ne sommes pas sur un même pied d'égalité qu'eux. Ils ont des budgets pour l'international, pas nous.

AB! : Votre métier est celui de comédienne. Considérez-vous que cela vous aide quand il s'agit de s'adresser au public, pour bien passer un message ? Comment ce métier prépare-t-il à la carrière de politicienne ?

C.D. : Je ne sais pas trop comment, mais j'ai l'impression que ça me sert. J'ai fait le Conservatoire d'art dramatique à Québec, trois années super intenses, axées sur la pratique. Au théâtre, on se met en danger devant les autres, il faut accepter d'avoir l'air con, de prendre des risques, de se péter la gueule ou de réussir quelque chose d'extraordinaire. Je ne sais pas à quel point ça m'a marqué, mais il y a plein de choses que j'ai intégrées naturellement. Par exemple, faire une pause après avoir dit une idée importante. Et d'autres trucs du genre. Les gens disent : «C'est une comédienne, elle est bonne pour faire semblant.» Non ! Être comédienne, ce n'est pas faire semblant, c'est être vraie ! Et dans mon travail de députée, je n'ai pas à jouer un autre personnage que moi-même.

AB! : On peut dire que les partis de centre gauche, au Québec et ailleurs, ont gouverné un peu comme les gouvernements de centre droit, et ont adopté des politiques qui ont renforcé les élites économiques. Comment QS pourrait-il éviter de tomber dans ce piège ?

C.D. : À l'intérieur de tous les partis, il y a des tensions qui nous incitent à être tantôt plus radicaux, tantôt moins radicaux. Plus on se rapproche du pouvoir, plus ceux qui prétendent qu'il faut être moins radicaux ont du poids. À QS, à mon avis, il faut continuer à avoir une parole radicale, mais en procédant différemment des autres partis, pour que les militant-e-s les plus engagé-e-s continuent à soutenir le parti et ne laissent pas les élu-e-s faire seul-e-s de la politique. Nous ne sommes pas un parti de politicien-ne-s. J'essaie de véhiculer ce message. Je ne sais pas combien de temps je vais rester en politique, pas toute ma vie. Mais pendant mon passage, j'aimerais briser quelques murs, de façon à ce que celles et ceux qui ont envie de se lancer puissent se dire : «Crisse, je peux y aller moi aussi et rester moi-même.» Ces personnes seront attirées par QS non pas pour avoir un emploi, mais pour faire avancer des idées, faire des vagues, garder l'envie de militer. 

RADIOS D'OPINION À QUÉBEC

LE PRÊT-À-PENSER N'EST PAS DE GAUCHE

Dominique Payette, professeure titulaire au Département d'information et de communication de l'Université Laval

Les techniques populistes des radios d'opinion sont efficaces. Il n'est pas toujours facile de mesurer leur influence parce qu'il n'y a pas de méthode qui permette d'éliminer les autres influences pour cerner seulement celle de la radio. Mais ces techniques, qui sont les fondements de la rhétorique de la propagande, existent depuis longtemps et leurs effets ont été bien répertoriés.



De quoi parle-t-on au juste? Parmi les techniques utilisées par les animateurs, nous pourrions mentionner, entre autres, l'appel répété au « gros bon sens », l'exploitation de préjugés et de stéréotypes, le ressentiment, le recours à des boucs émissaires, les attaques contre les « élites » et contre l'État, l'anti-intellectualisme primaire.

S'il n'est pas facile de cerner précisément l'influence de ces radios, le cas particulier des changements climatiques donne un éclairage intéressant sur leur pouvoir de persuasion. La grande région de Québec est en effet soumise – selon les saisons et les choix éditoriaux des propriétaires – aux propos démagogiques des deux, trois ou même quatre stations de radio parlée depuis plusieurs années, notamment en ce qui concerne les changements climatiques.

Et ces stations sont unanimement climatosceptiques, pour des raisons évidentes, liées au commerce. Elles sont largement commanditées par des concessionnaires de voitures, et une grande partie de ses auditeurs circulent dans des voitures privées. Pas étonnant alors que les animateurs soutiennent que les changements climatiques sont une invention ou que, s'ils existent, ils ne sont en aucun cas liés aux activités humaines. Les radios tournent en dérision les préoccupations des citoyen-ne-s à ce sujet ainsi que les groupes de militantes et militants environnementaux, et leurs porte-parole sont surnommés les « enverdeurs ».

Le résultat est étonnant. Dans la région de Québec, on se déclare climatosceptique à hauteur de 44% contre 21% à Montréal, selon un sondage mené en 2015 pour le groupe CIRANO. On voit difficilement quelles autres influences seraient susceptibles de provoquer une telle différence. Bien sûr, il fait un peu plus froid à Québec qu'à Montréal, l'hiver y est plus précoce et un peu plus long. Mais rien ne justifie vraiment une telle différence de perception entre les deux villes.

Une carte produite en septembre dernier par des chercheurs de l'Université de Montréal, dont Erick Lachapelle, professeur de sciences politiques, montre que cette différence se maintient au fil des ans. On perçoit moins les dérèglements climatiques dans la région de Québec (et en Beauce) qu'ailleurs au Québec et on ►

pense encore moins que ces changements sont le fruit de l'activité humaine¹. Ces régions sont des exceptions dans un Québec qui, dans l'ensemble, est beaucoup plus réceptif aux propos sur le climat que le reste du Canada.

UN VOTE CONSERVATEUR

Le vote de la région de Québec, systématiquement plus conservateur qu'ailleurs au Québec, est aussi un indicateur intéressant à examiner, quoique plus complexe à isoler. Notons seulement qu'à l'élection générale de 2014, les animateurs qui, à cause de la division du vote, craignaient le retour du PQ, ont abandonné le parti qu'ils ont traditionnellement appuyé, la Coalition avenir Québec, pour inciter leurs auditeurs à voter pour le Parti libéral, «*en se bouchant le nez*», comme l'a dit l'animateur vedette Jean-François Fillion, en référence aux accusations de corruption qui marquaient ce parti. Comme par hasard, la région de la Capitale-Nationale est la seule région à majorité francophone où la CAQ n'a pas progressé lors de cette élection.

L'influence sur les résultats des élections municipales est encore plus frappante. En 2017, le candidat soutenu par les radios, Jean-François Gosselin, qui avait développé à l'instar des radios une véritable obsession pour la construction d'un troisième lien avec Lévis, n'a peut-être pas remporté la mairie lors de cette élection, mais son parti, Québec 21, créé à peine 6 mois plus tôt, a remporté 27,6 % des votes.

Face à ce que certains peuvent qualifier de succès, il peut être tentant de reprendre la recette à son compte à gauche pour influencer aussi à l'envers les auditeurs-trices, citoyen-ne-s, électeurs-trices.

UN EXEMPLE À NE PAS SUIVRE

De nombreux arguments s'y opposent. Le premier est tout simple : ça ne fonctionne pas. Les tentatives de ce genre aux États-Unis, avec ce qu'on appelle les *progressive talk radios*, ont généralement échoué, ou sont vraiment très loin de se comparer en audience aux radios de droite qui pullulent maintenant dans ce pays. Des chercheurs² ont expliqué cet échec par le fait que les auditeurs et auditrices de gauche semblent préférer une information à caractère généraliste et seraient aussi plus sensibles à détecter et à rejeter la rhétorique de propagande. Alors que ces études montrent bien comment les auditeurs conservateurs développent un vocabulaire et des positions politiques directement empruntés des radios, il semble que des auditeurs plus progressistes ne cherchent pas ce soutien, ce confort pourrait-on dire, d'une pensée directement sous influence.

On pourrait aussi ajouter à cela que le respect de la liberté de penser est une valeur essentielle de la gauche. Chercher à convaincre est légitime, bien sûr, mais cela ne doit pas se faire à n'importe quel prix et pas par tous les moyens. Évidemment une pédagogie efficace et recourir à de bons arguments ne constituent pas de la propagande parce qu'on s'adresse à la raison, à l'intelligence, pas seulement aux émotions, comme le fait systématiquement la rhétorique de droite.

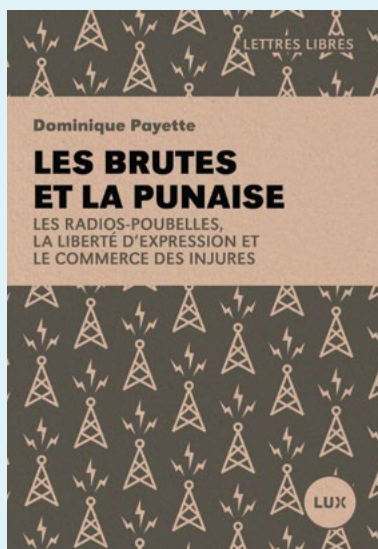
Par ailleurs, il ne faut pas oublier que si les animateurs disposent d'une réelle influence, ils l'ont gagnée à la faveur de leur mépris des règles journalistiques les plus élémentaires, par exemple lorsqu'ils inondent les ondes de commentaires dès que les principaux intéressés ont quitté le studio après une interview, ou quand ils vont jusqu'à simuler une interview avec une actrice politique qui refuse de leur parler, comme ils l'ont fait avec la candidate Ann Bourget alors qu'elle affrontait Régis Labeaume en 2007. Il est difficile d'envisager l'utilisation de tels procédés indignes pour freiner la progression des idées conservatrices.

Au final, il n'y a qu'une seule manière légitime de contrer l'effet des radios : forcer l'application de la loi. En effet, ces techniques douteuses ne sont pas seulement en rupture avec la déontologie journalistique ou avec les pratiques habituelles et raisonnables. Elles contreviennent également à la loi canadienne sur la radio-diffusion qui stipule très clairement que les détenteurs de permis de diffusion – qui ne sont en aucun cas propriétaires des ondes sur lesquelles ils diffusent – doivent s'efforcer «*d'offrir au public l'occasion de prendre connaissance d'opinions divergentes sur des sujets qui l'intéressent*». Cette obligation qui leur est faite par la loi devait précisément empêcher cette concentration de propagande à laquelle sont soumis les citoyen-ne-s de la région de Québec, jusqu'à provoquer un important déséquilibre structurel dans la réflexion politique.

Pour comprendre, il est surtout important de questionner l'inertie gouvernementale – à tous les niveaux et dans tous les partis – face à une telle dérogation à la loi par les médias concernés, et il faut essayer de trouver comment forcer à l'action des élu-e-s kidnappé-e-s et écrasé-e-s par le poids et l'influence des médias de la région. C'est ce que la défense de la démocratie exige désormais face à un comportement médiatique qui lui est tellement contraire. 

1. Pourcentage estimé de la population adulte qui perçoit un réchauffement, Université de Montréal, en ligne, umontreal.ca/climat/index.html.

2. Notamment Jeffrey M. Berry et Sarah Sobieraj, *The Outrage Industry: Political Media and the New Incivility*, Oxford University Press, 2014 et Matthew Levendusky, *How Partisan Media Polarize America*. University of Chicago Press, 2013.



RECENSION

LES BRUTES ET LA PUNAISE Dominique Payette, Montréal, Lux, 2019, 149 p.

Voici un livre qui sait à quoi il sert. Si vous achetez ce livre, vous n'aimez pas la radio-poubelle, alors un réquisitoire indigné pour sa disparition serait superfétatoire. Savoir comment la faire disparaître vous intéresse assurément, mais il est bien

possible qu'on ne s'entende pas là-dessus. Doit-on s'en remettre au législateur, faire des manifs, les boycotter, saboter leurs antennes? Se commettre à un remède risque d'aliéner ceux et celles qui le rejettent. Ce dont nous avons tous et toutes besoin, par contre, c'est d'un portrait synthétique des infamies que la radio-poubelle inflige et d'une analyse du phénomène assez sobre pour qu'elle soit à peu près irréfutable. C'est cet inestimable outil de travail dans la lutte contre la bêtise radiophonique érigée en système que nous offre Dominique Payette.

Le portrait ne surprendra personne qui s'est attardé au phénomène avec attention. On en connaît les personnages : Arthur, Fillion, Duhaime, Maurais, Mailloux, Monette, Bouchard et quelques produits dérivés et faire-valoir. On connaît leurs cibles : les environmentalistes ou en tout cas les gens qui ne sont pas tout le temps dans leur char à écouter la radio-poubelle, les femmes ou en tout cas les féministes, les pauvres, les autochtones, les

syndicalistes, la gauche et, question d'être dans l'air du temps, les musulman-e-s (les étudiant-e-s me semblent ici une omission importante). Le style de l'essai percutant étant incompatible avec une exhaustivité qui nécessiterait probablement huit volumes, on cible plutôt quelques-unes des attaques les plus significatives. La voix éditoriale vient rarement teinter l'exposition, les faits parlent d'eux-mêmes. On prend surtout la peine de donner la parole aux personnes qui ont eu le malheur d'incarner ces cibles, et elles (car ce sont souvent des femmes, et ceux qui leur crient après sont presque exclusivement des hommes) en décrivent les effets politiques : climat de peur, autocensure.

Dans un contexte où les revenus publicitaires baissent et que produire de l'information demeure coûteux, le modèle américain du *narrow casting* est importé comme solution. Au lieu de parler à tout le monde, on cible un public niché comportant des caractéristiques en commun qu'on développe pour ensuite vendre cette masse d'auditeurs aux publicitaires. Le gars blanc fâché est déjà dans son char et n'attend qu'une raison d'être encore plus fâché, on joue avec ses émotions pour qu'il s'identifie à la communauté des gars blancs fâchés qui écoutent le même gars blanc fâché. Une fois que ce public engraisé à l'aide de ses propres préjugés atteint une masse critique, il peut être ainsi utilisé à des fins politiques et on s'en sert allègrement pour un ensemble de causes qui convergent autour de l'idée d'être dans son char (contre le transport en commun, pour le 3^e lien), quand ce n'est pas la cause de la radio-poubelle elle-même («LIBÂÂRTÉ!»). Tout est dit ou presque, la formule étant aussi dérivative que les propos qu'on y véhicule.

Puisque le travail militant bénévole est trop souvent encore réapproprié sans la moindre mention, reconnaissons la grâce de la dédicace de l'autrice au collectif militant Sortons les radio-poubelles, qui mérite plus qu'amplement cette reconnaissance.

Julien Villeneuve



BERNIE SANDERS, POPULISTE DE GAUCHE ?

Élisabeth Vallet et Frédérique Verreault*

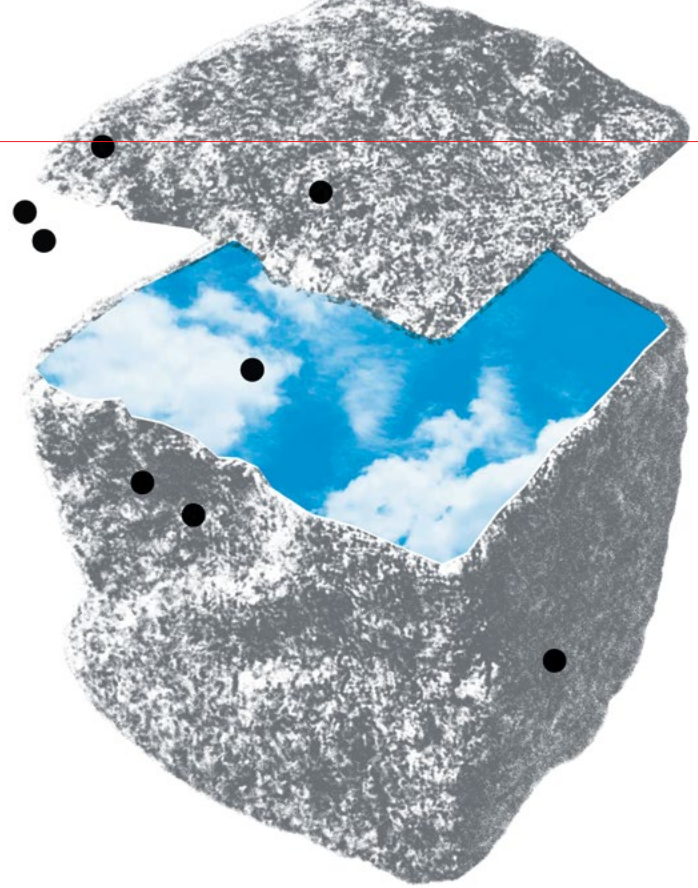
« *Le Triomphe de l'injustice* ». Ce constat récent de deux économistes, Emmanuel Saez et Gabriel Zucman, de l'Université de Californie est sans appel. Dans ce contexte, Bernie Sanders, candidat à la nomination pour le parti démocrate pour l'élection présidentielle 2020, a le vent dans les voiles.

Les inégalités croissantes contribuent largement à alimenter la désaffection des Américains à l'égard des institutions politiques, et le sentiment de déconnexion entre la population américaine et les élites washingtoniennes. En effet, en 2018, le taux d'imposition moyen des 400 familles les plus nanties des États-Unis est tombé en deçà du taux appliqué à la moitié la moins riche des ménages américains – un record dans l'histoire récente. Or, Bernie Sanders, représentant de 1991 à 2007 puis sénateur indépendant au Congrès, s'est distingué pendant deux décennies comme un législateur atypique : il se décrit lui-même comme un socialiste progressiste. Conservateur sur la question des armes à feu (conforme en cela à l'État du Vermont qu'il représente), il s'est opposé au Patriot Act et à la guerre en Irak, et a promu avec constance des mesures et des législations pour encadrer le marché du travail, protéger les travailleurs, limiter le poids de l'argent dans les campagnes électorales et rendre le système fiscal plus équitable.

ÉMERGENCE DU PHÉNOMÈNE SANDERS

Le changement s'opère à compter de 2015, alors que Bernie Sanders émerge nationalement – le magazine *Rolling Stone* parle d'un « phénomène politique national ». Il s'impose alors rapidement comme une figure de proue du Parti démocrate alors qu'il annonce en avril qu'il se lance dans les primaires du parti. Dans un contexte socioéconomique marqué par quarante ans de stagnation salariale et d'accroissement des inégalités couronnés par la crise économique de 2008, et le sauvetage in extrémis des grandes banques par le gouvernement, son discours résonne.

Il faut dire que dans la foulée de la crise, l'émergence de *Occupy Wall Street* et du *Tea Party*, deux mouvements reflétant une aliénation grandissante envers les politiciens traditionnels et la polarisation croissante de la société américaine, ont pavé la voix d'un discours populiste, à gauche comme à droite, dont Sanders et Trump sont devenus l'incarnation politique.



La campagne présidentielle de Bernie Sanders a donc été marquée par ce discours axé sur les inégalités socioéconomiques, sorte de résurrection de la lutte des classes où le peuple travailleur et les élites se sont substitués au prolétariat et à la bourgeoisie. Sanders a maintes fois réitéré l'existence d'un schisme délétère entre les intérêts de la classe dirigeante et l'élite économique et la masse de citoyens ordinaires, en liant les travers du système de financement électoral (qui permet à l'élite économique de faire élire des candidat-e-s qui lui seront redevables) à l'influence « disproportionnée » d'une caste dirigeante. Et ce discours a trouvé une audience favorable, moins réfractaire à des arguments socio-démocrates qu'auparavant. Au point où Sanders s'est taillé une niche sur le flanc gauche du parti démocrate, délaissé depuis plusieurs décennies – notamment depuis l'avènement des *New Democrats* puis des *Clinton Democrats*.

Dans ce contexte, et en raison de son succès lors des primaires, Sanders a contribué à recadrer les termes du débat et à influencer la plateforme du Parti démocrate de 2016, qui a fini par inclure la proposition d'un salaire minimum fédéral à 15\$/h, la mise en place d'un *Glass-Steagall Act* du 21^e siècle, l'établissement d'une taxe sur le carbone et la réforme globale de l'immigration. Sanders a largement utilisé son image d'intégrité pour s'inscrire en faux par rapport aux élites réputées corrompues (tant financièrement que par leur cosmopolitisme) et le peuple « victime à la fois des élites et des menaces intérieures [...] et extérieures » (comme la mondialisation).

LA CAMPAGNE 2019

Forte de sa portée nationale en 2016, l'acuité de la posture populiste de Sanders demeure en 2019. Il n'est d'ailleurs pas étonnant qu'il ait amorcé sa campagne pour 2020 en ciblant l'Iowa et les électeurs qui avaient voté pour Trump. Sa stratégie, comme il y

a quatre ans, repose sur l'accès direct aux électeurs qu'offrent les réseaux sociaux, qui n'ont alors nul besoin d'être structurés en organisation. Sanders a mobilisé ces outils communicationnels pour s'adresser directement aux électeurs en évitant les filtres classiques, institutionnels et médiatiques: le choix opéré par son équipe de campagne renforce donc son étiquette populiste, alors qu'il invoque tour à tour la classe moyenne contre le 1%, le système corrompu, une nécessaire révolution politique (qui prend toutefois la forme d'une participation politique plus active de la masse populaire plutôt que d'une lutte armée):

«Nous avons besoin d'un gouvernement qui se battra pour les familles de travailleurs et la classe moyenne en déclin, et pas seulement pour le 1%.»

«La classe des milliardaires devrait être très, très nerveuse. Les travailleurs de ce pays sont prêts à se lancer dans une révolution politique.»

«Cette campagne ne me concerne pas uniquement. Elle concerne des millions de personnes qui luttent pour survivre dans d'un système truqué en faveur des riches et des puissants. Leurs histoires méritent d'être entendues.»

Cette approche populiste n'est pas inédite: elle est profondément ancrée dans l'histoire américaine. Pour Pierre Mélandri d'ailleurs, le populisme refait surface dans l'univers politique des États-Unis «chaque fois que le rêve américain apparaît en danger»². En l'occurrence, la fracture du consensus néolibéral, «fissuré après la grande récession de 2008»³ a véritablement enrayé les mécanismes de l'ascenseur social, désormais en panne. Le crédo de Sanders fait donc écho à celui qui a mené à l'élection de Bill Clinton – *it's the economy, stupid*. Mais la focale est renversée: c'est bien d'économie dont il s'agit, mais en termes d'inégalités socioéconomiques.

UN POPULISME POSITIF

En 2016, le populisme Sandersien a résonné dans la société américaine car il s'est appuyé sur la perte de confiance des Américains dans les institutions. Il en a indéniablement bénéficié électoralement, à l'instar de Donald Trump. D'ailleurs la comparaison entre ces deux candidats «insurgés», l'un exprimant un populisme de gauche et l'autre de droite, est fréquemment établie et s'est traduit en 2016 par la porosité (voire le chevauchement) de leurs groupes électoraux, puisque 12% des électeurs favorables à Sanders – une portion significative dans les États qui ont fait la différence en fin de course – ont finalement voté pour Donald J. Trump, préférant l'*outsider* à la figure de proue de l'establishment – Hillary Clinton. La raison à cela est que le populisme «tire son profit des amalgames qu'il permet entre des forces politiques qui vont de l'extrême droite à la gauche radicale [et] sert simplement à dessiner l'image d'un certain peuple»⁴. À la nuance près que là où le populisme de droite inclut la composante identitaire, celui de gauche lui substitue une dimension socio-économique fondamentalement anti élitiste.

De surcroît, le populisme de Sanders se distingue par son articulation plutôt positive autour d'un espoir, concret, de reconquête du pouvoir par le peuple que s'approprient aisément ses

partisans. Les enjeux sont simplement formulés, tout comme les solutions, dans la droite ligne des approches populistes. Malgré leur manque de réalisme notamment sur le plan des finances publiques – par exemple dans le cas de la mise sur pied d'un système d'assurance-maladie pour tous (*Medicare for all*) ou encore l'annulation de la dette étudiante de 45 millions d'Américains – ces mesures trouvent leur légitimité dans la croyance que les droits fondamentaux (quasi naturels) d'un peuple intrinsèquement vertueux doivent prévaloir sur les intérêts d'une élite corrompue.

C'est sans doute ce qui a contribué à tisser, autour de Sanders, un narratif favorable, reposant sur la métaphore de David contre Goliath – et qui s'est traduit par une couverture médiatique défavorable à l'establishment. La prégnance de ce discours est telle qu'il n'est plus seul désormais, en 2019, dans la constellation démocrate, à s'adresser directement au peuple, à aborder des enjeux en prise avec la paupérisation des travailleurs, à fustiger les élites et la prédation capitaliste.

Un an avant la prochaine élection présidentielle, la recomposition du Parti démocrate est devenue inéluctable. Pour autant, l'establishment peine encore à résoudre les tensions entre une «réaction épidermique au populisme identitaire de Donald Trump» et la tension «entre l'establishment (...) et la fraction populiste» du parti⁵. Paradoxalement, la version 2019 de la campagne présidentielle de Sanders a perdu de son unicité au sein du Parti démocrate, alors que d'autres candidats ont adopté – et normalisé – certains traits de son discours. Malgré tout, la portée de l'évolution populiste qu'il a engendrée demeure. Avec les risques de fractures électorales que cela comporte. 

* Les autrices sont respectivement directrice de l'Observatoire de géopolitique et chercheuse en résidence de la Chaire Raoul-Dandurand de l'UQAM.

1. A. Dieckhoff, C. Jaffrelot, É. Massicard, «Les pouvoirs populistes», dans *L'Enjeu mondial. Populismes au pouvoir*, Presses de Sciences Po, Paris, 2019.

2. P. Mélandri, «La rhétorique populiste aux États-Unis», *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n° 56, 1997, pp. 184-185.

3. J. B. Judis, *The populist explosion: how the great recession transformed American and European politics*, New York, Columbia Global Reports, 2016.

4. Jacques Rancière, «L'introuvable populisme» in *Qu'est-ce qu'un peuple*, Paris, La Fabrique, 2013.

5. Lauric Henneon, «Trump, Sanders et la nouvelle donne populiste aux États-Unis», SciencesPo, Centre de recherches internationales, février 2018. En ligne: sciencespo.fr/ceri/fr/content/dossiersduceri/trump-sanders-et-la-nouvelle-donne-populiste-aux-etats-unis.

RÉFORMISME, NATIONALISME OU POPULISME ?

L'ÈRE MORALES ET LES DÉFIS DE LA STABILITÉ POLITIQUE EN BOLIVIE

Roxana Paniagua Humeres, professeure au Collège de Maisonneuve

Evo Morales a été considéré comme populiste, de même que d'autres chefs d'États sud-américains, comme Hugo Chavez, et Rafael Correa. Comme eux, il a dénoncé l'élite et l'oligarchie, il s'est fait défenseur des classes populaires et des Autochtones. Après 14 ans au pouvoir, peut-on dire que son type de gouvernement a bien défendu sa population ?

Pour plusieurs analystes, citoyennes et citoyens, les politiques d'Evo Morales ne peuvent passer à côté d'une analyse critique. À la lumière des réflexions théoriques de Chantal Mouffe, le populisme de gauche d'Evo Morales se situerait peut-être davantage dans la recherche d'une *radicalisation de la démocratie* dont le but est d'élargir les espaces de construction de l'égalité et de la justice sociale.

Dans le but de radicaliser la démocratie, le populisme de gauche de Morales viserait à articuler « *la récupération de la démocratie* » par la participation de larges secteurs de la population grâce à ce que Mouffe appelle la chaîne d'équivalences, c'est-à-dire la convergence d'intérêts divers provenant de différents groupes. Ainsi, le populisme de gauche serait « *une stratégie établissant une frontière politique qui divise la société en deux camps et appelle "ceux d'en bas" à se mobiliser contre ceux qui sont au pouvoir* ». Ne s'agit-il pas de moments conjoncturels de résistance qui sont aujourd'hui présents dans le contexte bolivien ?

Morales et le Mouvement vers le socialisme (MAS en espagnol), surtout à ses débuts dans l'exercice du pouvoir, cristallisaient l'ensemble des intérêts des mouvements sociaux et autochtones se positionnant dans les idéologies de l'émancipation plutôt que dans le populisme. Étaient-ils populistes ? Et s'ils l'étaient, leur stratégie politique n'était-elle pas légitime dans le cadre d'un État gouverné pendant 183 ans par les oligarchies ?

Le « *Movimiento al socialismo* » est entré dans la vie politique bolivienne en 2002, à la suite de protestations contre les politiques néolibérales et une démocratie qui reconduisait au pouvoir les mêmes partis traditionnels. En 2005, le MAS est élu avec 54 % des voix, sous le slogan « *Somos pueblo, somos MAS* » (« Nous sommes le peuple, nous sommes MAS », avec un jeu de mot sur le mot *mas* qui signifie « plus » en espagnol). Ces élections amorcent un cycle politico-juridico-économique qui aboutira à la reconnaissance des peuples autochtones, des mouvements sociaux et populaires (Constitution politique de 2009). Les peuples autochtones participèrent à l'Assemblée constituante de 2006 pour rédiger le nouveau cadre constitutionnel permettant théoriquement la *refondation* du pays et incluant des sujets comme l'autodétermination des peuples et la lutte contre le colonialisme interne des élites oligarchiques.

LES *EVONOMICS*, ENTRE NÉONATIONALISME ET ÉCONOMIE PLURIELLE

La « *bolivianizacion* » de l'économie, à travers la révision de contrats des transnationales exploitant le gaz naturel ainsi que le nouvel ordre normatif mettant la spécificité plurinationale et pluriculturelle de la Bolivie, constitue le « nouveau contrat social » du gouvernement Morales. À partir de son élection en 2005 (et réélu en 2014 avec 63 % de voix et une majorité absolue), Morales a défendu la redistribution de la richesse gérée par l'État à travers des allocations aux plus démunis, ce qui lui vaut un appui populaire, malgré les problèmes politiques et le référendum de février 2016 lui refusant un troisième mandat à la présidence du pays.

On a qualifié d'*Evonomics* les réformes de Morales, toujours très populaires aujourd'hui. Ce système repose sur la combinaison d'une économie étatiste dans les secteurs stratégiques (gaz, électricité, mines) en s'alliant avec le secteur privé de l'agro-industrie, du commerce à grande échelle et de la finance. Cela s'ajoute au « pacte de coexistence pacifique » entre le gouvernement et l'entrepreneuriat à petite échelle (artisanaux et de commerce) qui constituent 60 % de la force du travail, qui n'ont pas d'obligations fiscales, ce qui est décrié par la classe moyenne. À cela s'ajoute aussi un plan conçu par les *Chuquiagoboy*s (clin d'œil au *Chicagoboy*s – Chuquiago étant le nom de La Paz en aymara, une langue autochtone) qui a pu s'attaquer à la dollarisation du système par la stabilisation du taux d'échange, et cela sans interdire le dollar.

Toutefois, l'extractivisme (exportateur) des matières premières (gaz, minerais) n'a pas permis de diversifier l'économie et de surmonter la dépendance aux importations. Les politiques néo-nationalistes centrées sur la redéfinition de nouvelles clauses des contrats d'exploitation du gaz par les transnationales font aujourd'hui de l'État un actionnaire majoritaire dans toutes les entreprises qui exploitent la ressource. Les *Evonomics* n'ont pas permis le renversement du capitalisme, mais visent plutôt à renforcer le « *rôle de l'État comme partenaire des grandes industries capitalistes dans le but de renforcer le capitalisme andin* ».

Malgré tout, les allocations ciblées aux enfants, aux femmes enceintes et aux personnes âgées ont contribué à augmenter le revenu des personnes en situation de pauvreté extrême.



L'IMPACT DES POLITIQUES SUR LES IMAGINAIRES

Les discours du MAS, même s'ils s'inscrivent dans la polarité entre les «élites et le peuple», ont servi à promouvoir un imaginaire politique autour de la dignité et l'émancipation. Ils ont permis de renforcer les fonctions de projection et d'identification dans la construction des imaginaires des Autochtones. Est-ce du populisme? C'est possible, mais la redistribution de la richesse a contribué à l'ascension et l'*empowerment* d'une classe moyenne très prospère des *cholos* (Autochtones vivant dans les villes) qui sont aujourd'hui moins interpellés par les valeurs et principes de ceux qui les ont promus.

Morales a souffert des contrecoups de ses politiques. Plusieurs groupes ont quitté le bateau. Le conflit du Territoire indigène et parc national Isiboro-Sécure (TIPNIS) fut parmi ceux qui ont dévoilé les contradictions entre une vision développementaliste et une vision communautaire du pays. La résistance des Autochtones contre la construction de la route – traversant le TIPNIS – pour relier l'ouest et l'est du pays montre la rupture entre le gouvernement et une partie des bases qui le soutenaient. Le conflit du TIPNIS a eu un impact majeur de sorte que Morales a dû reculer et la route n'a pas été construite.

D'autres conflits en rapport à la protection des territoires communautaires autochtones ont éclaté de sorte qu'une partie de la base autochtone qui a appuyé le MAS s'est retirée. Également, la rupture entre Morales et les commerçants, majoritairement des *cholos*, s'est produite lorsque le pouvoir a voulu que ces commerçants paient des impôts pour s'attaquer à l'économie informelle.

Quoi qu'on dise, l'ère Morales a permis l'affirmation de larges couches de la population. En fait, pour le vice-président Garcia Linera, la classe moyenne *chola* constitue aujourd'hui un point d'ancrage de l'économie du pays grâce à la maîtrise du marché interne et à son éthique communautaire. Cette nouvelle classe, plus individualiste et consumériste, n'a toutefois pas perdu de vue l'importance de la communauté, hormis les institutions de l'État, et c'est ce qui lui donne son importance².

COMMENT FREINER LA DROITE ?

Petit à petit, à cause de la *realpolitik*, les alliés historiques et membres du MAS ont quitté le parti et se sont cantonnés dans des revendications sectorielles. Paradoxalement, les politiques économiques instaurés par le MAS ont grandement favorisé le secteur agro-industriel et du gaz de Santa Cruz, ainsi que l'émergence d'une nouvelle classe moyenne composée par les *cholos*

commerçants, s'inscrivant à l'encontre du discours de construction d'une société socialiste.

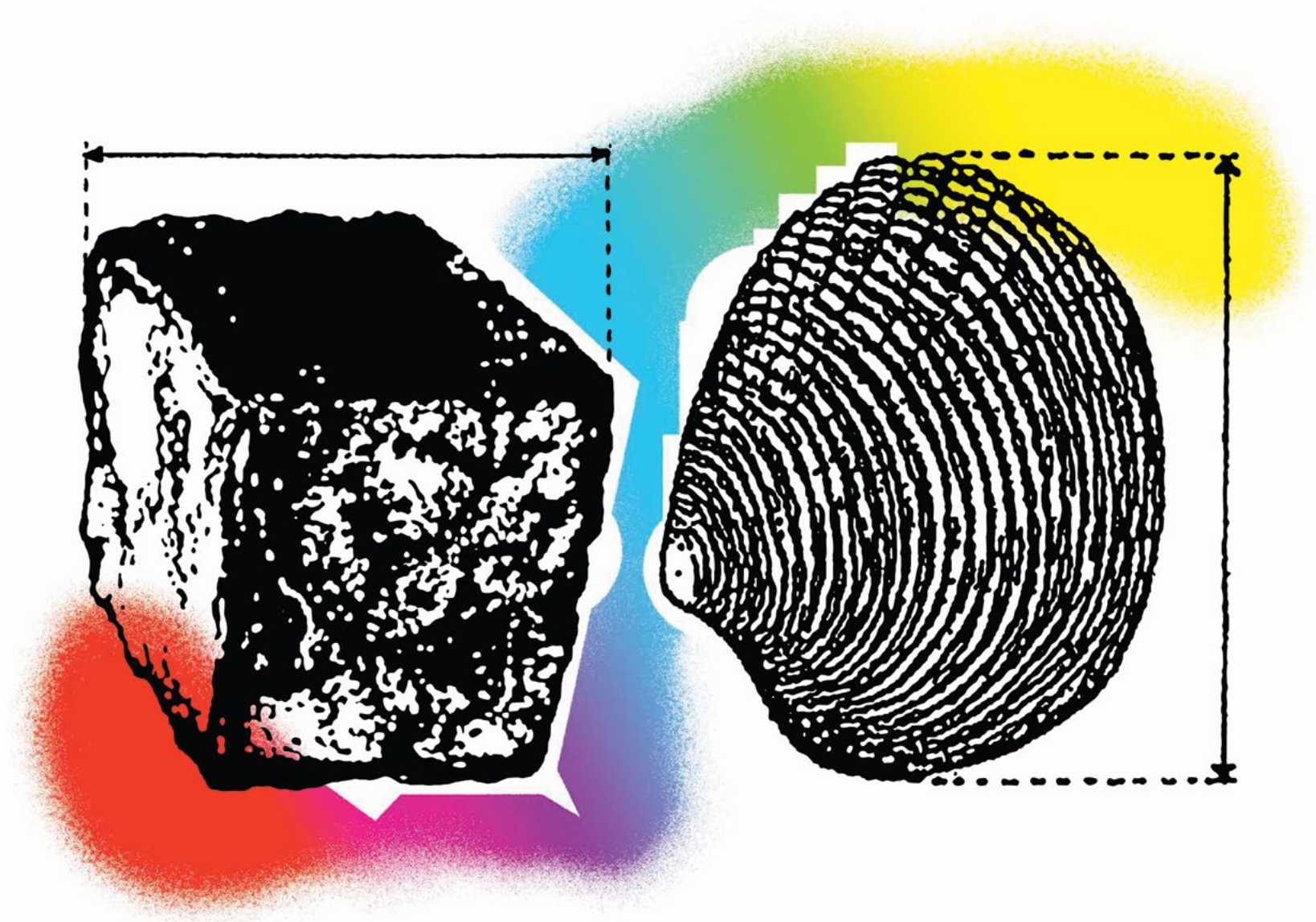
Que deviendra la société bolivienne sans Morales? À mon avis, la récupération de nouvelles formes d'actions politiques permettrait de renforcer la démocratie participative. Les mesures sociales ayant conduit au consumérisme et à l'individualisme peuvent aussi condamner la recherche de cette vie commune. La condition *sine qua non* pour pouvoir construire une démocratie radicale, selon Chantal Mouffe, passe par l'action politique qui semble désinvestie par les groupes qui, autrefois, se mobilisaient à la recherche de la justice sociale. Malgré la réussite des *Economics*, la vie politique démocratique en Bolivie s'est épuisée par le désintérêt de certains secteurs – des jeunes autochtones et non autochtones surtout. Cela a permis la montée des groupes traditionnels issus des oligarchies historiques qui ne supportent pas l'image du président autochtone et qui ont profité de la campagne électorale pour poser des actes violents.

La protestation des groupes liés à l'extrême droite à laquelle n'ont pas complètement adhéré les versions modérées du libéralisme a eu les effets escomptés. Sur l'accusation d'une fraude, alors que l'Organisation des États américains n'a jamais utilisé ce terme, Morales a dû démissionner. Il s'agit d'un coup d'État *sui generis* perpétré par les éléments les plus radicaux de l'extrême droite dont leur leitmotiv repose sur le «retour de la Bible au palais du gouvernement»: des militants évangéliques dont leur leader, un dénommé Camacho, est impliqué dans les Panama Papers.

L'heure est grave dans la conjoncture actuelle car la société bolivienne est divisée entre ceux qui appuient le MAS et ceux dits «démocratiques». L'opposition de Carlos Mesa s'est fait discrète et a refusé tout dialogue avec Morales. Le leader de la droite radicale du Comité civique de Santa Cruz a annoncé que «*Dieu reviendra au pouvoir*», annonçant son appartenance aux groupes évangéliques. L'issue de la conjoncture actuelle nous mène dramatiquement à la présence d'une droite qui a trouvé une manière d'instrumentaliser la démocratie. Verrons-nous un scénario à la brésilienne se réaliser? Des jours sombres s'annoncent pour la Bolivie où les Autochtones sont toujours confrontés au racisme et aux agressions.

1. Ce terme a été tiré de l'analyse du journaliste Fernando Molina publiée dans *Nueva Sociedad* en octobre 2019.

2. Maëlle Mariette, «La gauche bolivienne a-t-elle enfanté ses fossoyeurs?», *Le Monde diplomatique*, septembre 2019.



DIFFICILE POPULISME DE GAUCHE

Jean-Pierre Couture ◀

Le populisme oppose le peuple aux élites. Dans ce combat, il propose de construire une volonté populaire capable de ravir le pouvoir aux dominants. Le populisme rompt toutefois avec la démocratie lorsque cette construction s'opère par le haut, se matérialise par la voix d'un leader fort et concourt à l'exercice d'un pouvoir souverain au nom du peuple et non par lui. Il se sépare aussi de la gauche lorsqu'il soutient cette répartition hiérarchique du pouvoir plutôt que l'égalité de ses parts.

Qu'est-ce alors qu'un populisme de gauche? Est-ce une vision toute théorique et quelque peu jargonneuse qui facilite d'autant son discrédit par le populisme de droite? Est-ce une stratégie de communication simpliste qui incite, d'une part, les progressistes issu-e-s des couches populaires à conserver leur parler ouvrier et encourage, de l'autre, les plus lettré-e-s à le singer? Est-ce enfin une doctrine substantielle qui pourrait être formulée en programme de gouvernement au Québec? Testons cette dernière possibilité à partir de questions concrètes touchant à l'environnement, au féminisme, à l'immigration et aux droits de la personne. Nous prendrons ainsi la mesure du défi posé aux «populistes de gauche» sur des enjeux déjà cadrés par le populisme de droite.

ABSOUTRE LE PEUPLE ?

Pour le populisme de droite, l'élite scientifique n'a pas de compétence particulière en matière d'environnement et aucune de ses études ne doit faire barrage à la croissance économique. La riposte d'un populisme de gauche pourrait fort bien accuser l'oligarchie économique de provoquer les véritables dangers environnementaux et la contraindre à en payer le prix. Mais y arriverait-elle sans s'appuyer sur le lexique technique des meilleures études scientifiques en la matière et sans décharger les «gens ordinaires» (locataires de voitures et titulaires de prêts hypothécaires pour des propriétés en banlieue) de leur responsabilité environnementale?

La révolution féministe, dit le populisme de droite, est terminée. Il appartient maintenant aux immigrant-e-s d'emboîter le pas à «l'égalité homme-femme» pour faire partie du «peuple». Or ne nous leurrions pas : les couches profondes de la culture populaire reproduisent rituellement le machisme et la binarité des genres. Par quel angle un populisme de gauche pourrait-il alors poursuivre une révolution qui ne laisse aucune tradition intacte, dût-elle être «populaire»? Comment pourrait-il aussi éviter de scinder «l'unité du peuple» s'il reconnaît qu'en son sein la majorité des femmes sont toujours sous le joug du travail domestique invisible et qu'un trop grand nombre d'entre elles sont victimes de violence conjugale?

EUX AUTRES, LES AUTRES

La fiction de la crise migratoire, propulsée par le populisme de droite, est au pouvoir au Québec. Pas question d'y opposer faits et nuances, car «[on] ne peut pas défendre l'identité québécoise avec un gruaau de mots que personne ne comprend¹». Comment le populisme de gauche peut-il combattre cette posture? Peut-il simplement rappeler les faits quant au contrôle serré que la province exerce sur le choix des immigrant-e-s sans risquer de froisser l'opinion courante? Doit-il résister au nationalisme conservateur en lui opposant le pluralisme promu par une poignée d'universitaires rassemblé-e-s autour du projet de l'interculturalisme dont les thèses sont hélas inconnues du grand public? Doit-il dénoncer la fracture identitaire érigée en propagande par le groupe Québecor, quitte à s'aliéner l'électorat xénophobe vampirisé par la CAQ et le PQ, au provincial, et le Bloc, au fédéral? Et comment le populisme de gauche peut-il ultimement se distinguer de ces mouvances s'il

adhère au cadre piégé consistant à «construire le peuple» dans un horizon national?

L'enjeu migratoire fait aussi dire au populisme de droite que le peuple souffre de la «tyrannie des minorités» et du «gouvernement des juges». Sur la route du peuple libre, dit-il, l'État de droit est un obstacle. La gauche relève certes d'une longue tradition critique du «droit bourgeois» qui se contente de proclamer des libertés formelles sans assurer leur exercice réel. Cette critique du libéralisme hypocrite n'a pourtant rien à voir avec les litanies conservatrices quant à «l'excès de droits». Pour la gauche, il n'y a pas de droits qui étouffent le commun, mais bien manque d'exercice commun de ces droits. C'est en ce point précis qu'une doctrine dite «populiste de gauche» montre sa faiblesse la plus manifeste. Comment concevoir l'arbitrage entre les droits de la personne et la constante menace d'une tyrannie de la majorité? Comment concéder que des limites à la souveraineté sont nécessaires, y compris lorsque celle-ci émanerait des Actes du Peuple Tout Entier?

GAINS SOCIAUX OU POPULISTES ?

Sur le plan tactique, les tenants du populisme de gauche disent vouloir séduire l'électorat perdu aux mains des populistes de droite. Rappelons qu'afin d'être «crédibles» en matière d'économie, les partis de gauche européens ont «tactiquement» gouverné à droite. Ils y ont à la fois perdu leur base et leur crédibilité. La gauche refera-t-elle l'erreur de s'inspirer de ses adversaires et tenter d'employer à nouveau des moyens pervers dans le but d'atteindre le juste?

Les succès historiques de la gauche surviennent lorsque le combat pour l'égalité sociale transcende toute autre considération, y compris nationale-identitaire. Environnement, féminisme, immigration et droits de la personne peuvent être situés sur le front de l'égalité sociale dont l'économie mondiale est le cadre surplombant. C'est la tâche à laquelle une stratégie de gauche doit s'atteler à l'heure de la puissance du populisme. 

1. Mario Dumont cité par Denis Lessard, *L'instinct Dumont*, Montréal, Voix parallèles, 2007, p. 403.

CE QUE N'EST PAS LE POPULISME DE GAUCHE

Ludvic Moquin-Beaudry, professeur
de philosophie au Cégep de Saint-Jérôme

Les débats autour de la notion de populisme de gauche sont très souvent condamnés avant même qu'ils n'aient lieu, tant cette notion elle-même est connotée négativement. À droite comme à gauche, on semble l'associer à une forme de danger, que ce soit celui d'une excitation des bas instincts de la populace ou bien celui d'une dérive autoritaire d'un appareil politique par rapport à sa base.

Le populisme de gauche n'est pas un appel aux bas instincts. C'est peut-être la critique la plus souvent entendue, dans l'une ou l'autre de ses déclinaisons : le populisme de gauche ne fonctionnerait qu'à coups d'exagérations et de caricatures pour stimuler le *pathos* politique d'une population largement ignorante des finesses inhérentes aux différents enjeux. Cette critique est proférée depuis une position de soi-disant neutralité, de centrisme libéral ou de technocratie bienveillante. Dans tous les cas, on cherche à protéger le peuple contre lui-même, ce qui laisse transparaître un certain mépris.

ÉVITER LES CARICATURES

D'autant plus que cela s'accompagne d'un rapprochement avec des figures de droite autoritaire : Jean-Luc Mélenchon, Marine Le Pen, même combat. Dans son livre *La raison populiste*, Ernesto Laclau met le doigt sur ce problème, qui en révèle un autre : cette caricature masque le fait qu'il n'y a rien derrière – le plus souvent, hormis le jugement de valeur. Les gens qui colportent une telle conception sont incapables de fournir une définition claire de ce qu'est le populisme (qu'il soit de gauche ou non). Or, Laclau et Chantal Mouffe nous en offrent une : il s'agit d'une approche politique d'abord *langagière*, *symbolique* qui consiste à articuler différentes demandes selon une logique « équivalentielle » pour ensuite les placer en opposition avec le cadre actuel du pouvoir selon une logique antagonistique.

En lui-même, le populisme n'a pas de contenu : il rassemble différents groupes politiques (par exemple, les femmes, les immigrant·e·s, les travailleuses et travailleurs, les LGBTQ) qui partagent un même adversaire au pouvoir. Le contenu dépend des personnes et des groupes qui sont rassemblés. En somme, trouver





un dénominateur commun entre différentes luttes politiques ne signifie pas que celui-ci doit être le plus petit possible.

UN TRAVAIL DISCURSIF

Le populisme de gauche n'est pas une théorie de l'organisation politique. Cette critique, que l'on entend parfois dans les cercles de gauche, tend à faire le rapprochement entre l'approche symbolique du populisme de gauche et la structure de certains partis ou mouvements qui s'en sont réclamés (ou à qui on a collé l'étiquette). Ainsi, le fait que, dans des organisations telles que Podemos ou La France insoumise, le pouvoir soit concentré au sommet serait consubstantiel à la logique populiste. Or, bien malin qui trouvera une proposition de structure institutionnelle chez Laclau et Mouffe. Bien sûr, la gauche peut et doit apprendre de ses erreurs, et un regard critique doit être porté sur les structures autoritaires là où elles existent, mais ce travail sera d'autant mieux mené s'il évite de mêler les concepts. Pour la clarté de l'analyse et du débat, il faut donc éviter ce rapprochement paresseux entre le populisme de gauche en tant qu'approche communicationnelle et les questions de distribution du pouvoir au sein des structures politiques.

Le populisme de gauche n'est pas un phénomène nouveau. Cette idée ressemble un peu à la précédente, car on associerait le populisme de gauche avec certains partis ou mouvements nés au cours de la dernière décennie – comme si la gauche n'avait jamais été populiste auparavant (ou à de rares occasions, comme le Parti communiste français sous la gouverne de Georges Marchais). Or, la construction d'une hégémonie politique par la gauche en suivant la double logique équivalentielle et antagonistique remonte aux origines mêmes des mouvements socialistes, comme le montrent Laclau et Mouffe dans *Hégémonie et stratégie socialiste*. Certaines formes de marxisme ont longtemps souffert d'un essentialisme de classe – comme si «la classe» était un sujet politique homogène qui ne demandait aucun effort de rassemblement –, et c'est cet essentialisme que les auteur-e-s démontent.

Ce à quoi invitent Chantal Mouffe et Ernesto Laclau, ce à quoi ils travaillent à la suite d'Antonio Gramsci, c'est une façon de *lier* entre eux les enjeux de dépossession, d'oppression au sein de cette pluralité diverse et souvent hétérogène que l'on peut appeler «société». N'est-ce pas précisément le travail de la gauche que de fédérer toutes ces revendications frustrées, bloquées par la domination d'une minorité dans l'ordre actuel des choses? Alors, osons une proposition choquante : la gauche se doit d'être populiste si elle veut être. 



Photo: Òmnium Cultural.

CATALOGNE LA RUE PREND L'INITIATIVE

Alain Ambrosi et Nancy Thede*

Tous les paris sont ouverts sur les issues possibles de l'affrontement entre la Catalogne et le gouvernement espagnol depuis les résultats électoraux du 10 novembre 2019. La grande et inquiétante nouveauté de cette élection est le renforcement inédit de l'extrême droite qui, depuis les élections précédentes tenues en avril dernier, a plus que doublé sa représentation en recueillant plus de 15 % des voix au niveau national.

La Catalogne a «explosé» après l'annonce, le 14 octobre, des peines de prison imposées par la Cour suprême espagnole aux neuf dirigeant·e·s politiques et civils indépendantistes. Jugés coupables de sédition et de malversation en raison de l'organisation, en octobre 2017, du référendum «illégal» et des mobilisations de rue qui l'ont accompagné, ils et elles ont été condamné·e·s à des sentences allant jusqu'à 13 ans d'emprisonnement ferme.

Dès la publication du verdict, des milliers de personnes ont convergé vers les sièges des représentations du gouvernement espagnol au centre-ville de Barcelone et de plusieurs villes secondaires de la Catalogne pour exprimer leur rejet de celui-ci, jugé biaisé et injuste. Le soir même, le groupe Tsunami Democràtic, utilisant pour l'occasion une plateforme virtuelle, a incité des milliers de personnes à occuper l'aéroport international de Barcelone et a organisé des convois de voitures pour bloquer celui de Madrid.

Des mobilisations de plus ou moins grande envergure se produisent tous les jours depuis et elles emploient une gamme variée de tactiques, allant de la manifestation pacifique à des affrontements musclés avec la police en passant par la désobéissance civile. La plus importante a été la grève générale du 18 octobre. Cette manifestation, appuyée par les partis politiques indépendantistes, les syndicats et toute la panoplie des organisations civiles pour le droit à décider, a été le point culminant de cinq marches de plusieurs jours partant de tous les coins de la Catalogne. Un véritable fleuve de marcheurs et de marcheuses a bloqué les principales routes d'accès à Barcelone. La police évalue le nombre de participant·e·s ce jour-là à 525 000. Le 26 octobre, une autre manifestation appelée par une centaine d'organisations civiles et politiques réunissait encore 350 000 personnes.

RAIDISSEMENT AUTORITAIRE

L'unanimité au sein de ce vaste mouvement pour ce qui concerne le rejet, voire l'illégitimité du verdict – on se rappellera que plusieurs organisations

d'observateurs, dont la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme et le Comité des Nations unies sur la détention arbitraire, ont produit des rapports critiquant le caractère inéquitable de ce procès –, n'a cependant pas conduit à un consensus entre les organisations sur la manière de s'y opposer. Le mouvement indépendantiste catalan se targue depuis toujours de son caractère profondément pacifique et non violent. Cela a été l'un des axes de sa défense devant la Cour suprême qui, ne pouvant prouver la violence, n'a pas pu prononcer une condamnation de rébellion comme le demandaient les procureurs de l'État espagnol et a dû se contenter de celle de sédition. La plupart des organisations civiles – y compris le Tsunami – et des partis politiques continuent ainsi à militer pour une approche non violente.

Les troupes indépendantistes se sont toutefois multipliées et rajeunies dans de nouveaux groupes dont certains sont plus radicaux que d'autres, sans pour autant prôner la violence. En effet, dès le 16 octobre au soir, des affrontements – qualifiés de «violents» par le gouvernement espagnol, la police et les médias – ont commencé entre la police et des franges de jeunes qui se détachent des manif pour se placer devant les cordons policiers, lançant invectives et projectiles à la police qui y répond brutalement. Ces soirées finissent souvent en échauffourées violentes où on utilise des conteneurs de vidanges érigés en barricade et incendiés par les manifestant·e·s. Bien qu'elles soient devenues plus sporadiques à l'approche des élections du 10 novembre dernier, leur bilan s'élève à ce jour à : 4 manifestants ayant perdu un œil par l'impact de balles en caoutchouc tirées par la police (ces balles sont interdites à la police catalane, mais pas à la police nationale espagnole, envoyée en renfort par le gouvernement central) ; 1 policier gravement blessé ; 200 arrestations de manifestant·e·s.

Cependant, le bilan le plus important se mesure sur le plan politique.

À court terme, la «violence» des Catalan·e·s a été au cœur de la campagne

électorale et a été l'objet de surenchères dans la radicalisation des partis «constitutionnalistes» (allant des socialistes à l'extrême droite) pour régler définitivement la question catalane par la répression. Les résultats électoraux montrent que cela a contribué à la montée fulgurante du parti d'extrême droite Vox, qui se réclame ouvertement du franquisme.

À plus long terme, les manifestations de violence, tant des manifestant·e·s que de la police, vont alimenter la dérive autoritaire de la politique espagnole dont le jugement par les tribunaux de manifestations jusqu'ici pacifiques n'est qu'un des multiples exemples de recul sur le plan des droits et libertés. En pleine campagne électorale, le gouvernement espagnol a émis le décret-loi 14/2019 pour prendre le contrôle d'Internet sous prétexte de sécurité nationale, en évoquant de possibles violences en Catalogne. Il utilise la même carte du terrorisme pour accuser, en vue de l'interdire, le groupe Tsunami Democràtic et éventuellement le traduire en justice. En cela, la Catalogne semble être un terrain d'essai et un prétexte efficace pour la recentralisation et la sécurisation du politique dans l'ensemble du pays.

DÉBORDEMENT DE LA JEUNESSE

Les confrontations musclées interpellent le pacifisme des organisations indépendantistes traditionnelles et leurs dirigeant·e·s formulent, depuis la prison ou la rue, des rappels du caractère non violent qui fait la crédibilité du mouvement. Mais, en même temps, plusieurs voix de cette «vieille» génération se font entendre, en public et en privé, et soutiennent cette confrontation qui s'explique par le ras-le-bol des jeunes. En effet, ceux-ci et celles-ci ont passé environ la moitié de leur vie dans cette situation de blocage, voire de recul, des arrangements constitutionnels sur la place de la Catalogne dans l'Espagne, sans qu'aucune avancée ne soit obtenue.

Très touchés par la crise économique de 2008 qui a laissé pendant plusieurs années la majorité des jeunes au chômage et qui continue de grever leur ►

avenir professionnel, ceux-ci et celles-ci sont aussi des descendant·e·s du mouvement des *indignados* de 2011, et des partis politiques qui en sont issus mais qui ne semblent pas en mesure d'infléchir la ligne dure du gouvernement central. Ces jeunes constatent de surcroît le déni récent des droits de libre expression et de réunion par les lois et tribunaux espagnols (sentences répressives contre les rappeurs, les artistes, les poètes, et les manifestant·e·s, entre autres). Bref, ils et elles semblent être arrivé·e·s à la conclusion que la non-violence ne fait avancer en rien la cause, qu'il faut plutôt suivre l'exemple de Hong Kong ou des Gilets jaunes et passer à des actions plus agressives pour faire bouger le politique.

Ces mêmes jeunes qui sont dans les manifs pour le climat, pour les droits des femmes, etc., appartiennent à la même génération de ceux et celles qui sont à l'œuvre au Chili, au Liban ou ailleurs dans des contextes différents, mais sur un même fond de néolibéralisme. Un bon exemple est celui de la « Generació 14-O » (pour le 14 octobre 2019, début des présentes manifestations) : des étudiants universitaires qui campent sur une place du centre-ville – comme l'ont fait avant eux les *indignados*, une source d'inspiration sur beaucoup de plans – demandant l'amnistie des condamné·e·s mais aussi la justice sociale et le réinvestissement dans l'éducation, entre autres.

D'autres acteurs ont opté depuis plus longtemps pour des tactiques radicales. En juillet 2017, on a assisté à l'apparition des *Comitès de Defensa de la República* (CDR), un mouvement décentralisé composé de groupes auto-organisés au niveau du quartier ou du village un peu partout en Catalogne (plus de 250 en tout) et qui utilisent des moyens tels des blocages d'autoroutes ou de voies de train pour publiciser l'idée qu'il n'y aura pas de retour possible à la « normalité » tant que l'injustice faite à la Catalogne perdurera. Actuellement, les CDR organisent tous les jours des actions demandant la liberté des prisonniers et prisonnières politiques. Plusieurs de leurs membres ont été emprisonné·e·s et accusé·e·s de

terrorisme; les procès n'ont toutefois pas encore eu lieu.

Bref, on observe un foisonnement de mobilisations, dont certaines massives, d'autres plus concentrées, qui ne laissent personne indifférent. Les partis politiques indépendantistes ont clairement perdu l'initiative et sont dépassés par la crue de la rue.

MOBILISATION

Il faut noter également que ces mobilisations en faveur de la souveraineté/indépendance/droit à décider ne sont pas sans susciter des contre-manifestations de la part des anti-indépendantistes (les « espagnolistes ») en Catalogne. Organisées par l'autoproclamée *Sociedad Civil Catalana*, leurs manifestations rejoignent un nombre beaucoup plus petit que celles de leurs rivaux – 80000 personnes (selon l'évaluation de la police) auraient assisté à celle du 27 octobre dernier. Il reste que l'atmosphère générale demeure cependant passablement belliqueuse.

Les partis politiques
indépendantistes ont
clairement perdu l'initiative
et sont dépassés par
la crue de la rue.

Les résultats des élections laissent un tableau politique plus fragmenté que jamais, avec le Parti socialiste en tête. Semblant renier son virage à droite des derniers mois, le président Sanchez propose un gouvernement de coalition avec *Unidas Podemos* et l'appui de plusieurs petits partis de gauche. Le programme qu'ils annoncent promet un réinvestissement dans les programmes sociaux et une solution négociée pour la Catalogne. Une partie de la gauche indépendantiste (notamment l'ERC) semble y voir une occasion de régler le différend sur le plan politique et éventuellement obtenir une amnistie pour les prisonniers politiques. La proposition de Sanchez ne fait

cependant pas encore l'unanimité au sein de son propre parti et celui-ci a décidé de consulter sa base.

En attendant, côté rue, les mobilisations se décanent en deux tendances aux frontières peu étanches. L'une d'elles s'articule autour de Tsunami et maintient la pression par la résistance en prônant la non-violence et le dialogue tout en prenant des initiatives jusqu'ici inédites. Au lendemain des élections, ils ont réussi un coup d'éclat impressionnant de par l'efficacité de son organisation tant sur les réseaux sociaux que sur le terrain : des centaines de personnes ont occupé, durant 30 heures, l'autoroute qui relie l'Espagne à la France. Lorsqu'elles ont été repoussées, elles se sont redéployées sur d'autres routes majeures de Catalogne. L'autre tendance – celle des CDR – ne renie pas la violence et vise l'ingouvernabilité – qui est aussi le thème principal de la campagne électorale de la CUP (petit parti d'extrême gauche indépendantiste) pour hâter l'avènement de la république catalane. À ce jour, ces deux tendances ont fonctionné de manière complémentaire, mais pourraient s'affronter suite à une éventuelle ouverture à la négociation sur le statut de la Catalogne.

Pour replacer la question catalane dans un contexte plus global, nous souhaitons rapporter les propos de Jordi Cuixart, l'ex-président d'*Òmnium Cultural* condamné à neuf ans de prison pour avoir organisé et participé à des manifestations non violentes. En citant Howard Zinn, il dit : « *Notre problème n'est pas la désobéissance civile. Notre problème est l'obéissance civile. Notre problème est l'obéissance des gens quand la pauvreté, la faim, la stupidité, la guerre et la cruauté saccagent le monde.* » Cuixart ajoute : « *C'est aussi l'obéissance civile qui permet que les océans soient des mers de plastique et que le réchauffement global soit irréversible.* » 

* Nancy Thède est professeure associée au Département de science politique de l'UQAM et Alain Ambrosi est membre fondateur de *Remix biens communs*. Les auteur·e·s séjournent présentement en Catalogne.



DANEMARK

VIVRE EN COMMUN

Philippe de Grosbois ◀

Le quartier de Christiania est un district semi-indépendant, anarchiste et contre-culturel de Copenhague où vivent quelques centaines de résident·e·s. Fondé en 1971 sur un terrain anciennement utilisé par l'armée, il comprend aujourd'hui plusieurs maisons et commerces – incluant la vente de cannabis et de haschisch, ce qui attire nombre de touristes, faisant ainsi ombrage à l'expérience de vie communautaire et démocratique que tentent les personnes qui y vivent.

Christiania n'est pas la seule expérience de vie collective alternative au Danemark. Près de la ville d'Odense, on en trouve une autre, plus petite et discrète mais non moins fascinante: *Solens Hjerte* («cœur du soleil»). Sur un terrain un peu éloigné du centre de la ville se trouvent quatre magnifiques demeures où vit une communauté d'une quarantaine de personnes.

Le projet a été mis en place sur le site d'une ancienne pépinière. En 1994, un groupe de 22 personnes attachées au mode de vie *hippie* a acheté l'édifice et le terrain pour ensuite s'étendre quelque peu au fil du temps. Oubliez cependant les clichés *seventies*: la communauté est très organisée et les bâtiments sont en excellente condition. Il y a de nombreux groupes de travail, un peu comme on voit dans une coopérative d'habitation au Québec: jardin, entretien des immeubles, administration, etc. On y produit un miel

qui a été récipiendaire d'un prix mondial en 2017; on y trouve aussi deux chevaux, une superbe véranda équipée d'un poêle à bois, des autos en partage, une salle de méditation et de projections de films.

Devant des lieux en si bonne condition, on se prend à supposer que les revenus des résident·e·s sont plus élevés que la moyenne, mais il semble que ce ne soit pas le cas. Comme pour les coopératives d'habitation, la collectivisation de certaines dépenses permet de réduire les coûts, à la différence ici que beaucoup plus de dépenses sont mises en commun: logement, mobilier et appareils ménagers, voitures, alimentation, etc.

Quelques chambres sont réservées à des personnes de passage, simples *couch-surfers* ou d'autres désirant séjourner un peu plus longtemps pour se ressourcer. L'endroit se présente en effet comme un lieu où il est possible d'entretenir un

rapport convivial au monde et nourri notamment – mais non exclusivement – par la spiritualité bouddhiste.

Beaucoup de personnes qui y vivent sont dans la quarantaine ou la cinquantaine, mais il y a aussi des couples dans la trentaine, deux jeunes enfants et une personne à l'âge vénérable de 91 ans. Plusieurs des personnes fondatrices y sont toujours, y compris les enfants d'alors, maintenant à l'âge adulte. Ils y ont parfois grandi en partageant leur chambre entre enfants de parents différents. De fait, le lieu nous invite à suspendre notre définition de la famille: si les chambres sont privées, les autres lieux sont occupés par toute la communauté et les repas sont généralement pris en groupe. Cet effacement des frontières habituelles ne se rend cependant pas jusqu'au couple: pas de polyamour sur les lieux, ce qui nous éloigne également des stéréotypes qui s'accrochent aux communes *hippies*.

Un tel quotidien ne plairait certainement pas à tout le monde. Le repli dans sa bulle privée et intime est certes lié à notre mode de vie individualiste et consummatoire, mais il a aussi un côté agréable qu'on ne souhaite pas nécessairement abandonner d'emblée. Néanmoins, de telles sorties du cadre méritent certainement d'être célébrées et mieux connues pour qu'on puisse s'en inspirer. ▶

Solens Hjerte («cœur du soleil»). Photo: Philippe de Grosbois.



Pour en savoir davantage sur les lieux, on peut visiter le site solenshjerte.dk (anglais et danois).



« Nous sommes les petits enfants de l'ouvrier que vous n'avez pas pu tuer. »

CHILI

RÉBELLIONS POPULAIRES CONTRE LE NÉOLIBÉRALISME

Pierre Mouterde*
Photos : Fabián Muñoz

Depuis le 18 octobre 2019, le Chili néolibéral du président Piñera est entré en crise, en proie à une vaste rébellion populaire touchant le pays entier. En ce début de novembre 2019, les blocages sont partout, laissant voir que se joue un véritable bras de fer politique entre forces sociales irréductiblement opposées.

Il faut dire que le Chili a cette vertu de mieux faire voir – à travers des situations sociales et économiques tranchées et des acteurs politiques exemplaires – ce qui semble souvent si brouillé et masqué. C'est un pays baromètre, une sorte de laboratoire social et politique. Il l'a été dans les années 1960-1970, avec l'Unité populaire de

Salvador Allende, expression de cette «ère des brasiers» ayant, dans le sillage de la révolution cubaine, embrasé le continent de ses aspirations au changement social. Il l'a été encore dans les années 1970-1980, avec la dictature de sécurité nationale du général Pinochet, symbole de cette répression sauvage et de l'imposition au forceps

d'un modèle économique néolibéral dont on allait bientôt connaître la recette partout dans le monde. Il l'a été aussi dans les années 1990-2000, avec le retour à la démocratie, mais à une «démocratie restreinte», les militaires continuant à gouverner derrière le trône. Il l'a été – je l'avais noté à l'époque – en 2011 avec ces gigantesques ►



Des policiers montent la gardent devant le palais de la Moneda, siège de la présidence du Chili, à Santiago.

manifestations étudiantes soutenues par de larges secteurs de la population, exigeant déjà, mais en vain, une éducation publique gratuite et non soumise aux seules logiques mercantiles. Et il l'est de nouveau en cette fin de 2019, alors que partout en Amérique latine reprennent force de vastes mouvements sociaux de contestation anti-néolibérale, en particulier en Équateur et à Haïti.

Mais s'il est un pays baromètre, le Chili l'est avec les contradictions sociopolitiques de l'heure: car si c'est à un changement global auquel de larges secteurs de la population aspirent, nul ne voit encore très bien le chemin qu'il faudrait prendre pour y arriver, tant la classe politique est discréditée, la gauche politique divisée ou pas toujours en phase avec la rue et le mouvement social fragmenté. Si tout le monde pointe du doigt la nécessité d'une constituante ou d'un plébiscite pour y arriver, aucune stratégie concrète unificatrice et rassembleuse ne paraît encore se dessiner, de manière à faire substantiellement bouger les rapports de force et à obtenir tant la démission du président Piñera honni que la mise en route d'une assemblée constituante démocratique et populaire.

INIQUITÉ NÉOLIBÉRALE...

Ils sont certes nombreux à pointer du doigt les iniquités colossales et travers structurels du système néolibéral chilien.

Les exemples ne manquent pas pour l'illustrer avec force: depuis les salaires exorbitants du président et des députés¹ (véritable classe politique hors-sol), si scandaleusement élevés par rapport au salaire minimum ou au revenu moyen d'une majorité de Chilien-ne-s, jusqu'à l'éducation² et la santé, en grande partie privatisées et objets de juteux profits pour des entrepreneurs étroitement liés au régime, en passant par le régime de retraites par capitalisation laissant à la grande majorité des revenus misérables (160 dollars par mois), alors que ceux des membres des forces armées et des carabiniers avoisinent 730 dollars. Avec à la clé, dans un pays qui a néanmoins connu une croissance importante de son PIB³, des abîmes d'inégalités et surtout

des quantités grandissantes de gens endettés, avec, en 2018, une dette par ménage équivalente à 73,3 % du revenu disponible.

... ET RÉPRESSION SYSTÉMATIQUE

Ils ont été nombreux à s'offusquer de la répression de la police ainsi qu'à dénoncer l'intervention de l'armée venue à sa rescousse. À tel point d'ailleurs que Piñera a dû, pour calmer le jeu, annoncer le retour des militaires dans leurs casernes. Mais sans pour autant que ne cesse une répression dure et indiscriminée. Selon l'Institut national des droits de la personne, on en serait aujourd'hui à un total de plus de 25 morts (dont au moins 5 morts par balle), plus de 1700 blessés (dont 177 personnes ayant perdu un œil) et plus de 5000 détentions dont 400 enfants ou adolescents, sans parler de 13 femmes disparues et de nombreux cas de tortures et de violences sexuelles. En attendant les résultats officiels de l'enquête menée par l'ONU, on peut cependant d'ores et déjà noter que cette répression – bien des témoignages recueillis vont dans ce sens – s'inscrit dans une stratégie de tension étatique justifiant les violences policières et militaires. La façon dont, par exemple, ont été endommagées (simultanément

et avec des moyens techniques relativement puissants) nombre de stations du métro de Santiago ne peut que laisser planer bien des doutes sur l'origine de ces méfaits.

C'est donc avec un système entier avec lequel beaucoup de Chilien-ne-s veulent en finir; un système qui combine néolibéralisme outrancier et autoritarisme indiscriminé, à l'image de cette dictature de sécurité nationale dont le général Pinochet a installé les fondements sans que le retour à la démocratie en 1989 ait osé les remettre réellement en cause.

CE NE SONT PAS 30 PESOS, MAIS 30 ANNÉES

Un des slogans les plus repris et affichés par les manifestant-e-s ces derniers jours rappelle avec force cette vérité première: «*Ce ne sont pas 30 pesos, mais 30 années d'indifférence et d'abus*». En effet, ce qui est en jeu, ce n'est pas seulement la hausse du prix du métro de Santiago, point de départ indéniable de cette rébellion. Ce qui est contesté, c'est l'existence d'un système économique, social, politique et culturel dont de larges secteurs de la population ne peuvent qu'expérimenter quotidiennement l'injustice profonde et vis-à-vis duquel s'est exprimé un ras-le-bol populaire.





Le caractère massif et radical des mobilisations ne peut d'ailleurs que frapper l'observateur attentif: aucune des promesses gouvernementales ne semble jusqu'à présent satisfaire ni aucun type de répression ne paraît pouvoir arrêter cette mobilisation. Comme si l'affaire était entendue. Le président Piñera a eu beau promettre l'abrogation de la hausse des tarifs du métro, faire miroiter l'augmentation du salaire minimum garanti pour tous (passant de 300 000 à 350 000 pesos) et de la retraite, le gel des tarifs de l'électricité et la réduction du salaire des parlementaires. Il a eu beau changer de cabinet, rappeler l'armée dans ses casernes et même demander «pardon au peuple chilien», à l'heure qu'il est, sa cote de popularité dans les sondages est d'à peine 13%. Il a été forcé d'annuler successivement les rencontres de la 25^e conférence annuelle de Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (COP 25), de la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) et de la finale de football de la *Copa libertadores* prévue pour le 23 novembre. La mobilisation sociale n'en continue pas moins: après une nouvelle manifestation monstre à Santiago le 8 novembre, les principales organisations sociales et syndicales du pays viennent de lancer un ultimatum au président et ont appelé à une grève générale le 12 novembre.

À LA RECHERCHE D'UN SECOND SOUFFLE

Après trois gigantesques manifestations (regroupant dans le pays des millions d'individus), la mobilisation sociale et populaire est à la recherche d'un deuxième souffle. Elle n'en prend pas moins des formes nouvelles, s'approfondissant à sa manière. Ainsi en est-il de ces assemblées ouvertes (dites «*cabildos abiertos*»), préparatoires à une future constituante qui se multiplient à l'échelle du pays et au sein desquelles tous et toutes se font entendre, donnent leur avis sur l'avenir du pays et proposent leur solution sur le mode démocratique.

Sans pouvoir avancer aucun pronostic certain, il est cependant facile de l'imaginer: l'histoire du Chili a été rythmée au cours du 20^e siècle par de grands changements constitutionnels: en 1925 tout d'abord quand, sous la direction du général populiste Carlos Ibañez, le Chili s'est doté pour la première fois d'une constitution aux aspirations démocratiques et inclusives; puis plus proche de nous, en 1980, quand sous la férule de Pinochet, il s'est brutalement retrouvé enfermé dans le carcan d'une constitution conservatrice et autoritaire. Tout semble indiquer que le pays est mûr pour un nouveau changement constitutionnel de fond.

À moins que Piñera opte pour une fuite en avant dans la répression ou fasse appel à la constituante, réduite à sa portion congrue et étroitement contrôlée depuis le haut. À l'heure où j'écris ces lignes, tout reste encore largement ouvert. **am**

* Sociologue, spécialiste des mouvements sociaux en Amérique latine et coauteur (avec Patrick Guillaudat) de *Les mouvements sociaux au Chili (1973-1993)*, Paris, L'Harmattan, 1995.

1. Plus de l'équivalent de 10 000 dollars US mensuels pour les députés, d'au moins 40 000 dollars US pour le président par ailleurs déjà multimillionnaire. C'est le taux le plus haut de toute l'Amérique latine. Le salaire minimum, quant à lui, atteint l'équivalent de 500 dollars US mensuels.

2. Les écoles privées du Chili accueillent désormais 60% des élèves au primaire et au secondaire. Moins de 25% du système éducatif est financé par l'État, les budgets des établissements dépendent, en moyenne, à 75% des frais d'inscriptions.

3. Il est passé, per capita, de 1 640 dollars en 1973 à 15 923 en 2018. Mais si en près de 45 ans ce PIB a été multiplié par 10, le Chili est aujourd'hui considéré comme le 7^e pays le plus inégal du monde, avec un coefficient GINI de 0,50, équivalent à ce que le 1% des plus riches monopolise 33% de la richesse.



Dacca, Bangladesh. Photo: Amélie Nguyen.

BANGLADESH

LA MISÈRE DES TRAVAILLEUSES DU TEXTILE

Amélie Nguyen ◀

De retour d'une mission intersyndicale au Bangladesh, l'autrice partage ses constats et impressions sur un implacable système d'exploitation¹.

L'ÉCROULEMENT DU RANA PLAZA

Un terrain vague comme les autres. Des plantes aquatiques qui poussent dans l'eau sale accumulée. Des déchets. Quelques briques sur le sol qui témoignent silencieusement de la tragédie qui s'est produite en 2013: l'écroulement de l'édifice du Rana Plaza, qui abritait les ateliers de misère du textile, l'une des pires tragédies industrielles du 21^e siècle. Au moins 1135 morts et plus de 2300 blessé-e-s, d'un seul

coup, morts qui auraient facilement pu être évitées². On nous dit qu'il y aurait encore une centaine de corps qui n'ont pu être récupérés sous les décombres, sous les herbes hirsutes que l'on regarde. Et pourtant, si peu de traces de recueillement. Seulement une petite statue à l'entrée qui dit que les victimes ne seront pas oubliées. Ce qui frappe pourtant, c'est l'odieux de l'indifférence pour les travailleuses du textile. Même dans la mort. L'oubli souhaité

par les industriels qui poursuivent l'exploitation sans fin, presque comme si de rien n'était.

L'INCENDIE DU TAZREEN FASHIONS

Un an plus tôt, en 2012, l'édifice du Tazreen Fashions avait été la proie des flammes, causant la mort de 112 travailleuses et travailleurs, enfermés dans l'édifice pour les assujettir à la tâche, pour ne pas qu'elles et ils quittent leur poste. De l'extérieur,

les fenêtres souillées de suie, les bouches d'aérations déformées, laissent imaginer la souffrance et la puissance désespérée d'une dernière lutte pour la survie. Sans l'ingéniosité des organisations locales – comme le Bangladesh Center for Workers' Solidarity (BCWS), dont les représentant·e·s se sont courageusement fait passer pour des journalistes, quelques heures après la tragédie, pour visiter le site –, le lien avec les grandes marques du vêtement que nous consommons ici aurait été occulté. On nous raconte des histoires d'horreur: «*Deux femmes ont sauté par la fenêtre en se tenant par la main pour que leur corps soient retrouvés. L'une a survécu, l'autre s'est empalée dans les décombres.*» «*Un ouvrier a appelé sa mère pendant le feu pour lui expliquer qu'il n'arrivait pas à sortir de l'édifice et pour lui dire qu'il se cacherait dans la salle de bain en attendant les secours. C'est là qu'on l'a trouvé, quelques jours plus tard, mort, le téléphone à la main.*» Dans les décombres, des étiquettes de plusieurs compagnies transnationales ont été retrouvées sur les vêtements, ainsi que les documents écrits précisant les noms des marques qui sous-traitaient dans l'usine. Dans l'absence de transparence des chaînes d'approvisionnement mondiales, il s'agissait de l'unique manière de les faire réagir³.

UN NOUVEL INTERNATIONALISME SYNDICAL ?

Au Bangladesh, les organisations ne sont pas utopistes. L'une des demandes suite à l'écroulement du Rana Plaza souligne leur cruel réalisme: dans ce pays à majorité musulmane, où les obsèques sont très importantes, elles ont demandé qu'une banque des empreintes digitales des travailleuses et travailleurs soit constituée pour que les corps soient identifiables... la prochaine fois.

Depuis 2012, puis 2013, l'indignation et la solidarité internationale suscitée par les deux tragédies a permis plusieurs avancées, notamment quant à la sécurité des bâtiments et à certaines compensations financières aux victimes. Un accord volontaire tripartite et contraignant a été mis en place avec l'appui financier des

Pays-Bas et des grandes marques qui y ont consenti: l'Accord sur la sûreté et la sécurité des bâtiments. L'Accord liait les usines locales du textile, le gouvernement et de grandes organisations syndicales internationales comme IndustriALL et UNI Global Union. Il était aussi prévu que les transnationales du vêtement rendent publiques les endroits où elles se fournissaient au Bangladesh et qu'elles compensent les améliorations apportées par leurs sous-traitants bangladais. Les usines locales étaient appelées à s'engager à améliorer leurs pratiques sous peines de dénonciations publiques de la part de l'Accord, qui comprend notamment un organe d'inspection indépendant et la mise en place de comités de santé et sécurité composés de travailleuses et travailleurs dans toutes les usines visées. De ces usines, ce seraient 90% des cas problématiques qui auraient rendu leurs édifices plus sûrs, les 10% restants étant par ailleurs les édifices où les rénovations nécessaires seraient les plus importantes et coûteuses. Les travailleuses du textile ont témoigné sur place de leur appréciation de ce programme, qui leur permettait de dénoncer anonymement les abus à un intermédiaire indépendant. Or, ce programme initial de cinq ans, qui a été reconduit pour un an l'an dernier, dépendait beaucoup du financement international et de l'ouverture passagère des élites locales au dialogue, face aux dénonciations internationales. Après de fortes pressions du secteur manufacturier du textile, représenté par l'Association des manufacturiers et des exportateurs du textile du Bangladesh (BGMEA en anglais), dans quelques mois, ce programme, son personnel et les infrastructures bâties à grands frais lui seront cédées. Selon plusieurs syndicats et organisations rencontrés, cela équivaldra à rendre nulle son indépendance et signifiera concrètement la fin des recours indépendants possibles pour les travailleuses du textile lorsqu'il y a un danger pour leur sécurité ou que leurs droits sont bafoués. Malgré les avancées, que penser alors de la durabilité de telles expériences sociales, pilotées et financées de l'extérieur?

Il est révélateur que les personnes représentantes officielles du ministère du Travail bangladais nous aient dit que «*les compagnies sont aussi les politiciens. Elles sont le gouvernement*». En fait, au Bangladesh – le 3^e joueur mondial de l'industrie textile – 4,5 millions de travailleuses⁴ (puisque 75% des salarié·e·s sont des femmes) y sont employées, et plus de 80% des exportations dépendent de ce secteur. La majorité des député·e·s élu·e·s sont eux-mêmes des propriétaires de manufactures locales du textile. Dans ce contexte politique bloqué, il est difficile d'envisager un changement rapide des lois ou de leur application favorable aux travailleuses et travailleurs.

LA RÉPRESSION SYNDICALE

Au début de 2019, une vaste mobilisation spontanée des travailleuses et travailleurs a mené à une répression sans précédent au pays. Le gouvernement n'avait accordé que la moitié de la hausse du salaire minimum demandée par les syndicats, et uniquement aux travailleurs·euses les moins qualifié·e·s. Le salaire minimum n'atteint aujourd'hui que 8000 taka, soit 124 \$CAN par mois, souvent pour 10 à 14 heures de travail par jour, sans congés maladie, sans temps pour la famille. Le rythme de production sous pression, qui suit les demandes de production à la demande des grandes marques, est intenable et cause de nombreux accidents⁵. Les patrons prennent prétexte de la hausse du salaire minimum pour demander une hausse de la productivité et limiter le nombre de travailleuses. Le harcèlement et les violences contre les femmes sont courants sur leur lieu de travail, contre une promotion, par exemple. Suite à la mobilisation, les propriétaires d'usines ont procédé à plus de 10 000 mises à pied en ciblant les personnes qui faisaient partie d'un syndicat ou celles qui demandaient la création d'un syndicat. Au Bangladesh, le droit de grève n'est reconnu que dans les syndicats enregistrés auprès du gouvernement. Il est extrêmement difficile d'obtenir cette accréditation comme syndicat indépendant, notamment parce qu'il ne peut y avoir qu'un syndicat par usine et que le patron en profite ►

souvent pour mettre en place un syndicat corrompu à sa solde.

Selon l'équipe du BCWS, la répression antisyndicale est quasi systématique. Les personnes qui militent, pour la plupart peu scolarisées, sont de plus souvent mises sur une liste noire qui leur bloquera l'accès à toute manufacture du textile par la suite. Les travailleuses mobilisées sont fières et connaissent désormais leurs droits, mais sont condamnées à la survie, du moins pour un certain temps. Présentement, le BCWS et les syndicats bangladais tentent notamment d'aider juridiquement les personnes qu'on a accusées de méfaits et

d'obtenir qu'on leur permette de nouveau de travailler.

Les organisateurs syndicaux, souvent des travailleuses qui ont elles-mêmes été mises à pied, sont régulièrement attaquées et menacées par des milices patronales et se sentent en grand danger. Mim, un travailleuse du textile, nous a dit : « *Je vais mourir un jour, ce sera peut-être aujourd'hui, mais je ne vais pas arrêter de faire ce que je fais.* » Il y a quelques années, l'un d'entre eux a été kidnappé, torturé et menacé de mort par la police. Leur collègue, Aminul Islam, a été assassiné en 2012. Malgré tout, l'équipe met énormément d'efforts dans l'organisation

des travailleuses et travailleurs qui n'ont pas beaucoup de temps, sont peu éduqués et ont peur de perdre leur emploi. Ils témoignent : « *Chaque fois qu'un syndicaliste est mis à pied, il faut recommencer à zéro, alors que de convaincre un leader par usine prend déjà plusieurs années.* » Ces personnes mises à pied en veulent parfois aux gens qui ont tenté de les organiser, ce qui affaiblit les organisations syndicales et devient lourd à porter. Stratégiquement, les organisateurs-trices en viennent à s'interroger : « *Si les travailleuses qui défendent le syndicat se font mettre à pied et peinent à survivre ensuite, devrait-on toujours nous battre pour créer des syndicats ?* » Mais ces



Usine Tazreen après le feu de novembre 2012. Photo : Amélie Nguyen.

personnes poursuivent la lutte car plusieurs d'entre eux ont vécu les conditions de travail dans les manufactures et ne les souhaitent à personne, parce qu'il faut que ça change. Plusieurs sont soumis à une surveillance constante de la part des autorités patronales ou policières. Des plans de crise sont prévus par le BCWS en cas de menaces ou de disparition d'un-e organisateur-trice.

When you fight, you
either win or you learn

Sumaiya, organisatrice syndicale



Selon Rubana Huq, présidente du BGMEA défendant les intérêts patronaux, l'enjeu en est aussi un de redistribution des profits dans la chaîne de production. Lorsque les grandes compagnies répondent aux pressions internationales et font en retour pression sur leurs fournisseurs pour une amélioration des conditions de travail, ils ne paient pas nécessairement plus pour les produits, c'est donc les compagnies bangladaises qui font beaucoup moins de profits. Même si on admettait cyniquement que le principal avantage comparatif du Bangladesh demeure le faible coût de sa main d'œuvre, la menace des délocalisations est toujours possible et il serait très difficile pour les travailleuses de se trouver un autre emploi pour survivre dans ce cas.

Le Bangladesh est en fait un exemple parfait des dépendances causées par l'imposition d'une économie néolibérale et néocoloniale destinée à l'exportation. Ainsi, un représentant du Haut-commissariat du Canada au Bangladesh nous disait qu'avec la densité de population du Bangladesh, «il n'y avait pas d'alternative» à l'industrialisation de l'économie, à l'afflux d'investissements directs étrangers, pour favoriser la croissance.

POUR LA PROCHAINE GÉNÉRATION

Durant notre mission, nous avons visité la petite maison de tôles d'une travailleuse, Helen. Il y a 25 ans, elle a quitté la campagne pour obtenir un meilleur emploi. Elle gagne 9000 taka par mois et vit dans une seule pièce où n'entrent que son lit et un petit comptoir où elle peut aligner ses quelques possessions, vaisselle, couvertures. L'immeuble abrite 48 familles et il n'y a que 13 brûleurs disponibles pour cuisiner, et 5 toilettes. Helen tente difficilement de payer pour les études de son fils de 16 ans. Elle aimerait qu'il puisse avoir un meilleur emploi que le sien. Son mari a eu un accident et a dû aller vivre à la campagne où elle peut rarement le visiter, car elle n'a que peu de congés. Comme plusieurs travailleuses, sa principale demande est la hausse des salaires. Selon Oxfam Australie, les salaires actuels ne permettent pas à 9 travailleuses sur

10 produisant pour les compagnies australiennes de se nourrir et de nourrir leur famille convenablement⁶.

Dans ce contexte complexe et noué, marqué par l'inégalité des rapports de force entre acteurs multiples, et où les responsables ultimes des violations des droits demeurent les grandes marques de vêtements en quête d'un profit destructeur des gens, des communautés et des écosystèmes, seule une voix forte solidaire et populaire pourra dénouer l'impasse dans laquelle se trouvent les syndicats et groupes de défense des droits bangladais. Un premier pas important: demander ici aux transnationales du textile un salaire viable tout au long de leur chaîne d'approvisionnement, qui permette à ces travailleuses de sortir du cycle de la pauvreté duquel elles sont prisonnières. En outre, il est urgent que le gouvernement du Canada adopte des lois qui permettent de sanctionner les compagnies transnationales canadiennes pour leurs violations des droits de la personne à l'étranger. 

1. L'autrice remercie le Syndicat des Métallurgistes de lui avoir permis de participer à cette délégation solidaire au Bangladesh en juin 2019.

2. Les travailleuses avaient vu les fissures dans les murs s'élargir au cours des jours précédant l'accident et ne souhaitaient pas entrer dans l'édifice le matin-même, mais y ont été forcées par le propriétaire de l'usine.

3. Compagnies: Walmart, El Corte Ingles (Espagne), KIK (Allemagne), C&A, Sean John's Enyce, Edinburgh Woollen Mill (Royaume-Uni), Karl Rieker (Allemagne), Piazza Italia (Italie), Teddy Smith (France) et Disney, Sears, Dickies, Delta Apparel (toutes les quatre des États-Unis).

4. Voir Fiona Weber-Steinhaus, «The rise and rise of Bangladesh – but is life getting any better?», *The Guardian*, 9 octobre 2019 et «RMG and Textile», 9 juin 2019, Databd.co. En ligne: databd.co/profiles/industries/profile-rmg-and-textile.

5. La production peut aller de 100 à 200 morceaux par heure.

6. Lisa Martin, «Workers making clothes for Australian brands can't afford to eat», *The Guardian*, 25 février 2019.

TONI MORRISON, TERRIBLE VIVANTE

Ariane Gibeau*

Toni Morrison, autrice incontournable de la littérature états-unienne, est décédée le 5 août dernier, à l'âge de 88 ans. Il convient de revenir sur son œuvre romanesque magistrale, récompensée par les plus grands prix (dont le Pulitzer en 1988 et le Nobel de littérature en 1993) et par un succès populaire jamais démenti, et, plus largement, d'apprécier son engagement comme éditrice et essayiste.

En 2018, affaiblie par la maladie, Toni Morrison affirmait en entrevue avoir peur de mourir avant la fin de la présidence de Donald Trump: «*Je lui survivrai*», disait-elle, à la fois déterminée et inquiète. Pour une écrivaine et intellectuelle ayant consacré sa vie à lutter contre les inégalités raciales et la suprématie blanche, la perspective de mourir en plein triomphe du racisme décomplexé avait quelque chose de cruel. Comme l'ont noté plusieurs personnes dans les médias en août dernier, sa mort a ressemblé à un mauvais coup du destin.

INTELLECTUELLE NOIRE « DANS UN MONDE ENTIÈREMENT SEXUALISÉ ET RACIALISÉ »

Comment le racisme affecte-t-il l'imaginaire des écrivain·e·s afro-américain·e·s? Comment, dans l'écriture, contourner le «*white gaze*» (cette perspective qui met les personnes blanches au cœur des productions littéraires, culturelles et médiatiques, qui fait passer l'identité blanche pour universelle) et s'imaginer soi-même? Comment écrire l'expérience des femmes afro-américaines, considérées depuis toujours comme «*étrangères chez elles*»? Autant de questions, encore d'une brûlante actualité, auxquelles Toni Morrison a cherché à répondre toute sa vie, tant dans l'écriture romanesque que dans un important travail d'éditrice et d'essayiste.

Née en Ohio en 1931, Toni Morrison fait des études de littérature en 1955 à Cornell (elle dépose un mémoire sur les représentations du suicide chez Virginia Woolf et William Faulkner), puis mène une carrière d'enseignante. À la fin des années 1960, elle est embauchée comme directrice littéraire chez Random House, prestigieuse

maison d'édition new-yorkaise et, en quelques années, publie des ouvrages fondateurs qui transforment le champ littéraire états-unien. *The Black Book* (1974), mosaïque d'archives (actes de naissance d'esclaves, partitions de musiques traditionnelles, articles de journaux, photos de lynchages, etc.), permet – fait encore très rare à l'époque – de documenter l'histoire des Afro-Américain·e·s dans une perspective antiraciste. *L'Autobiographie* d'Angela Davis (1974) constitue une plongée fantastique dans les luttes radicales pour les droits civiques et le mouvement des Black Panthers. *Corregidora* (1975), *Eva's Man* (1976) et *The Salt Eaters* (1980) de Gayl Jones et Toni Cade Bambara (peu connues au Québec et dans le monde francophone puisqu'elles n'ont pas été traduites) s'inscrivent dans un canon littéraire afro-féministe qui peut enfin tendre à la légitimité: ces œuvres présentent des personnages denses et complexes, à mille lieues des stéréotypes véhiculés par la fiction dominante. À une époque où le milieu de l'édition laisse très peu de place aux voix racisées, où les écrivaines noires peinent à être considérées comme des créatrices de plein droit, Morrison contribue à l'émergence de nouvelles esthétiques et crée un espace pour l'expression de subjectivités littéraires originales. Voilà qui n'a rien d'anodin.

À la carrière d'éditrice succède celle de professeure d'université. Carrière fructueuse, qui donne notamment lieu à la publication d'essais et d'ouvrages collectifs importants. *Playing in the Dark* (1992) constitue par exemple une étude fascinante des images et métaphores racistes, tantôt larvées, tantôt explicites, qui imprègnent l'œuvre des écrivains blancs

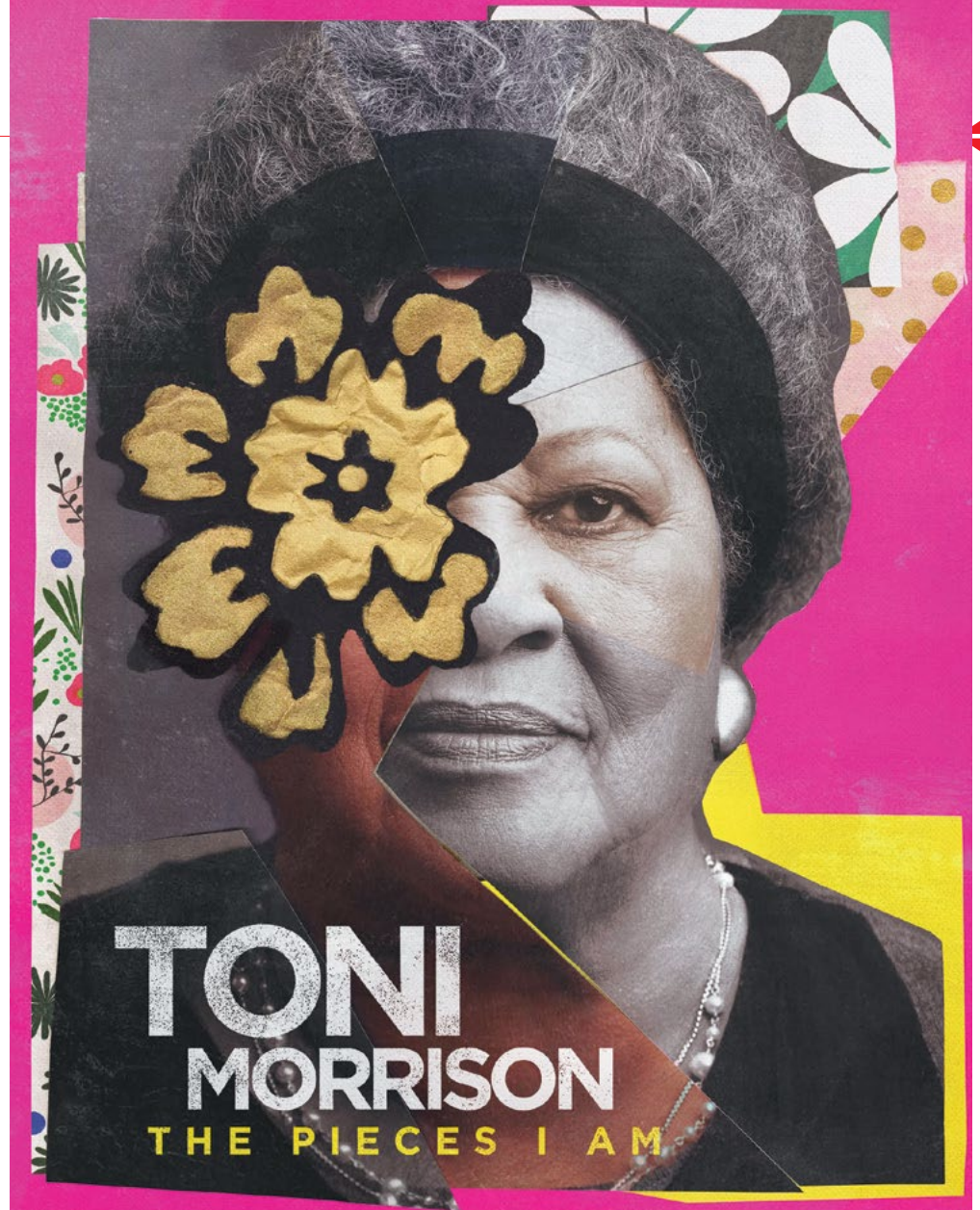
aux États-Unis (pensons à Herman Melville, à Edgar Allan Poe ou à Ernest Hemingway). Au lieu de s'intéresser aux effets des injustices raciales chez les écrivain·e·s qui les subissent, Morrison choisit de montrer «*ce que l'idéologie raciale fait à l'esprit, à l'imagination et au comportement des maîtres*». Dans *Race-ing Justice, En-gendering Power* (1992), elle invite dix-huit intellectuel·le·s à revenir sur les accusations de harcèlement sexuel déposées par Anita Hill contre le juge Clarence Thomas, et sur la nomination controversée de celui-ci à la Cour suprême des États-Unis en 1991. Pour expliquer l'ampleur de ce scandale public, Morrison évoque la perpétuation de stéréotypes racistes et sexistes à travers l'histoire des États-Unis: elle s'intéresse tout particulièrement à la perception des corps noirs dans la société et aux vieux discours qui, *d'avance*, condamnent les hommes racisés à être des prédateurs sexuels et les femmes racisées à avoir un appétit sexuel insatiable, dévorant et anarchique. Jusqu'à la toute fin de sa vie, elle prend part à de nombreux débats publics (sans jamais s'afficher militante d'une cause en particulier) et contribue aux affaires de la cité avec une posture que Pierre Bourdieu qualifie d'«*engagée-dégagée*», c'est-à-dire à la fois politique et entièrement tournée vers l'écriture.

ÉCRIRE LA VIOLENCE ET L'ÉMANCIPATION

Son œuvre romanesque, qui s'étend sur quarante-cinq ans – de *The Bluest Eye* (*L'œil le plus bleu*) en 1970 à *God Help the Child* (*Délivrances*) en 2015 –, s'inscrit donc dans une entreprise plus large de transformation des imaginaires. Les onze romans explorent l'histoire des

personnes afro-américaines avec une remarquable complexité formelle: ils disent le désir d'émancipation des personnages (généralement des femmes) tout autant qu'ils mettent en scène, avec une grande violence, les oppressions dont ceux-ci sont victimes. Les grands thèmes que Morrison déploie (la mémoire, la survie des Afro-Américain·e·s en contexte raciste, l'aliénation, l'exil, le déracinement, etc.) sont dépeints avec une force narrative qui tient en premier lieu à la polyphonie, aux multiples renversements de perspective et aux ambiguïtés sémantiques. Chaque roman échappe aux lectures manichéennes: peu importe la terreur ou la gravité de l'intrigue dépeinte, la narration, chez Morrison, évite les partis pris, se contente de mettre en scène, de montrer (ou de ne pas montrer) les événements.

Ainsi, et c'est un exemple parmi d'autres, ce sont les figures maternelles et ancestrales qui occupent le devant de l'œuvre, place qui leur confère des pouvoirs parfois démesurés: ceux de violenter, d'agresser, de tuer leurs enfants. Incarnations d'un passé collectif douloureux, les mères, chez Morrison, doivent rester en vie pour léguer à leur descendance leur récit, leur violence et leur esprit vengeur. Dans *Sula* (1973), Eva Peace tue son fils Plum, revenu héroïnomane de la Première Guerre mondiale, pour, quelques pages plus loin, se jeter dans les flammes et tenter de sauver (en vain) sa fille Hannah, transformée en torche humaine dans un accident. Dans *A Mercy* (*Un don*, 2008), la mère de Florens l'abandonne aux mains de maîtres inconnus pour lui assurer, lui avoue-t-elle à la fin du roman, un avenir meilleur. Dans *Beloved* (1987), roman le plus célèbre de Morrison, dont Angela Davis a dit qu'il constituait un tournant dans l'histoire de la littérature mondiale parce qu'il faisait des esclaves des êtres affectifs et agissants, Sethe tue sa fille pour lui éviter d'être retrouvée par les maîtres de la plantation, et transforme le meurtre en un geste d'amour suprême. Pour les mères de l'œuvre morrisonienne, les actes violents (voire a priori incompréhensibles) constituent une voie de résistance privilégiée, une manière de



Affiche du film *Tony Morrison. The piece I am* (2019) de Timothy Greenfield-Sanders.

s'inscrire dans un monde hostile, de rester vivantes.

À la mort de Morrison, j'ai pensé à Circe, la vieille sage-femme de *Song of Solomon* (*La Chanson de Salomon*, 1977). Alors que tout le monde la croit morte depuis longtemps, elle vit recluse dans une immense maison qu'elle refuse d'entretenir. Pour l'acquérir, des Blancs ont volé, menti et tué des Noirs. Lorsque Milkman, le personnage principal, entre dans la maison, happé par la puanteur et la détérioration des lieux, Circe se tient devant lui, triomphante: «*Mais c'est moi qui suis restée. Moi et les chiens. Et je ne nettoierai plus jamais. Jamais. Rien. Je n'enlèverai pas un grain de poussière ou de boue. Tout ce pourquoi ils ont vécu dans ce monde s'écroulera et pourrira.*» Morrison est morte avant la fin de la présidence de Donald Trump.

Mais les personnages qu'elle laisse en héritage, grandes furieuses devant l'éternel, refusent de rendre les armes. **ab**

* Ariane Gibeau est stagiaire postdoctorale au Département de français de l'Université d'Ottawa et chargée de cours à l'Institut de recherches et d'études féministes de l'UQAM.

1. Je précise ici mon propre «*standpoint*», celui d'une femme blanche, lectrice fidèle de Morrison depuis la fin de l'adolescence et chercheuse venue aux études féministes grâce à son œuvre.

2. *Étranger chez soi*, titre d'un essai de Morrison publié à la suite d'une série de conférences au Louvre, à Paris, en 2006.

MUSIQUE

HARO SUR LES PLAGIAIRES

Claude Vaillancourt ◀

Les musicien·e·s se sont toujours inspiré·e·s les uns des autres. Comme tous les artistes d'ailleurs. Et personne n'y voyait de mal, sauf en de rares exceptions. Depuis quelques années, ces emprunts sont de plus en plus judiciairisés. « Touche pas à ma chanson ! », pourrait-on dire. Sinon il faudra payer cher.

Les histoires de plagiat n'en finissent plus dans la musique pop. Elles touchent les chanteurs, chanteuses et groupes les plus populaires: Led Zeppelin, Lana del Rey, Ed Sheeran, Shakira, Sam Smith, Coldplay, Nirvana. Certaines chansons semblent clairement copiées. D'autres cas demeurent moins évidents.

Certes, les copieurs et les profiteurs doivent être sanctionnés. Mais deux cas récents montrent jusqu'où la justice peut aller. D'abord, celui de Katy Perry, qui doit payer 2,8 millions \$ parce que sa chanson *Dark Horse* se serait beaucoup trop inspirée d'un obscur rap chrétien, *Joyful Noise*, composé par un dénommé Flame. Un peu avant, Robin Thicke et Pharrell Williams ont été sommés de donner 7,4 millions \$ aux héritiers de Marvin Gaye parce qu'ils auraient plagié, avec la chanson *Blurred Lines*, le succès *Got to Give It Up*.

Qu'il soit clair dès le départ que je n'ai pas l'intention de défendre ces chansons. Surtout pas *Blurred Lines* qu'on a accusée à juste titre de participer à la culture du viol et de propager l'image de la femme-objet. Mais ces poursuites donnent l'occasion de réfléchir à des sujets comme la privatisation de l'art, la protection excessive des droits d'auteur, et aussi aux revenus astronomiques qu'engendrent les grands succès de la pop.

UN PLAGIAT ? QUEL PLAGIAT ?

Quelques cas célèbres révèlent que certains musiciens ont clairement manqué d'inspiration en resservant presque note pour note une chanson connue ou inconnue. Par exemple, les Beach Boys, avec *Surfin' U.S.A.*, ont repris quasi intégralement *Sweet Little Sixteen* de Chuck Berry,

avec de nouvelles paroles et de nouveaux arrangements. Le groupe a dû reconnaître que la paternité de la chanson revenait à son véritable auteur.

Le cas de *My Sweet Love* de George Harrison, dont les ressemblances avec *He's So Fine* des Chiffons sont vraiment très fortes, est plus compliqué. Après un procès largement médiatisé, le juge a tranché en accusant le chanteur d'avoir fait un plagiat involontaire. L'ex-Beatles a payé très cher en tracasseries et en argent sonnait un acte peut-être réellement inconscient.

Les chansons *Blurred Lines* et *Dark Horse* n'offrent pas de pareilles similarités avec les modèles qui les auraient inspirées. Loin de là. La première chanson, surtout, est même très différente de celle de Marvin Gaye: à part un *groove* similaire, mais entendu mille fois ailleurs, ni la ligne mélodique, ni les harmonies, pas même le rythme sont comparables avec la soi-disant composition originale. Le jugement du tribunal en a déconcerté plus d'un·e.

Quant à *Dark Horse*, la ressemblance avec *Joyful Noise* se limite à un leitmotiv de trois notes, reprises dans un contexte très différent, ce qui semble de façon évidente bien peu pour soutenir une accusation de plagiat. Cette mélodie est d'ailleurs si peu inventive qu'on peut croire la défense lorsqu'elle affirme que Katy Perry et ses co-compositeurs n'avaient jamais entendu l'original.

UNE TRADITION OU UN CRIME ?

Pourtant, les emprunts en musique ont toujours été très fréquents et stimulent la création. L'essence même de la musique traditionnelle est de reprendre les œuvres des autres, de les transformer, dans un long

processus, de les adapter au goût de l'interprète, de changer le rythme, les paroles, l'esprit même parfois. Cela, bien sûr, alors qu'au départ, la notion de propriété intellectuelle n'existait pas. En musique classique, les compositeurs ont très souvent pris plaisir à citer des prédécesseurs. Le cas de Richard Wagner est particulier: peut-être est-ce le premier grand plagiaire moderne, sa musique reprenant sans le dire (mais en les transformant) des passages de Hector Berlioz, de Felix Mendelssohn, de Giacomo Meyerbeer – sans que personne ne s'en offusque.

Le jazz se définit aussi par des emprunts à n'en plus finir, dans le style, dans les agencements de notes. Certains disciples reprennent de façon étonnamment semblable le jeu des grands maîtres. Combien de musiciens avons-nous entendus improviser comme John Coltrane, Oscar Peterson ou Miles Davis? La structure du blues répète de façon inépuisable la même séquence d'accords, dans les différentes tonalités. Le standard de jazz, joué de toutes les façons, est la plupart du temps identifié à son auteur, mais très souvent celui-ci ne retire aucun revenu de ces reprises. Charlie Parker aimait composer des mélodies sur les séquences d'accords de chansons connues (la mélodie d'*Ornithology*, par exemple, a été écrite en empruntant les accords de *How High the Moon*).

Tout se complique à l'arrivée de la pop et des revenus extraordinaires générés par les plus grands succès. Les cas de poursuite se sont multipliés depuis les années 1960, à mesure que des outils juridiques de plus en plus affûtés se développaient en matière de droits d'auteur. Les derniers procès

révèlent une tendance qui pourrait se perpétuer: les chansons sont désormais morcelées, une seule phrase musicale dans une chanson qui se développe autrement suffit pour justifier une poursuite. Ce qui pourrait aller loin: quiconque trouve une similitude entre une chanson qu'il a écrite et un succès du palmarès vient de gagner le gros lot.

Les montants générés par ces procès sont si élevés qu'ils deviennent une manne pour les cabinets d'avocats spécialisés en la matière. Une victoire peut aussi être vue comme la revanche du petit. Elle compenserait une situation où les revenus des artistes sont si mal répartis entre ceux et celles qui connaissent des succès démesurés sans nécessairement être meilleur·e·s que les autres et tant de chanteurs·euses qui restent méconnu·e·s et gagnent difficilement leur vie. Une bonne poursuite peut être vue comme un moyen de donner un coup de pied dans le derrière de ce système fondamentalement injuste. Même si ces poursuites demandent de bons investissements.

POURSUIVRE OU PAS

Cette judiciarisation de la musique pop reste cependant inquiétante. Des enchaînements convenus d'accords et de courtes ritournelles deviennent des biens privés qui valent des fortunes. Un musicien responsable d'un emprunt est traité en criminel, comme le montre de façon caricaturale George Harrison dans la vidéo de la chanson *This Song*, écrite à la suite de ses délées judiciaires.

Peut-être que davantage de musicien·ne·s devraient adopter l'attitude de Ian Anderson du groupe Jethro Tull. Il est évident que l'air du couplet d'*Hotel California*, le méga succès des Eagles, est le même que dans la chanson *We Used to Know* de Jethro Tull. Pourtant, Anderson a refusé de se lancer dans un recours devant la justice qu'il aurait pu gagner. Il a plutôt déclaré au magazine *Songfact*: « C'est juste une même suite d'accord à un moment. Les mesures ne sont pas les mêmes, la tonalité non plus, et le contexte est différent. Et c'est un très très beau morceau qu'ils ont écrit ici, donc je ne ressens

rien d'autre qu'une forme de joie pour eux. Et je me sens flatté aussi qu'ils aient proposé cette suite d'accords. »

Il faut admettre qu'une pareille attitude et une telle noblesse sont difficiles à reproduire dans un monde où l'argent coule à flots et où la gloire est une rareté qu'on s'arrache. Rien d'étonnant que ces poursuites se fassent d'ailleurs uniquement dans le monde de la grande industrie culturelle, principalement anglo-saxonne,

si bien intégrée à l'économie capitaliste. Ailleurs, les musicien·ne·s continuent à se piller les uns les autres, sans que ça ne dérange personne, pour leur plus grand bien. **ab**

Illustration : Shareheads (CC BY 2.0).





LA DISPARITION : DEUX VARIATIONS SUR UN THÈME

Jacques Pelletier ◀

On saurait difficilement trouver deux romans aussi dissemblables que ceux publiés cet automne par André Hamel et Jean-Simon Desrochers. Dans *Le désarroi du vieil Hubert* (Leméac, 2019), Hamel nous propose un récit intimiste centré sur la quête de sens d'un héros vieillissant face à une mort inéluctable. Dans *Les limbes* (Les herbes rouges, 2019), Desrochers évoque sur le mode descriptif la disparition du célèbre « *Red Light* » de Montréal, démolì pour faire place nette à la modernité conquérante des années 1960.

Le roman d'Hamel s'inscrit dans le prolongement de *Mourir d'oubli* (Leméac, 2017), récit sous forme de chroniques de la Mauricie, qui s'était avéré une révélation étonnante il y a deux ans. Sauf que cette fois-ci le projecteur est axé davantage sur le drame existentiel du héros-narrateur qui va vivre, selon le mot de Pascal, « une nuit de feu », une prise de conscience décisive au terme de laquelle il va trouver une sorte de quiétude face à la mort qui vient.

Le cadre demeure villageois puisque c'est le lieu d'inscription fondamental du héros au monde, qui, bien qu'intellectuel et considéré un brin original par ses concitoyens, y vit d'ordinaire une petite vie sage et réglée au quart de tour. Mais il est toutefois relégué au second plan d'un récit d'abord initiatique, conçu comme une sorte de messe, une expérience mystique au terme de laquelle le vieil Hubert retrouvera son âme et sa vérité naguère dispersées dans le désordre du monde.

« JE VIS SUR UNE CORNICHE ÉTROITE, EN SURPLOMB D'UN GOUFFRE PROFOND »

Cette phrase, qui revient comme un leitmotiv, une mélodie obsédante, est sans doute celle qui traduit le mieux l'état d'esprit d'Hubert, sa fragilité et son étrangeté : « *Je suis, note-t-il, celui qui va et vient du monde à l'outremonde, du réel au surréel, du vrai à l'imaginaire* ». Il est saisi au moment où, funambule sur une corde raide, il risque de chuter dans le « gouffre profond » d'où l'on ne revient pas, ce qui provoque en lui un sentiment de détresse.

Cette sourde menace de disparition est préfigurée symboliquement par la « désertion » d'un vieil ami, Omer, cassant maison et cherchant refuge au Paradis du village, une résidence pour personnes âgées, véritable antichambre d'une mort indigne à laquelle on se résigne.

Le choc provoqué par le départ d'Omer déclenche chez Hubert un retour sur soi, sur son rapport au monde qui lui semble avoir été surtout une fuite se traduisant par de nombreux renoncements : découverte puis refus de tenir une « *parole indisciplinée* » pouvant révéler le monde lors d'une expérience de journalisme effectuée à l'adolescence ; découverte de la puissance de la parole théâtrale un peu plus tard, aussi rapidement abandonnée ; découverte également de la littérature lorsqu'il était étudiant, accompagnée d'une critique vive de son enseignement tel qu'on s'y livrait à l'université pontificale fréquentée dans sa jeunesse, critique légitime, mais le conduisant à s'écarter de son exercice jusqu'aux dernières années de sa vie où il vient enfin à l'écriture, retrouvant le goût de la « parole indomptée », dissonante et réfractaire.

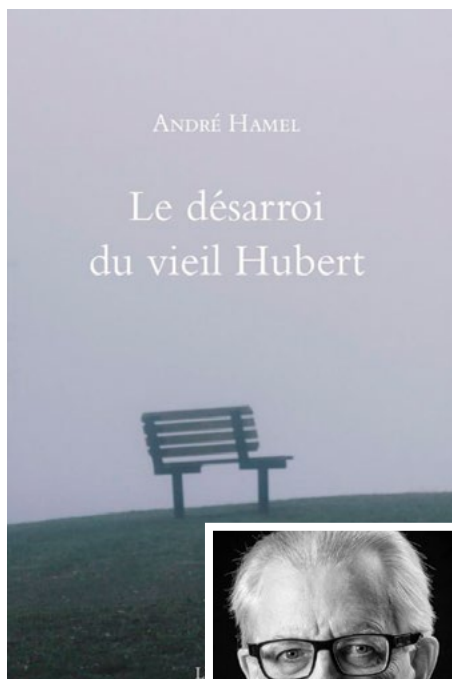
Dans ces allers-retours de la mémoire, Hubert retrouve ce qu'il y avait d'authentique dans ces expériences, qui ont été autant d'occasions manquées, et il a bien l'intention de renouer avec la parole intempestive qui pourrait exprimer sa vérité profonde : « *Il voudrait enfin vivre, penser et mourir autrement qu'on ne lui a appris, se délivrer de ses chaînes, et du coup délivrer son vieil ami Omer des siennes, celles qui le retiennent au Paradis du Village* ».

Peut-on mourir plus librement qu'on a vécu ? se demande-t-il. »

DE LA LIBÉRATION DE SOI À L'ÉMANCIPATION D'AUTRUI

Il entreprend alors, contrairement à ses déambulations de somnambule habituelles, un « *voyage rédempteur* » au cours duquel il croise dans le réel des petites rues du village ou dans son imagination fertile des amis d'enfance comme Ron Lalonde, qui lui a accolé naguère le surnom d'Hubert Hubert, et des amours de jeunesse, telle Bérangère Bélanger, qui pourrait lui inspirer, s'il y cédait, une « *nostalgie mortifère* », ou encore Marielle Vincent, une apprentie comédienne montée à Montréal et devenue « *coiffeuse de théâtre* ». Avec ces personnages fantasques et improbables, il décide de renouer avec le théâtre, conçu cette fois non pas comme une entreprise artistique, mais comme une expérience de vérité, « *mise à nu dans lequel l'action déborderait largement le cadre étroit de la scène, un théâtre dans lequel nous serions les metteurs en scène du grand réveil de l'incroyance créatrice et libératrice* ».

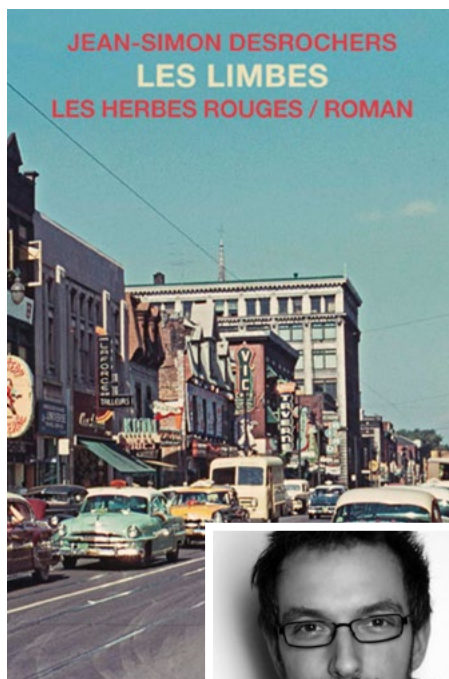
Emporté dans un délire mégalomane, Hubert en appelle alors à la création d'une Armée blanche qui pourrait se porter à la défense des droits des aînés, s'opposer à leur confinement et à leur rapetissement et se lancer à l'assaut du Vieux Monde pour en recréer un qui convienne à leurs véritables aspirations. Utopie sur laquelle se clôt le discours social enchâssé dans le soliloque du vieil Hubert qui se termine par son apprivoisement de la mort.



LA TERRE-MÈRE

Comment affronter la mort? C'est là sans doute la question principale que soulève ce roman, qui l'innervé du début à la fin. Marque-t-elle une fin définitive, une disparition totale qui ne peut être que génératrice d'angoisse? Ou est-elle un retour à l'origine, une dernière boucle à parcourir par les «*boursouflures du monde*» que nous sommes, «*voyageurs immobiles, étoiles mortes, avant que nous arrive la nouvelle de notre naissance*»?

Au terme de sa nuit de feu, elle apparaît à Hubert sous la forme apaisante, réconfortante, d'«*une mère qui nous tend les bras et nous accueille dans le giron du monde, duquel un jour nous nous sommes échappés sous le prétexte de naître*», ou encore comme un marais qui symbolise le «recommencement» du monde, le «pays natal» évoqué par le Virgile d'Hermann Broch, dans lequel se rencontrent et fusionnent le vieil homme qui va mourir et l'enfant qu'il fut un jour dans la quiétude générée par le grand retour à la terre-mère. «*Ce sera, et c'est en quelque sorte le dernier mot du récit, la nuit des temps,*



la nuit du recouvrement du monde», de la «complétude» dans lequel nous trouverons éventuellement notre accomplissement et notre résurrection.

C'est la «leçon» qui se dégage au terme de ce magnifique roman qui confirme ce que *Mourir d'oubli* avait révélé: la naissance – tardive – d'un écrivain qui, dans sa langue «surannée et malmenée» se situe à la hauteur des plus grands, évoqués allusivement dans le récit: Broch, Lawrence Durrell, William Faulkner, Fernando Pessoa et Marcel Proust.

DÉCLIN ET MÉTAMORPHOSES : LA DISPARITION D'UN MONDE

Dans *Les limbes*, Jean-Simon Desrochers nous introduit dans un univers qui se présente comme la contrepartie négative du monde immobile qu'habite le vieil Hubert: celui, effervescent mais déstructuré du célèbre «*Red Light*» montréalais, lieu du stupre et du crime, de la fête et de la mort entrelacées.

En cela, ce récit renoue avec *La canicule des pauvres* (Les herbes rouges, 2009), roman qui a fait connaître l'auteur et

a assuré sa notoriété il y a dix ans et dans lequel il construisait un univers social de paumés gravitant dans un immeuble délabré, Le Galant. Celui-ci apparaît comme la dernière incarnation du lupanar dans *Les limbes*, dont l'évocation est effectuée à partir du regard singulier d'un enfant qui y a vécu et grandi.

Celui-ci est par ailleurs le héros d'un récit d'apprentissage, qui constitue le deuxième volet du roman, et qui nous conduit du monde de l'enfance et de l'après-guerre au surgissement, dans les années 1960, de la modernité et de l'éveil concomitant du néonationalisme. C'est ce monde en mutation rapide qu'aura à affronter Michel Best, devenu une sorte d'agent double, d'«irrégulier», pour reprendre une expression de Jacques Ferron: une «taupe», une hydre à plusieurs têtes, servant tour à tour le crime organisé, la police et même, à sa manière, le mouvement indépendantiste naissant pour lequel il éprouve de la sympathie. C'est la ligne politique et policière qui structure la deuxième partie du roman après son décrochage du monde des bordels.

L'EMPIRE DU LUPANAR

Michel Best naît ainsi au début de la Deuxième Guerre mondiale dans un lupanar célèbre de la rue Sainte-Élisabeth situé en plein cœur du quartier chaud de Montréal. Fils d'une prostituée qui, tombant enceinte, connaît son «arrêt de mort», Michel est pris en charge, après le décès effectif de la mère, par la tenancière du bordel et la blonde de celle-ci qui prendra plus spécifiquement en charge son éducation.

C'est par le regard d'enfant de Michel, d'abord naïf puis bientôt dénié, que passe la description du monde de la prostitution sous la forme de la maison close qu'elle revêt dans le contexte de l'époque. C'est une institution qui possède sa hiérarchie, qui est dirigée par une «tenancière officielle», doublée d'une officieuse affublée souvent d'une fausse identité, elles-mêmes placées sous l'autorité d'un caïd de la pègre, plus ou moins en cheville avec la police. Elle comprend des catégories de prostituées, de la vedette qui peut imposer des tarifs élevés aux clients ►

aux déclassées qui doivent se contenter de peu et qui, contre une certaine sécurité assurée par la maison, sont réduites à l'esclavage.

Cet univers clos va se métamorphoser, au fil des années, en maisons semi-ouvertes, favorisant le recrutement de clients rabattus par les taxis, avant de devenir des « *tourist rooms* », forme moderne et libérale de la prostitution qui conduit elle-même ultimement aux « escortes » indépendantes ou travaillant en agences.

Best, grandissant dans cet univers, sert de prétexte à cette évocation sociographique du milieu qui est une composante centrale du roman. Il échappe à la loi d'airain de cet univers, qui le voue au banditisme, grâce à l'éducation de Janine, tenancière officieuse de la maison où il vit et d'un tuteur particulier qui l'initie au monde de la pensée et de l'écriture, grâce aussi à la protection du caïd local qui le destine à une vocation de flic, espérant s'en servir comme indicateur et couverture pour ses activités criminelles. C'est en ce point que le roman connaît une bifurcation, prenant désormais la forme d'un polar à dimension politique.

LA TAUPE À TROIS TÊTES

Au début des années 1960, Best, qui est animé par un certain idéalisme, fait la connaissance du mouvement indépendantiste, à travers de nouveaux amis qui appartiennent au RIN et dont certains flirtent avec le FLQ. C'est alors qu'il devient agent d'information de la police, tout en se prêtant à un double jeu, prétendant servir aussi le mouvement indépendantiste.

Best s'éprend même d'une passionaria du mouvement, tout en la soupçonnant d'appartenance au FLQ, et va jusqu'à l'épouser en dépit du bon sens. Celle-ci morte d'un accident de voiture, il s'éprend d'une avocate qu'il pense être une nouvelle incarnation de la « Guêpe noire », une meurtrière en série, dont il essaie en vain de retrouver la trace derrière des assassinats dont le motif paraît être la recherche de financement pour les activités clandestines du mouvement terroriste ! C'est ainsi que le roman prend la forme d'un polar



Photo : Maike und Björn Bröskamp (Pixabay).

politique à l'allure par moments très rocambolesque, la mort de Best lors d'une baise accompagnée de gestes de strangulation, victime de la Guêpe noire, en étant l'expression ultime.

Le « résumé » présenté ici de manière schématique donne une idée de l'approche de Desrochers qui conçoit, depuis la *Canicule des pauvres*, ses romans comme des machines parfaitement huilées. Il en résulte des constructions très efficaces, dans lesquelles le lecteur se retrouve aisément mais qui, par cela même, risquent de le laisser froid par leur aspect constructiviste, à l'instar par exemple des grandes compositions architecturales d'un John Dos Passos auxquelles ses romans font penser.

Cette perspective précise, minutieuse, quasi clinique s'oppose, assez radicalement, à celle, délibérément « surannée » et chatoyante, mise en œuvre par André Hamel. Elles correspondent toutefois à des projets différents : exprimer la disparition du moi dans sa dimension ontologique et existentielle et celle du monde dans sa teneur historique et sociale. Entreprises réussies dans les deux cas ! 

RECENSIONS



LA FABRIQUE DU VIOL Suzanne Zaccour, Montréal, Leméac, 2019, 168 p.

Dans le sillage des mouvements #AgressionNonDénoncée et #MoiAussi, la juriste, autrice, activiste et candidate au doctorat en droit à l'Université d'Oxford Suzanne Zaccour use d'un langage franc et sans compromis pour déconstruire la culture du viol, qu'elle définit comme « *toutes ces pratiques, mythes, conventions et faits culturels qui banalisent, dénaturent ou favorisent les*

violences sexuelles dans notre société, [qui existent dans] les arts, le droit, la politique [et qui se manifestent par] le blâme des victimes et la socialisation genrée ». Ce plaidoyer pour une restitution de la crédibilité des victimes d'agressions sexuelles est composé d'une série de courts chapitres sous trois thèmes: les victimes, les violeurs et le consentement.

L'ouvrage de Zaccour présente de manière incisive les mécanismes qui privent les victimes de leur crédibilité, qui entretiennent le doute quant à leur témoignage et qui les poussent à employer des stratégies pour se protéger. Il met aussi au jour les différents leviers dont bénéficient les agresseurs pour ne pas être punis, comme se faire victime d'un complot d'une ex « criss-de-folle » ou profiter des doubles standards quant à la présomption d'innocence dans l'espace public. À la source de ces problèmes se trouve celui entourant le consentement: s'il n'est pas ignoré d'emblée, un « non » ou toute autre expression de désintérêt ou de refus peut être le déclencheur de négociations ou de manipulations bien connues de toutes. En ce sens, Zaccour montre clairement comment la culture du viol prend aussi forme dans les situations les plus « ordinaires ».

Ponctué de rubriques informatives ou interactives, ce livre incite les lectrices et les lecteurs à amorcer une réflexion et une introspection sur leurs comportements et leurs biais en la matière. Comme Zaccour le dit si bien, les conversations qu'invite cet ouvrage sont parfois inconfortables, « *mais le confort n'est pas ce dont notre société a besoin pour déraciner le viol* ».

Miriam Hatabi ◀



LA FABRIQUE DU NEUF Érik Orsenna et Stéphane Quéré, Paris, Cherche-midi, 2018, 138 p.

Si cet ouvrage était une entreprise, il gagnerait le prix mondial de la diversification des produits tant l'ouvrage embrasse large! On a parfois l'impression d'être devant un catalogue des dernières tendances en matière de technologies et de services offerts par les nouvelles « start-ups ». Le tout nouveau tout beau a encore la cote! Comment pourrait-il en être autrement?

L'œuvre constitue en fait une réorganisation sélective de 24 émissions de radio qui se sont déroulées de 2014 à 2018 et dans lesquelles, plus d'une centaine d'invité-e-s ont exposé des situations mettant en évidence l'innovation, les changements et l'adaptation. Les auteurs ont choisi de les diviser en trois chapitres: Pourquoi changer? Qui et quoi doit changer? Comment changer? Cette division discutable ordonne notre réflexion tant sur l'implacable logique du « progrès technologique » que sur ses conséquences.

Pourquoi changer, selon le point de vue de directeurs ou directrices, de maires, de présidents, d'associés, etc.? Il y a consensus, il faut survivre: « *Le paradoxe de ce monde d'innovations perpétuelles, c'est la prise de conscience unanime d'une urgence: il faut préserver.* » Ceux et celles qui doivent changer, ce sont les « consommateurs » qui ne sont plus placés devant les monopoles des entreprises de gaz. La consommatrice et le consommateur (français-e ici) ont le choix et le pouvoir de combiner différentes sources d'énergie (biomasse, solaire, etc.) qu'ils et elles peuvent désormais produire. Mais là ne s'arrêtent pas leurs nouveaux pouvoirs. En effet, dorénavant ils et elles peuvent aussi innover, par exemple en construisant des objets grâce à l'utilisation d'imprimantes 3D.

Le chapitre trois de cette fabrique expose des moyens pour orienter le changement. Les auteurs ramènent des thèses naturalistes intéressantes. Pour eux, il faut changer pour imiter la nature; l'imitation de la nature devient donc le remède au changement. L'idée consiste à transposer les lois de la nature dans le monde de l'industrie. Ainsi, l'altruisme naturel devrait forcer les organisations à se prêter des locaux, du matériel et des idées. Le tout prend des allures qui frisent parfois l'ésotérisme.

Si l'ouvrage reste une présentation impressionniste du changement, illustrée abondamment par des histoires à succès de multinationales ou de toutes petites nouvelles entreprises plus anecdotiques que réellement pertinentes, il a toutefois le mérite de nous rappeler à quel point les sociétés ont changé, changent ▶

et changeront. Il a aussi celui d'insister sur la nécessité de notre adaptation, qu'elle soit choisie ou imposée. On regrette amèrement que les points de vue de militant-e-s, de travailleuses-eurs, de syndicats et de groupes communautaires soient totalement absents de ces réflexions sur ce «*branloire pérenne*» de Montaigne. C'eût été une garantie d'une réflexion critique plus systémique.

Isabelle Bouchard ◀



MÉGANTIC

Anne-Marie Saint-Cerny, Montréal, Écosociété, 2018, 344 p.

À 1h du matin, le 6 juillet 2013, un train débridé tirant 72 wagons-citernes du Canadian Pacific et de la Montreal Maine & Atlantic (MMA) a fait voler en éclat le centre-ville de Lac-Mégantic. Le pétrole explosif, en provenance du Dakota du Nord (World Fuel Services Inc.), a détruit des dizaines d'édifices et a instantanément carbonisé quarante-sept victimes. Environ 20000

résident-e-s ont dû être évacué-e-s. Le funeste incident a également provoqué des dommages environnementaux irréversibles.

Trois ex-employés de la MMA, dont le conducteur du train-bloc mortel, Thomas Harding, ont été accusés de négligence criminelle ayant causé la mort. Finalement, après quatre mois de procès, le verdict est tombé. Le jury les a finalement déclarés non coupables.

«*Le jury s'est-il trompé? Ou a-t-il simplement conclu que les mauvaises personnes se trouvaient sur le banc des accusés? Qui a laissé un homme seul conduire un train chargé de 8 millions d'explosifs dans les montagnes? Qui sont les vrais coupables de la tragédie? Quelles en sont les véritables causes?*», se demande Anne-Marie Saint-Cerny, tout au long de son essai.

Selon l'autrice, l'enquête dirigée par le Bureau de la sécurité des transports (BST) n'a pas permis de mettre en lumière toutes les causes de la tragédie du 6 juillet 2013. Saint-Cerny entraîne les lecteurs et les lectrices dans sa quête de vérité. Elle récapitule, avec moult détails, le récit de la catastrophe.

Nous comprenons que pour la militante de terrain, les vrais criminels (l'industrie ferroviaire, l'industrie pétrolière, Transport Canada, le système de réglementation, etc.) restent invisibles et jouissent, encore à ce jour, d'une impunité.

L'histoire fait frissonner des pieds à la tête. En effet, dans son livre, Anne-Marie Saint-Cerny démontre que, sans commission d'enquête publique, il est très difficile de tirer des leçons significatives sur le sinistre, et par ricochet, de faire en sorte que «*nulle part au Canada, on ne meure plus jamais d'avoir été simplement au mauvais endroit, au mauvais moment*».

Myriam Boivin-Comtois ◀



ON VOUS VOIT

Collectif Crypto.Québec, Les Éditions du Trécarré, 2018, 240 p.

Peu de gens ont une saine hygiène numérique. C'est pourquoi l'équipe de Crypto.Québec a décidé de publier cet ouvrage qui démystifie les moyens de se protéger sur Internet. Loin de tomber dans la paranoïa, le livre explique une partie des nombreuses failles qui permettent à des personnes malveillantes de nous observer, de nous étudier ou de nous arnaquer. Le livre s'adresse

autant à des néophytes qu'à des personnes initiées. L'augmentation constante des «*rançongiciels*» et des arnaques par téléphone pour accéder aux données numériques justifie qu'on s'attarde à comprendre les angles par lesquels des informations sont soutirées. Le livre aborde aussi la surveillance étatique et l'utilisation des informations personnelles comme source de revenus pour des médias sociaux. La majorité de la collecte des données est faite à notre insu. *On vous voit* n'explique pas seulement le fonctionnement de Internet, mais aussi sa partie sombre, soit le «*Dark Web*» qui, loin de ne servir qu'à vendre des armes, de la drogue ou servir de plateforme pour la prostitution, est également un outil pour contourner la répression dans plusieurs pays totalitaires.

Le livre est en somme un excellent outil de démocratisation des logiciels et de dévoilement de mécanismes pour se rendre anonyme sur Internet. Il permet de comprendre pleinement l'ampleur des risques que nous prenons lorsque nous ne nous protégeons pas suffisamment.

Xavier P.-Laberge ◀

À TOUT PRENDRE !

Ramon Vitesse

Sur les ondes de CKUT 90.3 FM, *Pirate & libre !*
www.ckut.ca

ennuis, se crée un monde à part. Toujours en hiatus, ils s'abreuvent d'autoéducation et deviennent forcenés dans leurs projets de conquête des terrains vagues en plus d'être confrontés, un peu comme dans *La Guerre des tuques*, aux autres gamins.



Michael DeForge, *Brat*, Atrabile, 2019, 164 p.

Ce Torontois résolument *trash* aux allures pimpantes, presque pompier sur le plan des couleurs qui *flashent*, dépeint une juvénile délinquante aux prises avec la gestion de son image et d'une popularité médiatique galopante, en proie à l'ennui de la surenchère. Il s'agit d'un joyeux rabotage du jeunisme dont le style graphique rappelle un Picasso sur l'acide.



Tillie Walden, *J'adore ce passage*, Gallimard BD, 2019, 64 p.

Le troisième livre de cette auteure américaine de 23 ans aborde la sensibilité exacerbée dans les aléas du cheminement amoureux adolescent. Ancrée dans sa propre expérience de l'amour lesbien teintée de difficultés et de bonheurs particuliers, Walden propose une œuvre à laquelle tous et toutes s'identifieront. Son dessin pleine page s'avère plus que jamais évocateur.



Thomas Desaulniers-Brousseau et Simon Leclerc, *Jours d'attente*, La Pastèque, 2019, 272 p.

Ce livre déconcertant et hypnotisant raconte l'échappée belle d'un déserteur québécois vers une maison isolée dans une forêt de laquelle suintent des forces surnaturelles. Le dessin incendiaire et impressionniste de cette œuvre et son écriture mystérieuse qui transmet le sentiment d'isolement et donne vie à une nature ensorcelée contribuent à la magie de ce récit aux frontières du style policier et de l'horreur.



Yvon Roy, *Graines de bandits*, Rue de Sèvres, 2019, 166 p.

Un tandem de garçons délurés, libres de gambader et de faire les quatre cents coups en l'absence de leurs parents, trop préoccupés par leurs relations chaotiques et d'autres



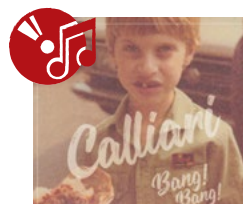
Christophe Dabitch et Jorge González, *Mécaniques du fouet*, Futuropolis, 2019, 208 p.

Attention : un tandem improbable et fulgurant. S'essayer à narrer un personnage authentique de religieuse défrôquée impliquée dans des mises en scène sexuelles, fouet et fessée, sans être porno ni bêtement biographique, c'est assez casse-gueule. Et pourtant ! En tutoyant Eugénie, en dialoguant et jonglant avec son mystère, la chose, au moyen d'une peinture vertigineuse d'un Argentin iconoclaste, fait figure de bombe.



Gilles Larher et Sébastien Vassant, *Les heures passées à contempler la mère*, Futuropolis, 2019, 256 p.

Ce roman graphique, qui aborde la dépression d'une auteure qui vient de vivre une rupture amoureuse et qui s'épivarde à écrire sur une mère inconnue, est d'une densité remarquable. Il amène à entrevoir des potentialités insoupçonnées de la vie et de l'amitié. Bref, il s'agit d'une œuvre fort stimulante.



Marco Calliari, *Bang !*, Casa Nostra

Folkloriste italien coloré, Calliari est au faite de son art. Il convie ici ses potes d'Anonymus, Peppe Voltarelli et même Michel Faubert pour un conte aussi diabolique que bilingue.



Fred Fortin, *Microdose* (Grosse Boîte)

« J'aurais dû me douter qu'en me jetant à l'eau, j'échouerais dans l'écluse. » Le vétéran du rock alternatif se lance seul, sans fard et sans filet. Ce dépouillement brasse souvent un feu d'enfer. **à 5**



SCFP
 Syndicat canadien de la fonction publique FTO

Une force pour
 les services publics
de demain

scfp.qc.ca SCFP-Québec @SCFPQuebec SCFP-Québec

PENSER LE SEIN FÉMINISTE
 par Marie-Claude Belzile

En vente en librairie ou sur
 la boutique en ligne de

 **L'ESPRIT LIBRE**

**L'ÉCOLE
 PUBLIQUE :**
 celle qui prépare
 les élèves à la vraie vie !



  lafae.qc.ca

Des réseaux en **crise.**

Des salaires **insuffisants et **non compétitifs**.**

Des charges de travail devenues **insoutenables.**

Des **problèmes importants d'attraction et de rétention du personnel.**

Un urgent coup de barre s'impose.
 Les 150 000 travailleuses et travailleurs du secteur public de la CSN demandent au gouvernement Legault d'investir massivement dans les services à la population.

S'UNIR. AGIR. GAGNER. 

Pour en savoir plus, visitez le
www.secteurpublic.quebec/demandes

à babord !

REVUE SOCIALE ET POLITIQUE

Tout le monde à bord !

Abonnez-vous en ligne
ababord.org/abonnement

ou en remplissant ce formulaire
et en le retournant à l'adresse ci-dessous :

- | | | |
|--------------------------|---|--------|
| ☐ | Abonnement individuel 1 an / 5 numéros | 55 \$ |
| ☐ | Abonnement de soutien 1 an / 5 numéros | 65 \$ |
| ☐ | Abonnement individuel 2 an / 10 numéros | 100 \$ |
| ☐ | Abonnement étudiant et faible revenu 1 an | 40 \$ |
| ☐ | Abonnement électronique | 35 \$ |
| ☐ | Abonnement institutionnel | 80 \$ |
| ☐ | Don de soutien | _____ |

Ces tarifs sont taxes incluses

Nom _____

Organisation / Institution _____

Adresse _____

Ville _____ Code Postal _____

Tel. _____ Courriel _____

Débuter l'abonnement au numéro _____

Faites parvenir votre coupon et votre chèque à l'ordre de
SODEP (Revue À Babord !)
CP 160 succ. Place d'Armes
Montréal, QC H2Y 3E9

**TÉLÉCHARGEZ LE COUPON D'ABONNEMENT-CADEAU
ET ENVOYEZ-LE PAR LA POSTE**

Conseil central
DU MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN **CSN**

 Conseil central du Montréal
métropolitain-CSN

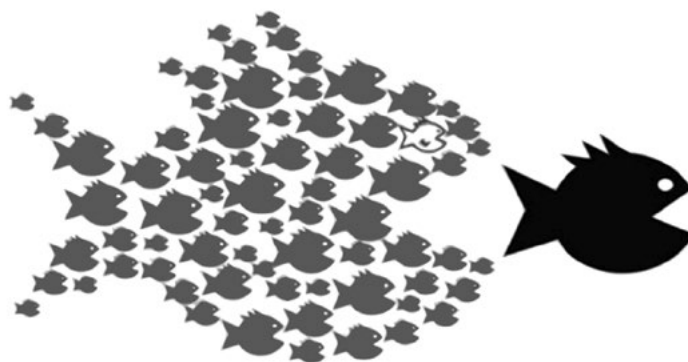
www.ccmm-csn.qc.ca

Pour se syndiquer :
1-800-947-6177



Passez à l'ATTAC !

paradis fiscaux - taxe sur les
transactions financières - libre-échange



**Devenez membre
dès aujourd'hui !**

www.quebec.attac.org

Pierre Mouterde

LES IMPASSES DE LA
RECTITUDE POLITIQUE



INTERVENTIONS

VARIA

Des écrits engagés

De quoi la rectitude politique est-elle le nom ?

Il est temps que la gauche remette en question le bien-fondé de la rectitude politique, surtout dénoncée par la droite conservatrice. C'est ce à quoi s'emploie dans ce livre Pierre Mouterde en proposant un diagnostic minutieux et critique de cette approche culturelle et politique délétère. Il montre comment en s'imposant à la société tout entière, la rectitude politique a fini par déteindre sur une partie significative de la gauche, minant de l'intérieur ses projets de transformation sociale.

groupenotabene.com

Une voix forte en santé.



La FIQ, forte de ses **76 000 infirmières, infirmières auxiliaires, inhalothérapeutes et perfusionnistes cliniques**, est reconnue comme une organisation syndicale efficace pour l'amélioration des conditions de travail de ses membres et la défense des soins de santé accessibles et sécuritaires.

fiqsante.qc.ca



FIQ | SECTEUR PRIVÉ

Le populisme de gauche
est-il la meilleure réplique
au populisme de droite ?

 **à babord !**

POUR NOUS SUIVRE, NOUS JOINDRE ET S'ABONNER
WWW.ABABORD.ORG - INFO@ABABORD.ORG